l'unité

M 2805 - N° 587 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 18 janvier 1985

FRANÇOIS MITTERRAND: "OUI A LA LIBERTE QUI NE TUE PAS LA LIBERTE"



Gamma

LA MORT INCERTAINE D'ELOI MACHORO

En demandant immédiatement que toute la clarté soit faite sur les circonstances de cette mort, les socialistes n'ont pas été les derniers à proclamer que l'on ne saurait se contenter de la première version officielle

DES TELEVISIONS PRIVEES, PEUT-ÊTRE... MAIS POUR QUOI FAIRE ?

Nous serons certainement très nombreux à devenir partisans des télévisions privées le jour où quelqu'un aura réussi à nous expliquer ce que ces télévisions-là pourraient apporter de nouveau dans le paysage audiovisuel. Mais si c'est pour remplacer les insuffisances du service public par les «bonnes paroles» de Chirac ou les «bons programmes» d'Hersant : non, merci bien !

SANTE, ETAT D'URGENCE

Le système de santé ne peut plus se permettre de tirer des chèques sans provision, ni les hôpitaux de fonctionner à «guichets ouverts». Sinon tout craque, à commencer par la protection sociale. Mais comment concilier maîtrise des dépenses et qualité des soins ?

Fondation Jean Jaurès

Politique au fil des jours

EXCLUSIF

Les T.u.c. pour répondre au froid

Les Travaux d'utilité collective sont un point de rencontre des besoins des jeunes et des besoins des collectivités locales, des établissements publics ou des associations, pour mieux satisfaire les demandes du public, des usagers, des adhérents.

En cet hiver, la vague de froid multiplie les problèmes pratiques de chacun, accroit les charges des collectivités locales et renforce le sentiment d'isolement et les difficultés de bien des Français, dont, en particulier, les personnes âgées et ceux qui sont dans l'indigence.

Prévus pour faire face, en mobilisant le besoin d'activité des jeunes, à toutes les circonstances dans lesquelles un service public plus attentif à tous est nécessaire, les T.u.c. constituent donc une réponse possible aux problèmes et aux difficultés créés par cette vague de froid.

Les collectivités locales et notamment les communes, les établissements publics et les associations doivent donc savoir qu'il leur est possible de recourir à des stages de Travaux d'utilité collective pour faire face à ces besoins circonstanciels. En effet, il est prévu, par instruction du 23 octobre 1984, que des convention de T.u.c. puissent prévoir des durées d'affectation plus courtes que trois mois dans le cas de la réalisation de tâches particulières qui ne sauraient se répéter : ainsi, en est-il des tâches de solidarité, d'assistance et de secours qu'appelle le besoin de répondre aux circonstances climatiques exceptionnelles actuelles.

Les organisateurs sont invités à prendre contact avec les directions départementales et avec les commissaires adjoints de la République pour la signature des conventions correspondantes.

GISCARD

Et les frais de succession ?

« Rendez-nous l'héritage, car si on nous le rendait on pourrait résoudre tous les problèmes de la France », a déclaré Valéry Giscard d'Estaing, le week-end dernier devant les jeunes giscardiens. Grand dernier des trois frères ennemis de l'opposition, on peut comprendre que Giscard s'estime déshérité par ses deux anciens Premiers ministres, mais orphelin du pouvoir, perdrait-il la mémoire ?

L'héritage a été encaissé en effet par les Français. Il s'appelle inflation (14 % en 1980), chômage, laxisme et conservatisme. Si une partie de cet héritage a pu être épongé par le gouvernement, qu'il s'agisse des libertés retrouvées (radios locales, justice) ou de l'efficacité économique, son prix continue de peser sur les Français. Que Giscard d'Estaing commence donc par en reconnaître les frais de succession, Barre et Chirac n'y étant pas prêts, bien qu'ayant usé en temps utile du patrimoine. Pour les socialistes, l'heure n'est pas au règlement de comptes, mais bien à la poursuite du redressement du pays.

M.R.G.

François Doubin, M. 6 %

Pas de surprise au congrès du Mouvement des radicaux de gauche, François Doubin succède à Jean-Michel Baylet à la présidence au terme d'une compétition ouverte (il y avait cinq candidats). Après s'être lancé, lors des élections européennes, dans l'expérience de sensibilité plutôt centriste que constituait la liste E.r.e., Doubin confirme l'ancrage du M.r.g. dans la majorité : « Nous sommes à gauche. » Pour lui, les idées doivent remplacer l'idéologie, et il vaut mieux s'adresser au pays en traitant les problèmes concrets que de s'occuper sans cesse de son positionnement par rapport aux autres partis. Ces quelques principes simples permettront-ils au M.r.g. d'apporter « quelque chose de nouveau » ? Toujours est-il que le nouveau président du M.r.g. fixe comme objectif à son parti pour les prochaines législatives d'obtenir 6 % des voix. Au M.r.g. aussi, la mobilisation est de rigueur.

J.-P.B.

GROSSES TETES

Samouraï ou traîneur de sabres

C'est la délicatesse faite homme, ce cabotin-là. La grande classe. « Je m'appelle Alain Delon, pas Yves Montand », a-t-il déclaré le 11 janvier dernier au cours de la nouvelle émission de T.f.1 « le Jeu de la vérité », animée par l'inénarrable Patrick Sabatier. Histoire de prouver que lui ne s'abaisserait pas au même numéro que l'autre saltimbanque. Et pourtant... pourtant, après avoir fait part de ses états d'âme – en parlant de lui à la troisième personne, s'il vous plaît – « Toute sa vie a été dictée par ses sentiments, il ira donc toujours là où l'appelle son cœur », Delon ne s'est pas privé de parler politique. A tout seigneur tout honneur : Jean-Marie (Le Pen). « C'est un homme sain, qui a une femme superbe, des enfants... » Si c'est pas émouvant, ça... Mais le nouveau Superman qui fait frissonner le bel Alain, c'est Raymond Barre : « C'est quelqu'un au-dessus des partis, un grand commis de l'Etat, celui dont notre pays a besoin. »



Sipa-presse

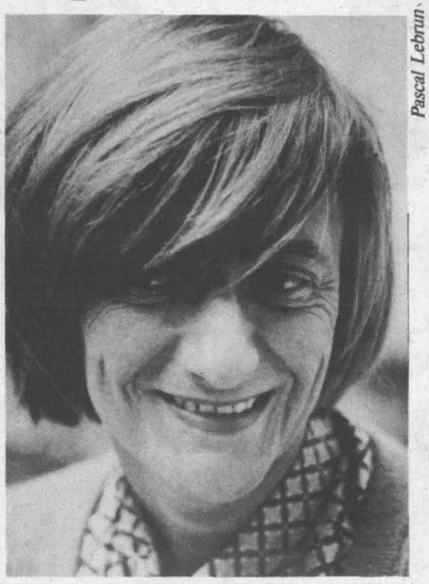
Valéry Giscard d'Estaing.

Et si on refusait le droit de vote à ceux qui, pour fuir le climat malsain qui règne aujourd'hui en France – dixit notre star fatiguée – ont choisi d'émigrer en Suisse ? Déserteur, va...

M.D.



Françoise Giroud.



Françoise Sagan.

Pascal Lebrun

COUP DE CŒUR

Un certain sourire

Qui a dit que les femmes n'avaient pas d'humour ? Emergeant de cette lame de fond de morosité, de nombrilisme pleurnichard et de sénilité fascisante qui est en train de submerger la presse écrite, deux femmes, écrivains et journalistes, pleines de bravoure gaie donnent à leurs chers confrères une petite leçon de dignité souriante. Chaque semaine dans « le Nouvel Observateur » sous le fallacieux prétexte de chroniquer la télévision, Françoise Giroud écrit l'éditorial le plus politique, le plus malicieux et le plus solide de ce journal où la gauche autruche n'en finit pas de se cacher la tête dans le sable. Quant à l'autre Françoise – Sagan – non contente de nous avoir donné le plus beau, le plus déchirant et le plus fort livre de souvenirs littéraires de l'année (« Avec mon meilleur souvenir », Gallimard), elle assène à ceux qui, sur la pointe des pieds ou avec tambour et trompettes, sont en train de retourner la veste qu'ils avaient hâtivement enfilée en mai 1981 un bien réjouissant sermon (« le Monde » du 12 janvier). Sous le titre hugolien « Bon repentir, messieurs », l'auteur des « Bleus à l'âme » recommande à ceux qui un peu vite ont décrété le socialisme passé de mode de faire preuve d'une plus grande prudence. Ou autrement, dans un mois, dans un an, il sera toujours temps pour ces petits marquis de retourner leur veste une troisième fois. Bonjour tristesse, merci Françoises...

Nicole Chaillot

Alain Delon, vu par Daullé.



LE MONDE

Le plan Fontaine

« Le Monde » est-il sur le point de sortir de la crise qu'il traverse depuis plusieurs mois ? En ce qui concerne sa direction, la réponse peut-être affirmative. André Fontaine, désigné mardi par près de 61 % des suffrages (il en fallait au moins 60 %) par la Société des rédacteurs, qui a elle-même renouvelé récemment son bureau, sera sans aucun doute confirmé ce vendredi par les autres porteurs de parts. Il pourra donc immédiatement entrer en fonctions à la place d'André Laurens démissionnaire depuis plusieurs semaines. Ainsi qu'il l'a annoncé, il aura à ses côtés un nouvel administrateur en la personne de Bernard Wouts, ancien directeur général adjoint de Bayard-Presse, et sera entouré, pour ce qui concerne la direction de la rédaction, de Daniel Vernet, chef adjoint du service étranger, et de Claude Sales, ancien du « Point » et de France-Inter.

Si la situation est ainsi clarifiée au plan de la direction, elle est encore loin de l'être au plan financier. La nécessité d'un nouvel apport de capitaux est plus urgente que jamais, mais André Fontaine souhaite les trouver ailleurs que dans la vente de l'immeuble de la rue des Italiens qui faisait partie du plan Laurens repoussé par les rédacteurs. Il est en revanche décidé à réduire la masse salariale avec un blocage immédiat des salaires et un plan d'économie draconien qui ne manquera pas de faire grincer quelques dents.

PROPORTIONNELLE

Les socialistes et la loi électorale

Les délibérations du Bureau exécutif du P.s. sur la réforme électorale, le mercredi 9 janvier, ont donné lieu à des commentaires tendant à trouver qu'en cette matière les socialistes sont singulièrement divisés. Présentation habituelle de la part de ceux qui ont toujours du mal à comprendre que le Parti socialiste est un parti démocratique où l'on discute librement avant de prendre une décision.

Il est donc normal qu'à partir du rapport de Jean Poperen, qui se contentait de présenter les différents modes de scrutin sans en privilégier aucun, des avis divers se soient exprimés depuis ceux des partisans du maintien pur et simple du système majoritaire actuel jusqu'à ceux des défenseurs de la représentation proportionnelle intégrale. Mais l'intérêt de la discussion est qu'elle a fait apparaître une tendance nettement majoritaire en faveur d'un système mixte, dans lequel l'injustice du scrutin majoritaire serait corrigée par une dose de proportionnelle. Plusieurs intervenants se sont référés au scrutin qui existe en R.f.a. où les députés au Bundestag sont élus, par moitié, suivant chacun des deux systèmes. Il n'appartient pas au Parti socialiste – c'est l'affaire du gouvernement – de fixer la part respective des deux modes de scrutin (3/4 majoritaire, 1/4 proportionnelle, 2/3, 1/3 ?) ni de déterminer le nombre total des députés qu'impliquerait la réforme.

En revanche, le problème du redécoupage des circonscriptions a été largement évoqué. Le découpage actuel, qui date de 1958, ne tient aucun compte de l'évolution démographique et des mouvements de population qui se sont produits depuis un quart de siècle. C'est ainsi, pour se limiter à un exemple simple, que Paris, avec moins de deux millions d'habitants, a encore trente et un députés, tandis que l'Essonne, avec un million d'habitants, n'en a que quatre ! Maurice Couve de Murville est élu dans le VIIIe arrondissement de Paris avec 26 000 électeurs, alors que la circonscription de Claude Germon à Massy en compte plus de 180 000 !

Le Bureau exécutif, qui a décidé de mettre en place un groupe de travail sur la réforme électorale, a également exprimé le souhait que les grandes orientations de celle-ci soient connues le plus tôt possible, avant même les élections cantonales de mars, même si le Parlement n'est saisi du projet de loi qu'à la session de printemps.

A.V.

FRANÇOIS MITTERRAND: "OUI A LA LIBERTE QUI NE TUE PAS LA LIBERTE"

PAR CLAUDE ESTIER

En un peu plus d'une heure mercredi soir, le président de la République a répondu à la plupart des questions que se posent les Français sur les problèmes de politique intérieure. Il l'a fait avec une conviction qui n'a pu manquer de frapper les téléspectateurs en exprimant sa confiance dans l'intelligence et le courage des Français pour comprendre que la politique rigoureuse menée par le gouvernement et qui commence à donner des résultats positifs est la seule possible et doit donc être poursuivie.

Face au scepticisme entretenu par les adversaires de cette politique qui se recrutent aujourd'hui à la fois dans l'opposition de droite et au Parti communiste, François Mitterrand a développé une minutieuse démonstration qui lui a permis de rappeler que la hausse des prix en 1984 a été la plus faible depuis plus de douze ans, que le franc se porte bien et que nos réserves en devises sont supérieures à celles d'avant 1981, que l'épargne populaire était pour la première fois rémunérée à un taux supérieur à celui de l'inflation, que nos exportations étaient devenues extrêmement compétitives. Certes, notre endettement extérieur a doublé en dollars, et triplé en francs depuis 1981 mais il est plus faible que celui de la plupart des autres pays occidentaux et il est parfaitement supportable dans la mesure où il représente 5 % de nos exportations d'une année. Bilan positif donc sur tous ces points mais qui n'est pas pour autant un bilan d'autosatisfaction. « Je ne dis pas que tout va bien, a souligné le président. Je dis que nous avons beaucoup fait, qu'il reste beaucoup à faire mais cela va dans le bon sens. »

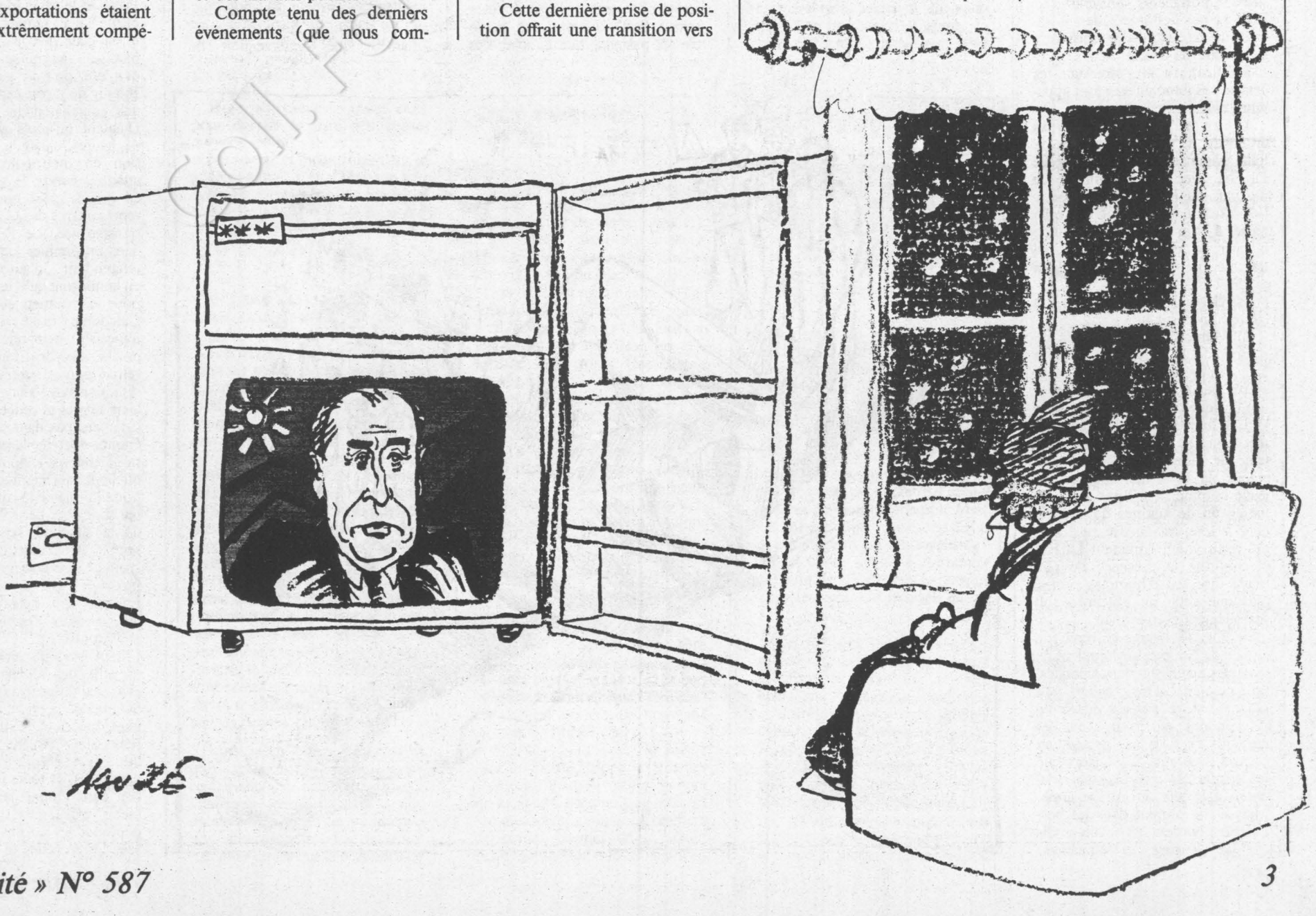
Reste les points noirs du chômage et celui du pouvoir d'achat. Au sujet de ce dernier il a promis une amélioration au cours de l'année 1985. Quant au chômage, véritable « lèpre » de notre société, François Mitterrand n'a pas dissimulé que c'était sa grande préoccupation même s'il s'agit d'un phénomène qui touche de la même façon tous les pays de l'Europe occidentale. Les mesures que le gouvernement annoncera très prochainement ont pour objectif d'inverser la courbe du chômage. Parmi elles figureront un certain nombre de dispositions pour relancer le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Compte tenu des derniers événements (que nous commentons en page 4) il était normal que le président de la République consacre une partie importante de son entretien avec les journalistes d'Antenne 2 à la Nouvelle-Calédonie. Il a fait sensation en annonçant qu'il se rendait dès ce jeudi à Nouméa démontrant par là, s'il en était besoin, qu'il n'avait pas attendu les conseils de Jacques Chirac pour prendre l'affaire en mains. François Mitterrand qui a déjà montré dans le passé qu'il savait se rendre sur les points chauds où la France est engagée – on n'a pas oublié son voyage à Beyrouth en 1983 – veut se rendre compte par lui-même et en prenant directement contact avec tous les intéressés des chances que conserve le plan Pisani après la mort d'Eloi Machoro. Pour l'instant, la mise en œuvre de ce plan lui paraît se trouver compliquée mais pas compromise. On peut penser qu'il mettra tout son poids dans la balance pour que les deux communautés qui s'affrontent acceptent le processus qui leur est proposé pour déterminer leur avenir. Sans doute aurait-on davantage de chance d'y parvenir si certains ne se livraient pas, à Paris, a des surenchères contraires aux intérêts de la France.

Cette dernière prise de position offrait une transition vers les problèmes de politique intérieure sur lesquels ses interlocuteurs avaient beaucoup de questions à lui poser. On aura ainsi entendu plusieurs confirmations à savoir que le président de la République n'écarte pas l'idée d'un référendum mais qu'il ne l'envisage pas dans un proche avenir ; qu'il a bien l'intention d'accomplir son mandat de sept ans quelsque soient les résultats des élections de 1986 pour lesquelles il se refuse toujours à se placer dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition ; qu'il préconise bien une réforme de la loi électorale dans le sens de la proportionnelle, un moyen terme étant trouvé entre celle-ci et le scrutin majoritaire. Quant à la question de savoir s'il s'engagerait lui-même dans la future campagne électorale, François Mitterrand a rappelé qu'il n'était plus un chef de parti mais qu'il ne manquerait pas d'indiquer la direction à suivre et que dans cette direction il souhaitait que se retrouvent tous ceux qui voudront et pourront se rassembler sur des valeurs communes qui s'appellent par exemple, indépendance, souveraineté de la France, liberté, refus du racisme, etc.

Restait une dernière question qui ne pouvait manquer d'être posée dans cette revue des problèmes d'actualité, celle des télévisions privées. François Mitterrand a confirmé qu'il y était favorable mais en soulignant que la liberté en cette matière deviendrait vite anarchie si elle n'était règlementée (voir l'article de Jean-Paul Liégeois en page 5). La mission confiée à Jean-Denis Bredin est donc bien de réfléchir à une réglementation qui fasse que « la liberté ne tue pas la liberté », étant entendu, et il est important que le président l'ait dit aussi nettement, que le service public devra en tout état de cause être prèservé.

Liberté, tolérance, courage sont en fait les mots qui sont revenus le plus souvent au cours de cet entretien. N'ayons pas l'illusion de croire – François Mitterrand ne l'a certainement pas – que les porte parole de l'opposition vont s'y rallier. Mais des millions de Français qui se posent des questions auront peut-être compris mercredi soir qu'ils ne sont pas seulement des spectateurs, qu'ils ne doivent pas seulement se demander « ce que leur pays fait pour eux mais aussi ce qu'ils peuvent faire pour leur pays ».



LA MORT INCERTAINE D'ELOI MACHORO

En demandant immédiatement, par la voix de Lionel Jospin, que toute la clarté soit faite sur les circonstances de la mort d'Eloi Machoro, les socialistes n'ont pas été les derniers à proclamer que l'on ne saurait se contenter de la première version officielle.

PAR CLAUDE ESTIER

La mort d'Eloi Machoro, le leader de la tendance « dure » du F.l.n.k.s. va-t-elle réduire à néant les efforts d'Edgard Pisani pour dégager une solution originale au problème de la Nouvelle-Calédonie ? On ne connaîtra pas avant quelques jours la réponse à cette question, mais c'est en fonction de ce que pourrait être cette réponse qu'on peut légitimement poser une autre question : Machoro est-il tombé dans un engagement entre un groupe de ses partisans et les gendarmes du G.i.g.n. ou a-t-il été tué sciemment, c'est-à-dire, en fait, assassiné et dans ce cas sur l'ordre ou l'initiative de qui ?

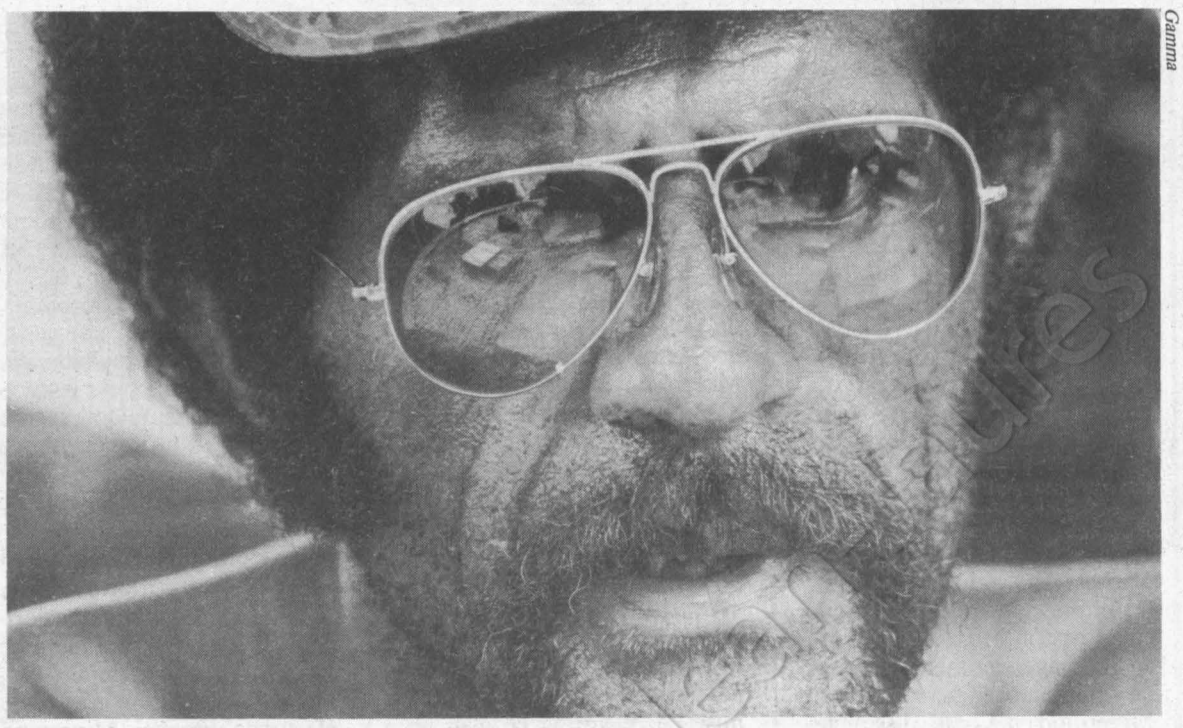
En demandant immédiatement, par la voix de Lionel Jospin, que toute la clarté soit faite sur les circonstances de cette mort, les socialistes n'ont pas été les derniers à admettre que l'on ne saurait se contenter de la première version officielle d'autant que celle-ci a été modifiée à plusieurs reprises dans les heures qui ont suivi l'événement. Nous n'avons pas ici à nous substituer aux autorités judiciaires chargées de l'enquête ni à douter de la parole du garde des Sceaux Robert Badinter assurant que cette enquête ferait toute la lumière. En attendant, force est de se limiter à quelques interrogations dont certaines se fondent sur des faits pour le moins troublants qui ressortent des témoignages recueillis par plusieurs journalistes présents sur place et qui s'efforcent depuis samedi de reconstituer la chronologie précise du drame.

Sans trop vouloir entrer dans les détails, ces témoignages font apparaître plusieurs éléments.

1) Eloi Machoro, qui n'était pas un enfant de chœur, préparait de toute évidence sur la commune de La Foa, avec une quarantaine de militants du F.l.n.k.s., une opération d'occupation analogue à celle menée à Thio avec pour objectif de bloquer la route principale qui traverse l'île et de couper celle-ci en deux d'est en ouest. Des papiers relatifs à cette opération ont été retrouvés sur lui.

2) Vendredi après-midi, la direction de la gendarmerie et le haut commissariat à Nouméa sont avertis par des fermiers caldoches que quelque chose se prépare à La Foa. L'hélicoptère de la gendarmerie, qui se trouvait à une trentaine de kilomètres plus au sud, autour de la ferme Tual où un jeune homme de 17 ans avait été tué en fin de matinée d'une balle dans la tête, est envoyé au-dessus des collines qui dominent La Foa et confirme la présence de plusieurs dizaines d'hommes armés, sans que celle de Machoro soit spécialement mentionnée.

3) Vers 18 heures ce vendredi, alors qu'à Nouméa se déroulent de violentes manifestations caldoches, un peloton d'intervention du G.i.g.n. est héliporté à proximité de l'endroit où se trouvent les militants du F.l.n.k.s., presque au contact avec eux. C'est alors que les gendarmes reconnaissent Machoro à la tête du groupe armé. Mais ils se retirent dans les bosquets qui bordent le chemin tandis que les Canaques se retranchent dans la ferme de La Bachelerie qui appartient à l'un d'entre eux, Auguste Boarato.



Gamma

Eloi Machoro.

4) Plusieurs heures se passent alors en palabres et tentatives de négociation. Le commandant de la brigade de gendarmerie demande à Machoro de se rendre en abandonnant ses armes. Ce dernier refuse et annonce qu'il ouvrira le feu si les gendarmes pénètrent dans la propriété qui, d'après le F.l.n.k.s., est à ce moment pratiquement encerclée. Pendant tout ce temps, la brigade est en liaison avec le général Deiber qui commande l'ensemble des forces de gendarmerie sur le territoire et avec le haut-commissaire. Le F.l.n.k.s. affirme même que Machoro a envoyé un émissaire à Edgard Pisani, ce que celui-ci n'a ni confirmé ni démenti.

5) A l'aube du samedi, deux tireurs d'élite du G.i.g.n. blessent mortellement Eloi Machoro et l'un de ses compagnons, Marcel Nonnaro, tandis que les 38 militants qui se trouvent avec eux se rendent aux gendarmes en déposant leurs armes. Il n'y a parmi eux aucun blessé, pas plus que du côté des forces de l'ordre. Selon le témoignage de Louis Machoro, le frère d'Eloi, qui se trouvait sur les lieux et a donc été arrêté, trois coups de feu seulement ont été tirés à ce moment dont deux ont donc été décisifs.

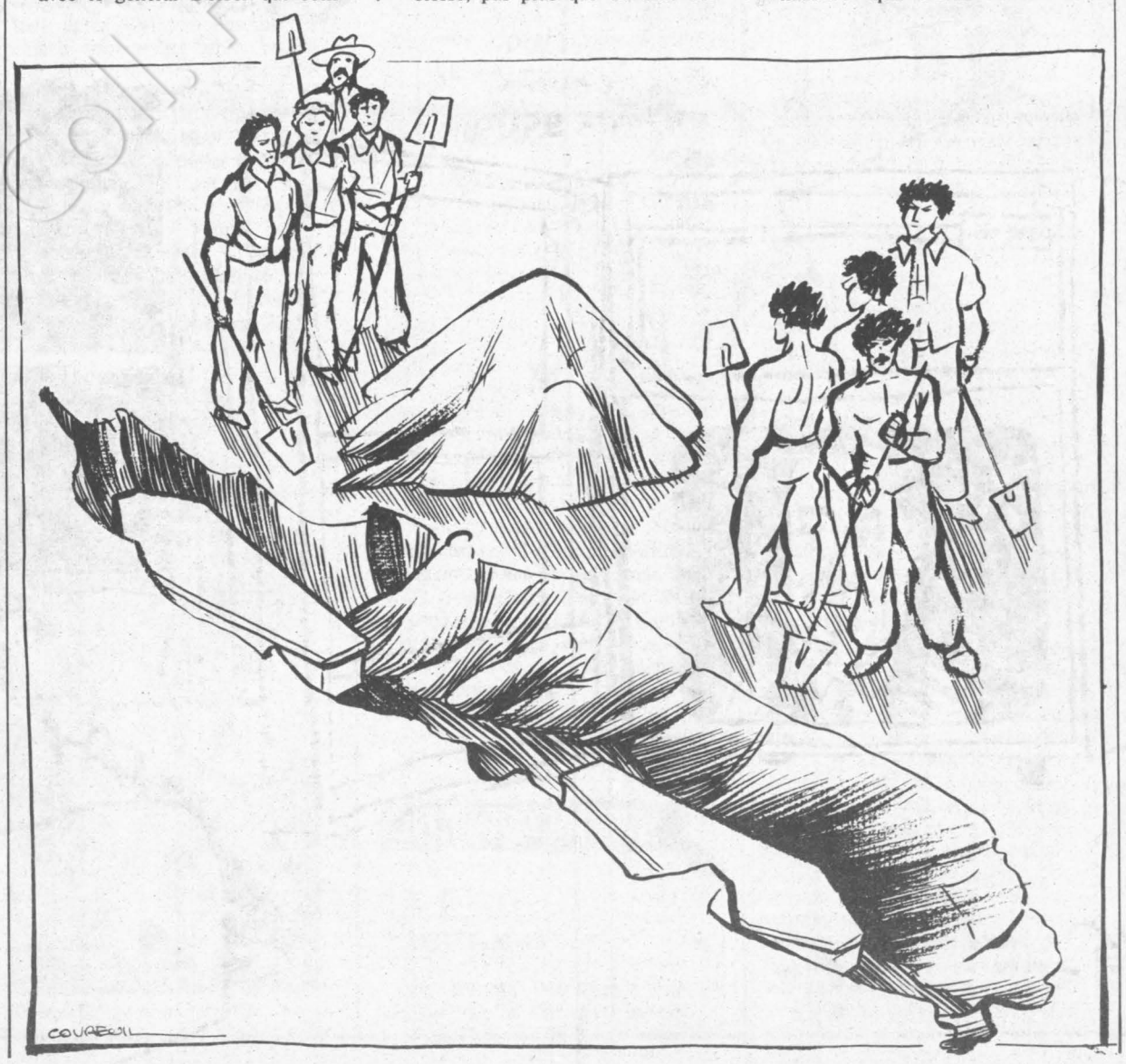
Tels sont les faits qui ont pu être à peu près certainement reconstitués. Et c'est à partir de là que se posent les questions sur lesquelles l'enquête doit faire la lumière. Les hommes de Machoro avaient-ils tiré auparavant sur les gendarmes ou les avaient-ils menacés de telle manière que l'intervention de ceux-ci puisse être considérée comme une riposte ? Quels ordres avait reçu le commandant de la brigade du G.i.g.n. ? Le haut commissariat a bien précisé que ces ordres n'étaient pas de tirer mais de « neutraliser les meneurs ». Dans ce cas, pourquoi les tireurs d'élite n'ont-ils pas visé aux jambes plutôt qu'à l'épaule et au sternum ? Le communiqué officiel fait état d'une « végétation » qui aurait empêché de voir les jambes, ce que ne semblent pas confirmer les constatations faites ensuite sur le terrain et qui indiquent que la surface où se trouvaient les hommes de Machoro était découverte.

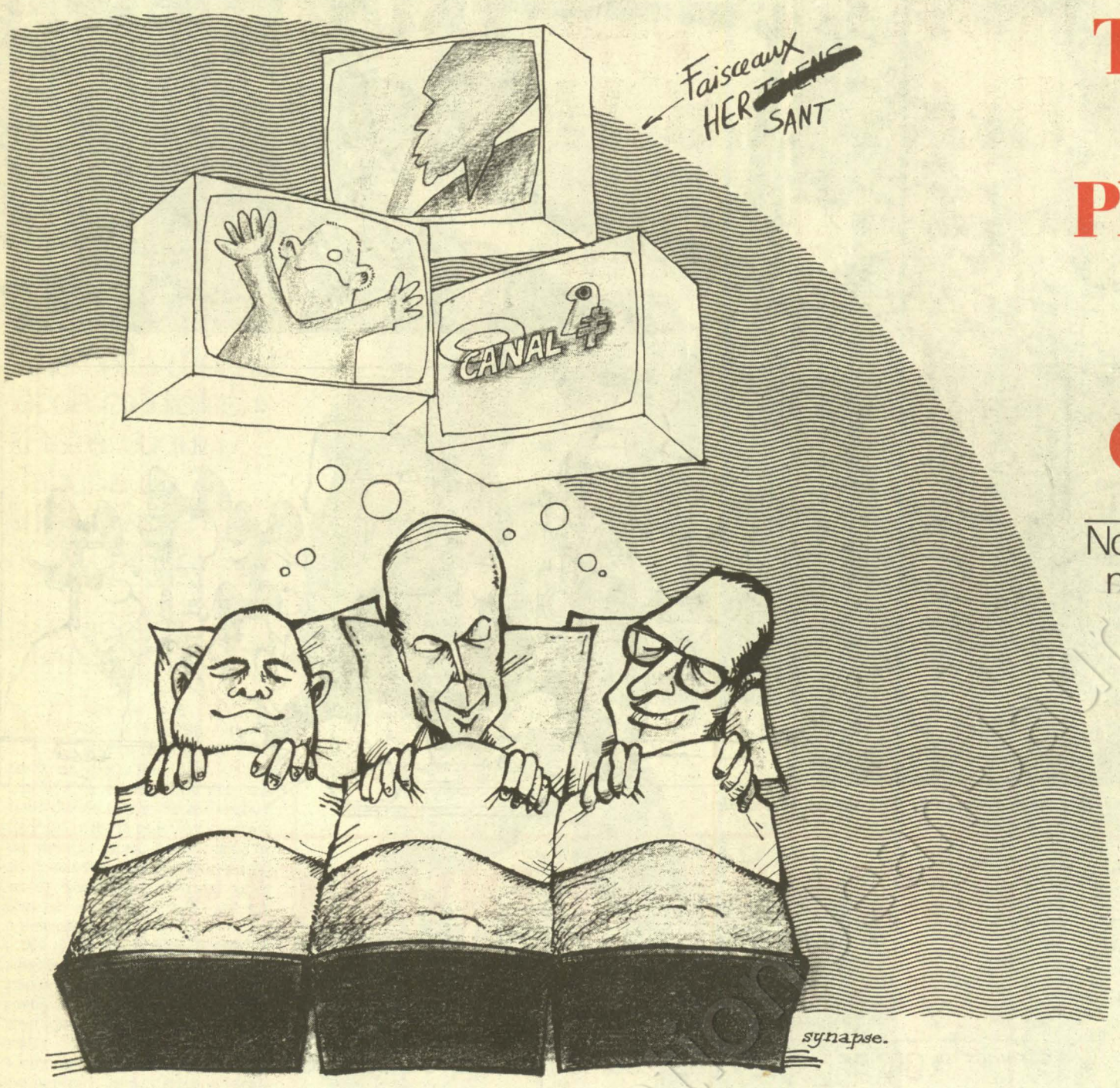
Dans l'état de nos informations, au moment où nous écrivons, nous ne pouvons aller plus loin, mais tout ceci justifie amplement que les précisions les plus rigoureuses soient apportées dans les plus brefs délais.

Jean-Marie Tjibaou, chef du gouvernement provisoire du F.l.n.k.s. qui paraît avoir été opposé à l'opération que Machoro voulait entreprendre sur La Foa, n'a pas hésité à parler d'assassinat et à évoquer une collusion entre le gouvernement et les extrémistes caldoches qui réclamaient depuis longtemps la tête de Machoro. Il en conclut que la discussion avec le haut commissaire a changé de nature et que le F.l.n.k.s. « demeurera intraitable sur la restitution de la souveraineté du peuple canaque sur son pays. »

Cela ne veut pas dire que le plan Pisani et le calendrier qui l'accompagne soient réduits à néant. Mais il est clair que la discussion qui paraissait, au milieu de la semaine dernière, pouvoir s'engager sinon aboutir de façon certaine, est rendue singulièrement plus difficile. D'autant qu'après avoir, pendant 48 heures, baissé le ton, l'opposition en métropole reprend ses attaques contre le gouvernement, ce qui ne peut que pousser les représentants des Caldoches à l'intransigeance. Le R.p.r. qui avait dans un premier temps accepté le référendum d'autodétermination en annonçant qu'il ferait campagne pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française, demande maintenant, par la voix de Claude Labbé, le retrait pur et simple du plan Pisani. Quant à Valéry Giscard d'Estaing que la décence n'étouffe décidément pas dans cette affaire, il énonce doctement les fautes qu'aurait commises le pouvoir actuel, en oubliant bien entendu celles dont il porte lui-même la responsabilité et qui sont pour beaucoup à l'origine de la situation actuelle. Ce qui semble être d'ailleurs – si l'on en croit un sondage publié cette semaine – l'avis d'une majorité de Français qui pensent également que le plan Pisani est un bon compromis.

Eloi Machoro était sans doute, du côté des indépendantistes, le principal obstacle à la négociation. Sa mort qui a réjoui les Caldoches mais qui fait de lui un martyr remet-elle vraiment tout en question ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais, de toute façon, l'important dans l'immédiat est que l'on sache exactement comment et pourquoi les choses se sont passées comme elles se sont passées.





DES TELEVISIONS PRIVEES, PEUT-ÊTRE... MAIS POUR QUOI FAIRE ?

Nous serons certainement très nombreux à devenir partisans des télévisions privées le jour où quelqu'un aura réussi à nous expliquer ce que ces télévisions-là pourraient apporter de nouveau dans le paysage audiovisuel. Mais si c'est pour remplacer les insuffisances du service public par les « bonnes paroles » de Chirac ou les « bons programmes » d'Hersant : non, merci bien !

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

Après les rumeurs, la cacophonie : ici et là on entend et on lit tout et son contraire. On interprète, on commente, on tire des plans sur la comète. Quelle foire d'empoigne ! Tout cela à cause de quelques mots de François Mitterrand. Le 4 janvier dernier, lors de la traditionnelle présentation des vœux à la presse, interrogé sur l'avenir des télévisions privées en France, le président de la République a donné son point de vue en ces termes : « Je suis pour la liberté de l'information. La question ne se pose pas d'être pour ou contre. Les moyens de diffuser les images et les sons vont se multipliant ; le problème est de savoir comment organiser cette liberté. »

Depuis, Jean-Denis Bredin a été chargé par le Premier ministre, Laurent Fabius, d'une mission de réflexion. Il remettra son rapport dans trois mois. Autrement dit : patience ! En attendant, il serait peut-être hâtif de conclure que demain on « télévisera gratis », que chacun pourra faire sa petite télévision dans son coin sans suivre aucun règlement. Le terrain est loin d'être déblayé, la solution idéale loin d'être trouvée. Certains, prenant leurs désirs pour des réalités, procèdent par affirmations péremptoires et certitudes assenées. Ils vont un peu vite en besogne. On n'en est encore qu'au temps des interrogations. Le débat ne fait que commencer.

Ça bouge. Depuis le vote de la loi sur la communication audiovisuelle en juillet 1982, on savait que le paysage audiovisuel français était appelé à se modifier. Dans la logique de ce bouleversement annoncé, on a eu droit au plan câble et à la naissance de Canal Plus. Dans la même logique, le lancement du satellite T.d.f.1, en juillet 1986, devrait venir compléter et enrichir le tableau. L'arrivée impromptue de télévisions privées sur les ondes hertziennes ne risquerait-elle pas d'interrompre le processus prévu, de rompre les équilibres recherchés ?

Il ne faut pas être grand clerc pour dresser la liste des conséquences néfastes qu'aurait une arrivée sauvage et incontrôlée dans le système actuel. Canal Plus serait la première victime : pourquoi continuer à régler un péage quand d'autres chaînes commerciales seraient gratuites ? Le plan câble serait plus ou moins caduque : pourquoi les collectivités locales investiraient-elles des sommes considérables dans le câblage quand il deviendrait nettement moins coûteux de monter simplement un studio équipé d'un émetteur pour disposer d'une télévision locale ? L'accord franco-luxembourgeois sur le satellite T.d.f.1 devrait probablement être modifié : mis en concurrence avec des télévisions privées, les responsables de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion seraient-ils encore disposés à louer très cher les canaux du satellite français ? Le service public (T.f.1, Antenne 2, F.r.3) pourrait perdre à moyen terme une partie de ses ressources publicitaires, donc devoir abandonner quelques créations qu'il peut encore produire : ayant désormais le choix des supports, les annonceurs ne seraient-ils pas tentés de se laisser séduire en priorité par les sirènes du privé ?

Veut-on en arriver là ? Veut-on une explosion qui conduirait nécessairement à une situation « à l'italienne » et à la mort du service public ? Veut-on la fin de la création audiovisuelle ? Est-on assez naïf pour croire que la naissance de quelques télévisions privées provoquerait un appel d'air en direction des fantomatiques « industries de programmes » qu'on nous promet depuis si longtemps ? On sait bien comment cela finirait : des sous-produits américains et japonais sur toutes les chaînes, chaînes publiques comprises...

Des requins en tous genres

Il y a évidemment des gens qui veulent cela (l'abandon du plan câble, la fin du service public), parce qu'ils souhaitent avoir le champ libre pour faire de bonnes affaires. Sans pudeur, ils ont fait savoir qu'ils sont candidats à l'attribution d'une fréquence, qu'ils sont prêts à lancer du jour au lendemain leur télévision privée : Europe 1, le groupe Hachette, le groupe Filipacchi, la Gaumont, le groupe Sud-Ouest, Alain Ayache, des dizaines d'autres et, évidemment, Robert Hersant soi-même qui l'a annoncé solennellement lundi dans « Le Figaro ». Des requins d'un autre genre ont également montré le bout de leurs dents, des requins aux motivations plus clairement idéologiques : Jacques Chirac, maire de Paris, Francisque Collomb, maire de Lyon, et quelques-uns de leurs amis politiques ont déjà déposé des demandes de « dérogation d'émissions de télévision hertzienne ». Trois télés Chirac à Paris et une chaîne nationale Robert Hersant, est-ce cela que l'on veut ? Est-ce cela « ouvrir de nouveaux espaces de liberté » ?

Peut-on mettre sur le même plan la liberté du loup et celle des moutons ? Peut-on justifier au nom de la liberté du loup que tous les motons soient mangés ? Comment de petites chaînes de télévision privée pourraient-elles exister sans se faire « manger » par Hersant et consorts ? Une soixantaine d'associations travaillant sur des projets de télévisions locales ont flairé le danger : elles ont décidé de se réunir en un Réseau autonome des télévisions (R.a.t.v.) pour produire ensemble des programmes et échapper « aux pressions des groupes financiers ». Vœu pieux ! Mais si par hasard le miracle se produisait, si le R.a.t.v. réussissait à vivre un jour, ne serait-ce pas au détriment du réseau de F.r.3 ? Y a-t-il de la place pour deux troupeaux dans le même pré ? Si la liberté des télévisions risque désormais de se réduire à la liberté d'étouffer les chaînes concurrentes, François Mitterrand a bien raison : il est urgent d'organiser la liberté !

Qu'aura-t-on gagné quand, au nom de la liberté, on aura mis le loup Hersant dans la bergerie de la télévision ? Lorsque Louis Mexandeau, ministre des P.t.t., déclare que « les différents supports de la liberté » doivent « coexister de manière complémentaire » sans se nuire les uns les autres, on ne peut qu'être d'accord avec sa pétition de principe. Mais, en même temps, on a envie de sourire devant un tel angélisme : a-t-on jamais réussi à convaincre Hersant de « coexister de manière complémentaire » avec qui que ce soit ?

On ne peut également qu'approuver Louis Mexandeau quand il affirme son hostilité à « tout libéralisme sauvage qui aboutirait à la mainmise des grands groupes d'argent » sur la télévision, quand il rappelle que « le service public doit rester prioritaire ». Mais quelle priorité laisse-t-on réellement au service public quand on lui refuse les moyens d'être concurrentiel ? C'est-à-dire quand la loi de finances lui refuse le droit d'augmenter ses recettes publicitaires. Ou quand des cahiers des charges contraignants lui interdisent en même temps toute souplesse financière et tout projet au-delà d'une année civile. Paroles verbales ! Comment pourra-t-on à l'avenir, d'un côté, dénoncer « les grands groupes d'argent » si, de l'autre, on a offert à Hersant une télévision sur un plateau d'argent ?

Une autre question se pose. Si la politique gouvernementale, depuis 1982, tend à combiner tous les moyens de distribution de télévision plutôt qu'à les opposer, peut-on faire semblant de ne pas comprendre que le lancement de télévisions privées changera obligatoirement cette stratégie ? L'irruption du privé dans le paysage audiovisuel va introduire une concurrence effrénée entre ces nouveaux médias et les autres. Tous les moyens deviendront bons pour avoir le meilleur taux d'écoute possible. Parce que, qui dit meilleur taux d'écoute dit meilleur tarif publicitaire... On sait qui sera le gagnant : celui qui diffusera le jeu le plus racoleur, la série la plus débile... Et on sait que ce ne sont pas ces sous-produits qui favoriseront l'essor des industries culturelles !

Vous avez dit « télévisions privées » ? Donc vous avez dit « fin du monopole d'Etat ». Alors, pourquoi rétablir des monopoles municipaux ? Quel rapport y a-t-il entre la privatisation et télé Chirac ? Vous avez dit « ondes hertziennes » ? Est-ce vraiment sérieux ? Où sont les fréquences libres ? Par exemple, s'il y en a trois à Lille il n'y en a aucune à Paris ! Décidément, le dossier a bien besoin d'être approfondi...

Georges Fillioud, secrétaire d'Etat à la Communication, en guise de vœux pour 1985, nous a

(suite en page 6)

(suite de la page 5)

souhaité dix chaînes d'ici à dix-huit mois. Pourquoi dix ? Pourquoi pas douze ? Pourquoi pas neuf ? Pourquoi pas vingt-trois ? Comptons : les trois chaînes du service public, Canal Plus, les quatre canaux du satellite T.d.f.1. On est à huit. Là, deux solutions : ou bien on arrête, ou bien on « ouvre » sans aucune limite. Mais, franchement, quand on aura déjà huit chaînes sur son téléviseur, est-ce qu'il faudra encore rajouter un ou deux « networks » ? Surtout si à ces huit chaînes viennent s'ajouter quelques canaux locaux dans le cadre du plan câble...

Le scénario Fillioud n'est pas sans mérite. Il a l'avantage de débusquer les hypocrisies ou les ambiguïtés de certains. En substance, Fillioud dit : ou bien on câble, ou bien on « libère » les ondes hertziennes. Mais si on « libère », à quoi va servir le câble ? Et qui va payer ? Qui, en effet, pourrait avoir les moyens d'entretenir en vrais programmes une télévision locale ? Personne... sinon les « grands groupes d'argent » ! D'où la suggestion de Fillioud : faisons un ou deux « networks » nationaux privés qui alimenteront les réseaux de diffusion locaux. Bref, avec de l'argent privé faisons de l'industrie de programmes. On revient à la case départ : au moment du lancement du plan câble, on se demandait déjà comment alimenter en programmes les réseaux câblés...

Argent ou propagande ?

D'où la question centrale : privatiser, mais pour quoi faire ? Si c'est uniquement pour fabriquer des programmes, est-il nécessaire de se préoccuper d'ouvrir des télévisions privées locales ? Si on ouvre ces télés, quels programmes auront-elles à nous offrir ? Aucun ! Ou si peu... Donc il faut d'abord faire des programmes ! On tourne en rond... Cercle vicieux. Faire des programmes ? Les programmes, c'est déjà la portion congrue des chaînes de service public, c'est déjà ce qui manque, c'est déjà ce que nous remplaçons par des séries américaines ou japonaises. Si on multiplie les chaînes sans mettre en place une véritable industrie française de programmes, on ne fera que multiplier les créneaux pour les produits américains et japonais...

Et si on tient vraiment à ce que la France ait sa télévision privée, pourquoi ne pas aller jusqu'à privatiser une chaîne du service public ? Après tout, c'est ce que réclamait Desgraupes quand il était p.-d.g. d'Antenne 2 ! Mais on ne voit pas très bien à quoi cela mènera. On ne voit pas très bien en quoi cela permettra de proposer de meilleurs programmes aux télespectateurs...

Par ailleurs, à part vendre les idées de Chirac et d'Hersant (c'est-à-dire deux fois les mêmes) ou de Tartampion, on ne voit pas très bien ce que des « télévisions privées » auraient à proposer d'original, de nouveau, de « plus » aux télespectateurs. Les partisans des « télévisions privées » veulent progressivement prendre la place occupée par le service public, c'est clair. Mais pour faire quoi d'autre que de l'argent ou de la propagande ?

Nous serons certainement très nombreux à devenir partisans des télévisions privées le jour où quelqu'un aura réussi à nous expliquer ce que ces télévisions-là pourraient apporter de nouveau dans le paysage audiovisuel français. Remplacer les insuffisances du service public par les « bonnes paroles » de Chirac ou les « bons programmes » d'Hersant, merci bien ! Bon courage, Jean-Denis Bredin ! Nous attendrons avec intérêt votre réponse à notre question : des télévisions privées peut-être, mais pour quoi faire ? ●

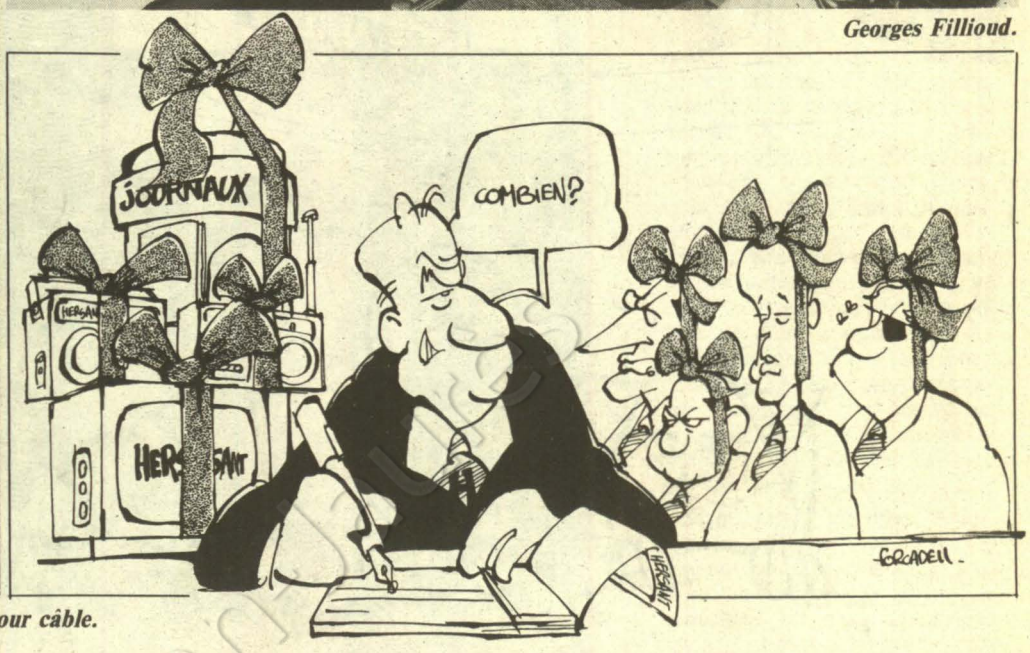
Gamma



Louis Mexandeau avec un morceau de fibre optique pour câble.



Georges Fillioud.



MARIAGES ET DIVORCES EN PAYS HERTZIEN

Alors que la grogne s'estompe sur la F.M., le couplage média écrit - R.I.p. est de mise. Le mariage marche d'autant mieux qu'il n'y avait pas eu de fiançailles préalables ni d'accord des parents (Haute Autorité et commission Galabert)

PAR DENIS DANGAIX

LA Radio locale privée conclut des accords avec T.d.f. et postule au couplage. Un flash typiquement parisien, certes. Mais l'Histoire ne nous a-t-elle pas appris que la capitale est parfois en avance sur la province ? T.d.f. signe un accord avec quatre (T.s.f. 93, Libertaire, N.r.j. et la Voix du Lézard) des six radios libres parisiennes suspendues (sur le papier) par la Haute Autorité. Et la grogne d'il y a quelques semaines s'estompe. Grogne qui risque d'être remplacée par la colère, du côté du service public, Radio 7 « devant » glisser de 91,7 à 91,3 pour laisser la place à N.r.j. dont l'écoute serait plus confortable sur la fréquence de la radio nationale. Etonnant non ? D'où malaise à Radio 7, embarras de T.d.f. et silence à N.r.j. On baisse la puissance de l'émetteur, on négocie « qualitativement » la notion de confort d'écoute, et la fièvre des « kids », exagérément chauffée par des « di-jis » survoltés, disparaît. C'était d'une évidence... Seules deux stations incriminées (Radio-Solidarité et 95,2) restent menacées.

Radio-Solidarité a jugé qu'une négociation avec la Haute Autorité, qualifiée par elle de « socialiste » car produit d'un gouvernement socialiste, donc contrôlée par les socialistes, était « déshonorante ». Bernadette d'Angevilliers, la grande prêtresse de la radio (propriété commerciale, politique, et idéologique du C.n.i.p.), joue la tactique du : « Je vous l'avais bien dit qu'ils sont répressifs et tout, et tout. » Ce qui fait tordre de rire la bande F.m. jusqu'à Radio Libertaire. Car à plus répressifs, répressifs et demi, eux ils signent. Robert Namias, patron de 95,2 mais patron totalement inefficace dans la perception des choses, a, semble-t-il, parié sur « avec le temps, tout s'en va... » M'ouais. Sauf les requêtes de la Haute Autorité. Namias va donc, après quelques longueurs (d'onde) de retard sur ses concurrents, discutailler avec les représentants de T.d.f.

Ainsi s'achève donc un épisode somme toute anecdotique du média F.m. Mais, pendant ce temps-là, les affaires continuent. Le couplage média écrit-R.I.p. est de mise. Après d'autres, voici « V.s.d. », Maurice Siégel et le retour d'une partie de feu Cité 96. Cela est toute une histoire.

Il y a bien longtemps, une époque où la mode était au regroupement des stations, une radio portait le joli nom de Cité 96. Les radioteurs qui la composaient émanaient de projets aussi différents que Espace 101, Radio Klow (un projet d'inspiration britannique) et de Radio Cheap (une station d'adolescents). Cité 96 avait négocié 17 heures de programmation sur 92,8. Ne voilà-t'y pas qu'une partie de l'équipe, et non des moindres, pour des raisons plus ou moins obscures, s'acoquine avec la Mutualité française et la M.n.e.f. De ces contacts doublés d'un accord avec la Ligue de l'enseignement va surgir Canal 89. Son président est Gilles Casanova, qui deviendra par la suite président du Syndicat national des télévisions et radios locales (S.n.t.r.l.). Entre-temps, l'autre partie de l'équipe se retrouvant autour d'Espace 101 mettait en route ce qui devint Radio Libération. Cette dernière, pour être tranquille, poussant vers la sortie les petits de Cheap et les Anglais de Klow. Fin de la première partie de l'épisode.

Il y a des méthodes qui ne pardonnent pas. Les anciens de Cité 96, fondus dans Canal 89, se trouvèrent rapidement mis au ban de la station. Et par ici la porte. Ces ex, ces historiques animateurs des ondes hertziennes d'avant mai 81 n'avaient plus d'émetteurs. Coucou ! Qui que v'là : deuxième épisode. Maurice Siégel et son hebdomadaire « V.s.d. » Aussi rapidement que la signature au bas d'un contrat, il crée 90,9 en mariant les ex de 96 avec la fréquence Art et Spectacle (directeur Alain Périssé, ancien de Radio Paris 80 et cofondateur avec Pierre Bellanger et Cité Future). Alain Périssé possède une autorisation d'émettre. Une autorisation signée, cachetée par la Haute Autorité elle-même. Et le tour est joué. Cinq millions de francs dans la besace et bonjour « V.s.d. ».

S'il y a une « moralité », comme l'écrivait « Libération » du 14 janvier, « moralité à voir réapparaître l'équipe (Cité 96) d'une radio anormalement disparue depuis plusieurs mois... », un terme dont on peut discuter le sens, elle ne peut se comprendre que par le jeu d'un hasard (ceux qui créent et qui sont exclus) et d'une nécessité (l'argent et le désir de s'approprier une voix). Et c'est dommage.

Quoi qu'il en soit, « V.s.d. » a sa radio (90,9). « Libération » de même (92,8). « Le Monde » aussi (avec Europe n° 1 sur 89,9), directeur Gilles Casanova. « Le Figaro », « l'Aurore » (Radio Digitale), « France-Soir » (RVO dans le Val-d'Oise), « l'Express », bientôt sur Radio Classique... C'est le monde parisien du couplage. Et puis il y a « le Parisien libéré », « la Croix », « le Matin », « l'Equipe », tout ce monde essayant de faire fonctionner le Poste parisien. « L'Unité » en est partie... « L'Humanité » aussi. Il y avait ceux qui pensaient que la radio appartient aux équipes qui la font et pas à ceux qui la possèdent. Des médias écrits sont rentrés par la fenêtre de la libéralisation des ondes ; et d'autres se sont installés en passant par la porte du regroupement. C'est un simple fait. Qui dira aujourd'hui que la R.I.p. n'est pas devenue un enjeu de couplage ? Qui osera affirmer que la radio libre n'est plus forcément « libre » en regard de ses alliances passées ? Le procès du regroupement ? La constatation, dans tous les cas, d'un certain mercantilisme néo-libéral. Comme diraient « des »...

LE PAYS DONT REVENT LES FOURMIS... ROUGES

« Le P.c.f. est affaibli : un immense acquis historique, des milliers de communistes combatifs mais 6,2 % des électeurs inscrits (le plus bas taux depuis 60 ans), un électorat vieillissant, des effectifs en forte baisse, une chute des rentrées de cotisations, une presse en péril, de moins en moins lue et plus encore une vie militante diminuée, une perte d'identité et de crédibilité. » (Pierre Juquin, Tribune de « l'Humanité », 10/1/1985).



Pierre Juquin prononçant le discours de la fête de « l'Humanité » en 1983. A ses côtés on reconnaît Gremetz, Herzog, Krasucki, Fiterman et Marchais.

PAR NICOLE CHAILLOT

MAIS de quel pays parlent-ils ? A lire attentivement les tribunes statutaires de discussion dans « l'Humanité », à écouter les interventions des membres de la direction du P.c.f., c'est la première question qui vient à l'esprit. Avant même de se demander quel jeu joue un tel ou s'il s'apparente de près ou de loin aux « conservateurs » ou aux « rénovateurs ».

En effet, la France décrite et disséquée à longueur de colonnes par la plupart des militants communistes est une sorte de patrie mythique composée de classes sociales inamovibles depuis la Commune, figée dans une imagerie pompier, une Marianne idéalisée que n'aurait jamais déchirée aucune crise sinon celle du capitalisme et dont le seul tort aurait été de faire confiance – une fois de plus, une fois de trop – à des sociaux-démocrates sans foi ni loi, traîtres à la classe ouvrière et au peuple de gauche.

A cet égard il faut lire la « Troisième lettre au comité central » émanant de la veuve de Maurice Thorez, Jeannette Vermeersch, et de ses amis comme un conte de fées. Car ce texte rigoureusement marxiste-léniniste et appelant de ses vœux un retour du P.c.f. à ses sources et à ses principes révolutionnaires propose une politique pour une France qui n'existe pas ou qui a cessé d'exister à l'époque de la lutte « classe contre classe » dans les années trente. Se faire les chantres de la mécanique lourde, des chantiers navals, de la mine et de la sidérurgie au moment où justement les forves vives du pays tentent de ne pas rater le coche des nouvelles technologies ne serait que gentiment « rétro » si dans le même temps on n'affirmait pas : « Giscard, Chirac et Barre n'étaient que des apprentis-casseurs par rapport à Mitterrand, Mauroy et Fabius. »

Car la caractéristique générale de ces textes – hostiles, critiques ou laudateurs de la direction communiste sortante – est d'être violemment et la plupart du temps caricaturalement antisocialiste. Le social-démocrate, voilà le mal désigné, l'ennemi méprisable, le responsable de tous les malheurs et d'abord, inexcusable à leurs yeux, de la déconfiture du P.c.f. et de sa perte d'influence. Ou la recherche et la dénonciation du bouc émissaire poussées à leurs termes !

Procédé ayant atteint son paroxysme dans un communiqué daté du 15 janvier et qui accuse nommément le Parti socialiste « dont les représentants détiennent les leviers de direction de l'Etat et ont investi les medias » de mener la guerre psychologique contre le P.c.f. On peut en rire ou en pleurer, c'est selon l'humeur du moment. Mais prétendre que le P.s. pourrait être un diabolique manipulateur, c'est d'abord le créditer d'un pouvoir que nous sommes bien placés pour savoir qu'il n'en jouit pas et ensuite oublier que les communistes eux-mêmes sont parfaitement capables de déstabiliser leur parti. Comme des grands ! Quant à s'indigner que la bourgeoisie intensifie sa lutte contre les communistes, c'est reconnaître implicitement que pendant des années elle les a ménagés. Vous avez dit « alliés objectifs » ! D'ailleurs, il suffit d'écouter l'émission « Vendredi soir » sur France-Inter pour réaliser à quel point le représentant communiste fait le plus souvent cause commune avec la droite contre le socialiste.



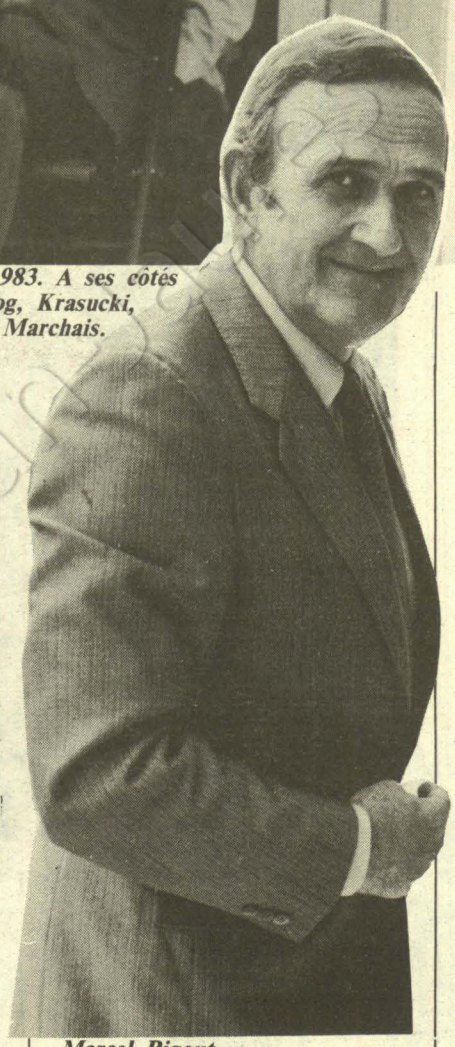
André Lajoinie vu par Bellenger.

Dans sa réponse à Pierre Juquin, André Lajoinie, l'homme qui aurait le vent en poupe, n'y va pas par quatre chemins : « La politique du pouvoir socialiste aggrave la crise par une politique de casse de l'économie, d'extension du chômage, d'abaissement du pouvoir d'achat, d'atteinte aux droits et libertés des travailleurs, de soumission à l'impérialisme dominant. » Et lui aussi, rejoignant ainsi les amis de Jeannette Vermeersch-Thorez, mais sur le mode mineur, prêche pour un grand parti révolutionnaire et populaire dont la France aurait le plus grand besoin « face au consensus droite – grand patronat – gouvernement ». Mais pour que ce grand parti révolutionnaire puisse voir le jour, il faut que les communistes « soient bien guéris de l'illusion des accords programmatiques stérilisateurs de l'élan populaire ». Au panier les « programme commun » dès lors qu'ils entérinent et favorisent l'expansion du concurrent socialiste.

Bref, une seule solution – certes pas la révolution, car comment la propulser en étant aussi marginalisés et aussi « défavorisés » par une situation géopolitique difficilement réversible – le nouveau serpent de mer, le rassemblement populaire majoritaire. Tout le texte de Lajoinie est du même tabac, un plaidoyer pro domo pour la direction sortante coupable seulement d'avoir fait confiance à ces sociaux-démocrates qui n'ont rien eu de plus urgent à faire que de trahir selon leur nature profonde, comme tout bon lecteur de Lénine devrait le savoir.

Pas un mot sur les responsabilités de la direction dans l'effondrement du parti, pas une explication sur les terrifiants méandres et les incohérences qui ont caractérisé la politique suivie depuis 1977. Pas une allusion à la question de fond posée par Pierre Juquin, toujours officiellement porte-parole, mais singulièrement isolé quand il parlait de crise d'identité. Car si cette crise d'identité n'est pas propre au P.c.f. – le P.s. l'affronte aussi mais les yeux douloureusement ouverts – elle y est plus profonde qu'ailleurs.

Pierre Juquin écrivait en effet : « Il est nécessaire que le peuple de France, la jeunesse reconnaissent en nous un parti propre, qui parle vrai, qui ne dise pas un jour blanc, un jour noir, à la manière des politiciens, qui défende coûte que coûte des valeurs humanistes. Par exemple, sur l'immigration, nous avons déchiré notre identité. Il est nécessaire que le peuple de France, la jeunesse reconnaissent en nous les porteurs d'un projet de société neuf et crédible qui ne soit pas qu'un discours. Ce projet sera fondé sur le plein emploi, la réduction du temps de travail, l'épanouissement de tous les potentiels des individus ; sur la liberté, l'égalité, les solidarités. Il sera autogestionnaire ou ne sera pas. Il reposera sur une forme de non-alignement, un rejet effectif de la politique des blocs et des camps, un dialogue fondamental Nord-Sud (...) » « (...) Combien de camarades sont inquiets ! Leur cœur se serre en pensant à ce que deviendrait la France dans le carcan d'une longue alternance P.s. – droite, le P.c.f. gesticulant avec courage à la marge. Qu'ils sachent bien : nous sommes des dizaines de milliers – chacun à sa façon, sans la moindre ébauche, c'est heureux, de tendance – à nous poser les mêmes questions vitales. Certes, la transparence du débat est, pour nous, difficile dans cette lutte des classes sans pitié. Mais qu'est-ce qui est le plus manipulable : un parti monolithique, en perte dans tous les cas de figure ? Ou un parti plus fort, dynamique, uni et riche de la diversité de ses membres, ouvert aux débats d'adultes, d'égaux et aux regards des travailleurs, en prise sur la société ? Maintenant, l'Histoire nous laisse très peu de temps. A chacune, chacun de nous de s'engager et de livrer, au vingt-cinquième congrès et après, le combat juste et nécessaire pour que la France ait un Parti communiste vivant. »



Marcel Rigout.

Si l'on en croit la réponse de Lajoinie et celle très « petit doigt sur la couture du pantalon » d'un Yvan Tricart qui doit se faire pardonner d'avoir pu sembler partager les critiques de son patron de l'Essonne, Juquin, le mal dont souffrirait aujourd'hui le P.c.f. viendrait seulement des « illusions » qu'il a pu nourrir jadis avec ce traître de Parti socialiste : « L'Expérience faite ces dernières années montre combien notre pratique a été génératrice d'illusions, comment elle a mutilé les potentialités du mouvement populaire qui s'expriment aujourd'hui partout où les communistes assimilent et mettent en œuvre notre stratégie... »

Mais enfin on croit rêver ! Faut-il vraiment leur rappeler que non seulement ils n'ont jamais nourri aucune illusion mais qu'en plus leur « naïveté » les poussait encore à la veille du premier tour des élections présidentielles de 1981 à mettre Giscard et Mitterrand dans le même panier, mieux même, comme nous l'avons amplement démontré dans notre enquête « A quoi sert le P.c.f. », à voter et à faire voter Giscard (« un vote politique ») le 10 mai 1981.

Ce n'est donc vraiment pas de la faute des dirigeants et des cadres communistes si François Mitterrand a été élu le 10 mai 1981. Mieux, il a été élu contre eux par une base qui ne les a pas suivis. Et c'est bien de là que vient l'actuel divorce entre le P.c. et son ancien électorat.

Reste que dans le grand débat qui secoue aujourd'hui les militants communistes tous les coups ne sont pas forcément permis. C'est pourquoi nous n'épiloguerons pas sur l'épisode Fabien et sur la question de savoir s'il est ou non une « manip » concoctée par quelques nostalgiques de l'« agit-prop » bolchevique ou l'émanation réelle d'un groupe de contestataires authentiques.

Un homme aussi sérieux – et aussi puissant dans sa fédération de Haute-Vienne – que Marcel Rigout vient de le rappeler solennellement en réaffirmant son attachement à l'union de la gauche. Le pays réel existe, même s'il est singulièrement absent des tribunes du congrès, et il ne va pas tarder à s'exprimer lors des élections cantonales. On verra alors si discipline républicaine et rassemblement majoritaire à la base sont conciliables ou pas !... ●

DIS-MOI QUEL EST TON CLUB...

Le renouveau des clubs de gauche n'a pas la même signification que dans les années soixante. Car aujourd'hui le parti socialiste existe...

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

ET si la gauche n'était pas aussi mal en point que le pessimisme ambiant le laisse supposer ? Les énergies et les ressources existent. Avant de se lancer dans les cantonales, le P.s. vient d'engager une campagne « En direct avec vous », et, depuis plusieurs mois, une forme nouvelle de mobilisation se développe à travers la renaissance des clubs.

Portant parfois des noms ou des sigles bizarres, « Critias », « Demain... le monde », « Mars », « Espaces 89 », le « P.r.e.s. », « Maintenant et Demain », ils sont de diverses natures (idéologique, économique, technique, socio-professionnelle) et recrutent dans des catégories sociales fort différentes. Mais ils obéissent à un principe intangible, sorte de dénominateur commun : le soutien à la politique de François Mitterrand. S'ils comptent de nombreux membres du P.s., ils sont également ouverts à ceux qui ne veulent pas franchir le pas de l'engagement dans un parti, mais qui se sentent des « militants de gauche ».

L'activité de ces clubs contribue à ne pas laisser la droite monopoliser le terrain idéologique. « Si les leaders de la droite dépassent les bornes d'une opposition démocratique, si la désinformation tient lieu d'argument, nous nous proposons de riposter », affirme-t-on à Espaces 89. De même Janine Tillard affirme que « la Mémoire courte » est née d'une « révolte contre la désinformation » dont sont victimes les Français. Créée en 1984, la Mémoire courte, qui se définit plutôt comme un mouvement d'opinion, est peut-être l'association aux méthodes et aux résultats les plus spectaculaires. L'an dernier, elle a publié quatre encarts d'une page dans « le Monde ». De quoi rafraîchir la mémoire des amnésiques, et apporter des certitudes aux électeurs de gauche envahis par le doute.

Des faits, des chiffres, des repères, du concret sur les réalisations et les réussites de la gauche. La Mémoire courte ne s'embarrasse pas de discours théorique. Percutante, elle va droit au but. « Nous sommes de gauche et fiers de l'être. » Une proclamation qui a valu une avalanche de courrier d'encouragement. Sur sa lancée, la Mémoire courte s'est étendue à la province, rassemblant des gaullistes de gauche jusqu'à des communistes dissidents et quelques « encartés ». Ses banquets républicains sentent un peu la IIIe République, mais sont plein de chaleur humaine. « C'est la gauche conviviale », commente Janine Tillard.

Et pour 1985 les projets de mobilisation et de rassemblement ne manquent pas : publication de nouveaux textes dans la presse, organisation d'une grande fête républicaine, d'une exposition sur la gauche. Parmi les personnalités qui adhèrent ou soutiennent la Mémoire courte, on trouve, Max Gallo, Paul Henry et Marie-José Chombart de Lauwe, Bertrand Poirot-Delpech, Costa-Gavras, Michel Piccoli, Jean Lacouture, Benoîte Groult, Yves Jouffa, Bernard Langlois, etc.

Les membres d'Espaces 89 sont moins célèbres. Ils proviennent de la haute fonction publique, des cabinets ministériels, de syndicats, des milieux universitaires. Fondé en 1983, ce club travaille sur la base de cinq commissions : analyses et ripostes, communication, relations internationales et défense, initiatives privées et intérêts collectifs, nouvelles cultures. En seize mois, Espaces 89 peut se prévaloir d'un important bilan : l'organisation de sept ou huit colloques, la réalisation d'une cassette sur la sécurité dont pourront bénéficier les candidats du P.s. aux élections cantonales, articles de presse. Espaces 89 tente de s'ériger en force de proposition et de préparer l'opinion. N'a-t-il pas prôné bien avant la décision officielle l'introduction de la publicité sur les radios privées ? Mais « l'important c'est de refaire travailler politiquement des gens qui n'étaient engagés dans aucune structure, et c'est de reprendre l'offensive dans un certain nombre de secteurs », explique Maurice Benassayag, le président d'Espaces 89.

Au P.r.e.s. (Projection des réalités économiques et sociales), on s'adresse plutôt aux chefs d'entreprise. Ce club joue le rôle de « courroie de transmission » entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. « Après la victoire de François Mitterrand, j'ai pensé que la gauche avait le pouvoir politique, mais qu'elle aurait de grosses difficultés avec le pouvoir économique. Il aurait été criminel de ne pas favoriser un rapprochement », explique son président, le socialiste Georges Ktourza. Le principe du P.r.e.s. consiste à mettre en contact direct des ministres avec les « décideurs » économiques. Le club a organisé des dîners-débats entre les chefs d'entreprise et Laurent Fabius, Pierre Bérégovoy, Edith Cresson, Paul Quilès.

« Nos adhérents découvrent le côté volontariste du président de la République de permettre aux entreprises de continuer à se développer malgré la crise », explique Ktourza. Le P.r.e.s. regroupe environ 500 membres actifs et qui sont en majorité des jeunes chefs d'entreprise de P.m.i. et P.m.e.

Mais la majorité des clubs ont une vocation idéologique. Et certains responsables nationaux du P.s. n'hésitent pas à s'y investir. Georges Sarre a créé en octobre 1984 Maintenant et Demain. Objectif : attirer les déçus des partis de gauche, des syndicats, des militants associatifs. Pour Georges Sarre, il faut « contribuer à l'émergence rapide des idées-forces et des thèmes d'action autour desquels doit se recomposer le pays ». Maintenant et Demain axe la réflexion autour de trois thèmes : l'idée de rassemblement, l'indépendance nationale et la démocratie. Alors que le club de Jean-Pierre Chevènement, « République moderne », s'adresse surtout aux hommes de dossier, celui de Georges Sarre vise plutôt la « base ».

De son côté, André Laignel a fondé « Renouveau socialiste ». Pour lui aussi, la reprise du débat idéologique est impérative. « Nous avons été trop absents du débat culturel. Nous devons affirmer nos valeurs face à la droite. » Députés, syndicalistes, dirigeants associatifs vont donc travailler sur des dossiers concrets comme la relance sélective, les cumuls emploi-retraite, la défense des libertés, le service militaire.
militaire.

Certains clubs comme ceux de Sarre, de Laignel ou « les Amis de politique aujourd'hui », dirigé par Franck Serusclat, fonctionnent de manière totalement autonome. D'autres (1), au nombre d'une quinzaine, sont regroupés dans une coordination sous la houlette de Françoise Castro qui prolonge et complète son parcours de militante : « Tous les centres d'intérêt des Français et les différentes catégories socio-professionnelles à l'exception des agriculteurs sont couverts. » En effet, de la justice à la géopolitique en passant par l'armée, les sciences et les techniques, la réflexion politique et idéologique, les problèmes économiques et industriels, un grand nombre de domaines sont au centre des activités de ces clubs.

L'an dernier, la coordination a organisé un forum dont l'invité était Lionel Jospin qui a répondu aux questions de dix clubs sur le thème « l'Europe dans dix ans ». Actuellement, elle prépare un texte sur « les paris de la France de l'an 2000 ». Pour Françoise Castro, ces clubs permettent d'aborder tous les sujets, y compris des « thèmes tabous pour la gauche » et constituent « un laboratoire d'idées ». Vont-ils entraîner l'émergence de nouvelles valeurs ? « Les valeurs fondamentales, celles de la République, gardent toute leur force et leur actualité. Mais nous nous efforçons de proposer des concepts différents de ceux que connaît la gauche traditionnelle », répond Françoise Castro.

L'éclosion des clubs, phénomène important également en province, est-elle de nature à concurrencer le P.s. ? Certes, il semble plus confortable et valorisant de s'impliquer dans de tels organismes que de partager le travail souvent obscur et ingrat d'une section socialiste. Mais les clubs ne sont pas conçus et ne doivent pas l'être pour rivaliser avec le P.s.

« L'objectif n'est pas de viser le parti », explique André Laignel. « Nous ne sommes pas un club de courant », affirme-t-on à Maintenant et Demain. Même souci pour les clubs coordonnées par Françoise Castro : « Nous n'avons pas à nous substituer au parti. Le renouveau des clubs n'a rien à voir avec le phénomène que l'on a connu dans les années soixante, car aujourd'hui nous avons un Parti socialiste qui existe. A travers ces clubs nous voulons surtout rassembler des gens qui veulent travailler sans adhérer au P.s. et ne savent pas où s'adresser. »

Au P.s., on reste persuadé que le meilleur des clubs c'est encore le parti. « Moi, mon club, c'est le P.s. », a déclaré Lionel Jospin. « Pour le débat d'idées, et la bataille politique, il n'y a pas meilleur endroit que le P.s. », affirme Bertrand Delanoë. Pour lui la voie du « clubisme » doit être nettement définie : « Je suis pour tout ce qui est club et qui permet de toucher les gens que l'engagement partisan rebute, mais je suis contre tout ce qui prend sa substance dans le parti. » Un équilibre bien difficile à respecter. Mais qui prouve que sans être concurrentiels le P.s. et les clubs peuvent affirmer leur complémentarité. L'addition de toutes les bonnes volontés ne sera pas de trop pour battre le rappel de la mobilisation et du rassemblement autour de la gauche. ●

(1) La coordination comprend une quinzaine de clubs » « Critias », « Demain... le monde », « Droit et démocratie », « Entreprise et technologie », « Espaces 89 », « Forum pour l'indépendance et la paix », « Mars », « La Mémoire courte », « Mémoire et modernité », « Projection des réalités économiques et sociales », « Sciences et technologies demain », « Synthèse républicaine », « Adeli », « Convergences et mutation », « Socialisme et démocratie ».



Pascal Lebrun

Georges Sarre.



Maurice Benassayag.



Gamma

Françoise Castro.

Pascal Lebrun

Janine Tillard.

I.s.e.r. : une place à part dans le concert

Dans le regain du débat idéologique à gauche, l'I.s.e.r. (Institut socialiste d'étude et de recherche) tient une place capitale. Fondé en 1974, il a pour fonction d'alimenter la réflexion théorique du P.s. Organisme associé au parti, il dispose cependant d'un fonctionnement autonome, puisque la conclusion de ses travaux n'engage pas le parti lui-même.

Ouvert aux membres du P.s. mais aussi aux « intellectuels de gauche » qui n'adhèrent pas à un parti, l'I.s.e.r. est organisé en un collectif et en groupe de travail (mutations technologiques — rapports sociaux et avenir du travail, femmes et pouvoirs, styles de vie et valeurs émergentes, l'évolution des forces de gauche, l'Europe, les droites). Sous la présidence de Jean Pronteau, de 1974 à 1984, l'I.s.e.r. a organisé de nombreux colloques, séminaires, et a affirmé sa vocation internationale en multipliant les rencontres et en approfondissant sa collaboration avec les instituts étrangers homologues.

Succédant à Jean Pronteau, Gérard Delfau, se fixe comme objectif de « répondre encore plus à la demande de réflexion et de mobilisation que l'on sent depuis le succès de notre colloque sur la droite et l'extrême droite ». Pour lui, « il faut préparer les grandes échéances politiques en recadrant les idées de gauche du point de vue historique et des valeurs ; il faut revenir au fondamental ». L'I.s.e.r. doit également étudier les grandes mutations de la société. D'ailleurs, lors de la convention d'Evry, Lionel Jospin a chargé l'I.s.e.r. avec la direction du parti « d'étudier à fond » les problèmes de modernisation. « Nous devons être attentifs à ce qui se crée et fidèles au passé », explique Delfau. D'autant plus que le passé peut être toujours d'actualité.

C'est pourquoi l'I.s.e.r. organise les 19 et 20 janvier à la Sorbonne et au Panthéon, un colloque intitulé : « Liberté-Egalité-Fraternité, actualité des idéaux de la République » (voir le programme dans le n° 586 de « l'Unité »). Si la formule du triptyque républicain est ancienne, elle n'a pas vieilli pour autant. Les progrès des thèses anti-égalitaristes, du libéralisme économique, et les perspectives offertes par le retour de la droite au pouvoir mettent en danger les principes fondamentaux de la République. Affirmer l'attachement aux valeurs républicaines, en démontrer la permanence en les approfondissant, faire émerger la filiation directe entre République et socialisme, telle est la triple démarche poursuivie par ce colloque de l'I.s.e.r.

J.-P.B.

LIBAN: TANDIS QU'IL AGONISE...

Le gouvernement israélien vient d'annoncer sa décision de se retirer du Sud-Liban en trois étapes, la première devant se dérouler dans quelques semaines sans qu'aucun calendrier précis ne soit fixé pour les deux autres. C'est l'occasion de faire le point sur la situation actuelle du Liban dont la détresse semble désormais laisser le monde indifférent.

PAR JEAN LIBERMAN

EN cette aube blafarde de 1985, un petit pays moribond à sa 10e année de guerre et dont les quelque 3 millions d'habitants, déjà largement diasporisés, sont pour une grande part plongés dans une immense détresse, le Liban, n'a guère trouvé grâce et place dans les hebdos grande presse, même « de gauche ». Ils se voulaient commercialement « optimistes », vu les circonstances... Indifférence d'autant moins pardonnable que si la liquéfaction de ce pays n'est pas étrangère à des facteurs qui lui sont propres, ceux-ci ont été largement manipulés, voire dominés par des éléments régionaux et mondiaux.

« Le Liban est un peu une Pologne du Proche-Orient », nous dit ce politologue et écrivain libanais, « chrétien modéré », rencontré à Beyrouth et à Paris, nostalgique des antiques traditions de coexistence communautaires régionales, mais qui a perdu sa liberté même d'écrire... « Il est dépecé depuis 10 ans, lentement mais sûrement. Nous avons perdu toute liberté, même de dire que nous désirons toujours un pays uni au-delà des confessions religieuses, quand celles-ci ne servent que de cadre à un jeu de pouvoir sauvage et stérile lié à des forces extérieures qui déstabilisent le pays et visent à le cantoniser... Et d'abord la liberté de s'inscrire en faux sur ce qui est dit ou écrit au Liban et sur le Liban. »

Liban à nouveau martyrisé et à la dérive après les espoirs insufflés en avril 1984 grâce à l'investiture parlementaire obtenue enfin par un gouvernement d'Union nationale, intercommunautaire, des phalanges chrétiennes d'Amin Gemayel aux musulmans chiites d'Amal de Nabih Berri, et au déploiement d'une armée libanaise.

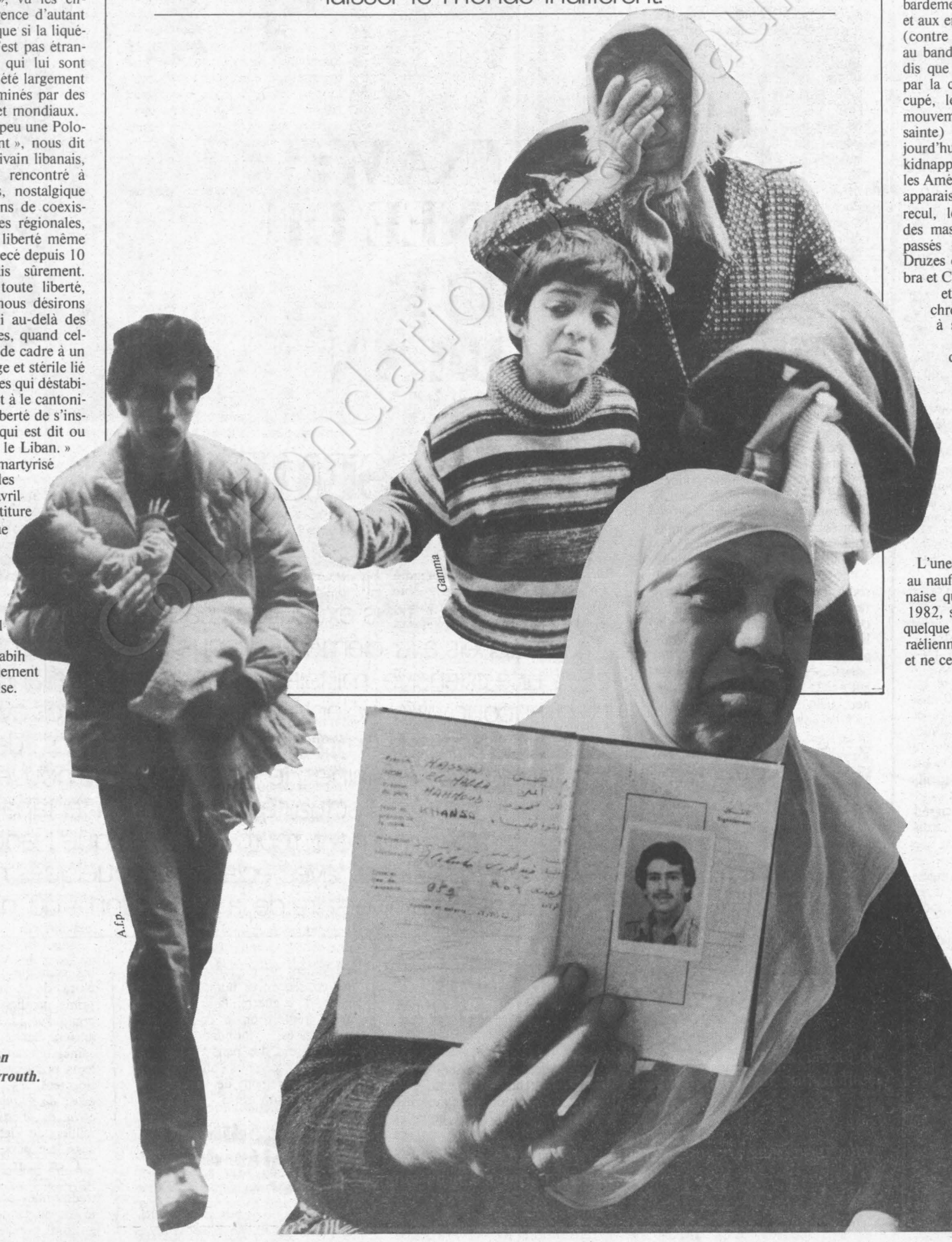
Mais rien n'y est jamais décidément réglé.

Et à côté de la poignante levée du « mouvement des parents de disparus » réclamant leurs enfants, voici, avec la récente rupture des négociations israélo-libanaises de Nakoura pour le retrait des Israéliens, ce gouvernement à nouveau déchiré : affrontement entre chrétiens et druzes, doublement manipulés par Damas et Jérusalem, Beyrouth à nouveau coupé entre Est « chrétien » et Ouest « musulman » et livré aux sauvages bombardements mutuels, aux attentats et aux enlèvements de toute nature (contre civils, prêtres et églises), au banditisme et au racket... Tandis que monte sourdement, attisé par la coupure du Sud-Liban occupé, le fanatisme meurtrier du mouvement « Djihad (guerre sainte) islamique », exigeant aujourd'hui pour restituer ses otages kidnappés. le départ de tous les Américains du Liban... Comme apparaissent mieux aussi, avec le recul, les conséquences, au-delà des massacres interconfessionnels passés – tels ceux des 25 000 Druzes ou des Palestiniens de Sabra et Chatila – de l'extermination et de l'exode des 100 000 chrétiens du Chouf, réfugiés à sa lisière. Le petit écran nous en a rapporté le dénuement total, comme l'atroce misère morale de ces gamines livrées à la prostitution par leurs propres parents.

La livre libanaise s'effondre

L'une des dernières digues face au naufrage, la respectée livre libanaise qui avait tenu bon jusqu'en 1982, s'est effondrée à son tour quelque temps après l'invasion israélienne ; perdant 45 % dès 1983, et ne cessant maintenant de chuter

(suite en page 10)



Images de désolation et d'angoisse à Beyrouth.

Collection Fondation Gabriel Péri

(suite de la page 9)

au rythme de 3 à 4 % par jour, elle est comme contaminée par l'hyper-inflation du Shekel voisin. De là son exode massif, avec de désastreuses conséquences économiques locales. « Le Liban, nous dit notre interlocuteur pour qui l'invasion israélienne a été le coup de grâce, a plus reculé en un an et demi que durant les huit années précédentes. Certes, nous supportions le poids de la résistance palestinienne (mais elle était autonome et apportait également beaucoup par ses dépenses) et celui de la présence syrienne, mais nous conservions une unité de direction et de gestion. Si bien que les banques n'ont pas cessé de prospérer de 1975 à 1982. L'irruption des Israéliens devait être à court terme un facteur irréversible de dislocation du pays : de son territoire, de sa gestion et de son infrastructure, essentiellement de service. L'effet ne s'est produit qu'à retardement, car il y a d'abord eu afflux de capitaux et réappréciation de la livre, certains croyant que la présence israélo-américaine assurerait un pouvoir fort au Liban ! En fait, les vrais problèmes sont apparus. » Et peut-être en même temps la désacralisation du mythe de l'impavidité de l'économie libanaise.

Un coup très dur lui a été porté du fait de l'isolement complet par les Israéliens de la région agricole vitale du Sud chiite, avec la guérilla qui en a résulté ; cela pendant que l'Etat libanais délaissait gravement ces zones pauvres du Sud et leurs réfugiés. Mais il était lui-même privé d'une grosse partie de ses ressources d'origine douanière par le détournement phalangiste. En tout cas, la hausse des prix a été brutale, ascensionnelle, avec à clé un effondrement de la production, des revenus (les Libanais doivent accomplir plusieurs « jobs » pour survivre) et un chômage considérable. En fait, c'est le système, spécifiquement commercialo-bancaire, de l'économie libanaise, laquelle reposait sur une spéculation et une consommation surchauffée de sa bourgeoisie, qui a craqué. Mais ces éléments bourgeois ont profité cependant de la militarisation de leurs communautés, qui a fait ressortir inopinément l'effet centrifuge et propice à l'éclatement national de ce système économique. Des observateurs s'étonnent dès lors que la gauche libanaise n'ait pas songé à remettre en cause ce « modèle » économique.

La nature du conflit a-t-elle changé ?

Un conflit peut en cacher un autre, surtout au bout de 10 ans, de deux installations étrangères, et le surgissement virulent de l'intégrisme islamique dans le contexte de la guerre irano-irakienne. En bref la nature du conflit n'aurait-elle pas changé ?

« Je ne le crois pas, répond notre politologue, car les trois guerres, organiquement liées, que recouvre ce conflit, continuent :

1. Guerre israélo-arabe et palestinienne par laquelle la Syrie et Israël jouent au football sur notre territoire.
2. Le conflit local, mal analysé, alimenté par cette guerre.
3. L'affrontement Est-Ouest, à un degré moindre.

« Commençons, propose-t-il, par le point 2 : la presse internationale est polarisée par l'affrontement chrétiens-musulmans. Or, ce n'est que la partie la plus visible de l'iceberg et la plus manipulée. Il s'est ressenti en fait dès 1975, après 40 ans d'hégémonie maronite, un blocage terrible du renouvellement des élites de toutes les communautés libanaises. D'où une levée des mécontentements, plus forte chez les musulmans, mais très réelle aussi chez les chrétiens et que traduit la montée expéditive des jeunes chefs de guerre phalangistes. Mais du côté musulman aussi, on a utilisé la présence palestinienne pour « secouer le cocotier » : « mourabitounes » nassériens chez les sunnites, mouvement Amal chiite de contestation par les déshérités de leur féodalité ; tandis que les Druzes, aidés en sous main par les Israéliens, en profitaient pour se refaire un rôle d'arbitre. Et, à propos du massacre de « leurs » chrétiens, n'oublions pas qu'Israël avait auparavant favorisé l'entrée des phalanges dans le Chouf où ils ont failli à toutes les règles d'honneur. »

Jeu d'Israël et des grandes puissances

Pour ce qui est du premier point, la question est de savoir si le jeu d'Israël au Liban, qui le rejette désormais, a changé après l'échec de son opération et des négociations de Nakoura. En d'autres termes, est-t-il prêt à se retirer unilatéralement ? « Compte-tenu de l'opposition de ses « faucons » (général Sharon), je ne crois pas, répond-on, que Tsahal se repliera au-delà du Litani. Et même si Israël se retire complètement, il a sa propre armée libanaise, celle de feu le général Haddad, dans la zone frontalière. » Pourquoi cette attitude d'Israël ? « Nécessités économiques sans doute, besoin d'eau notamment, mais surtout stratégie de la tension dont toute l'économie et la paix intérieure de ce pays dépendent. »

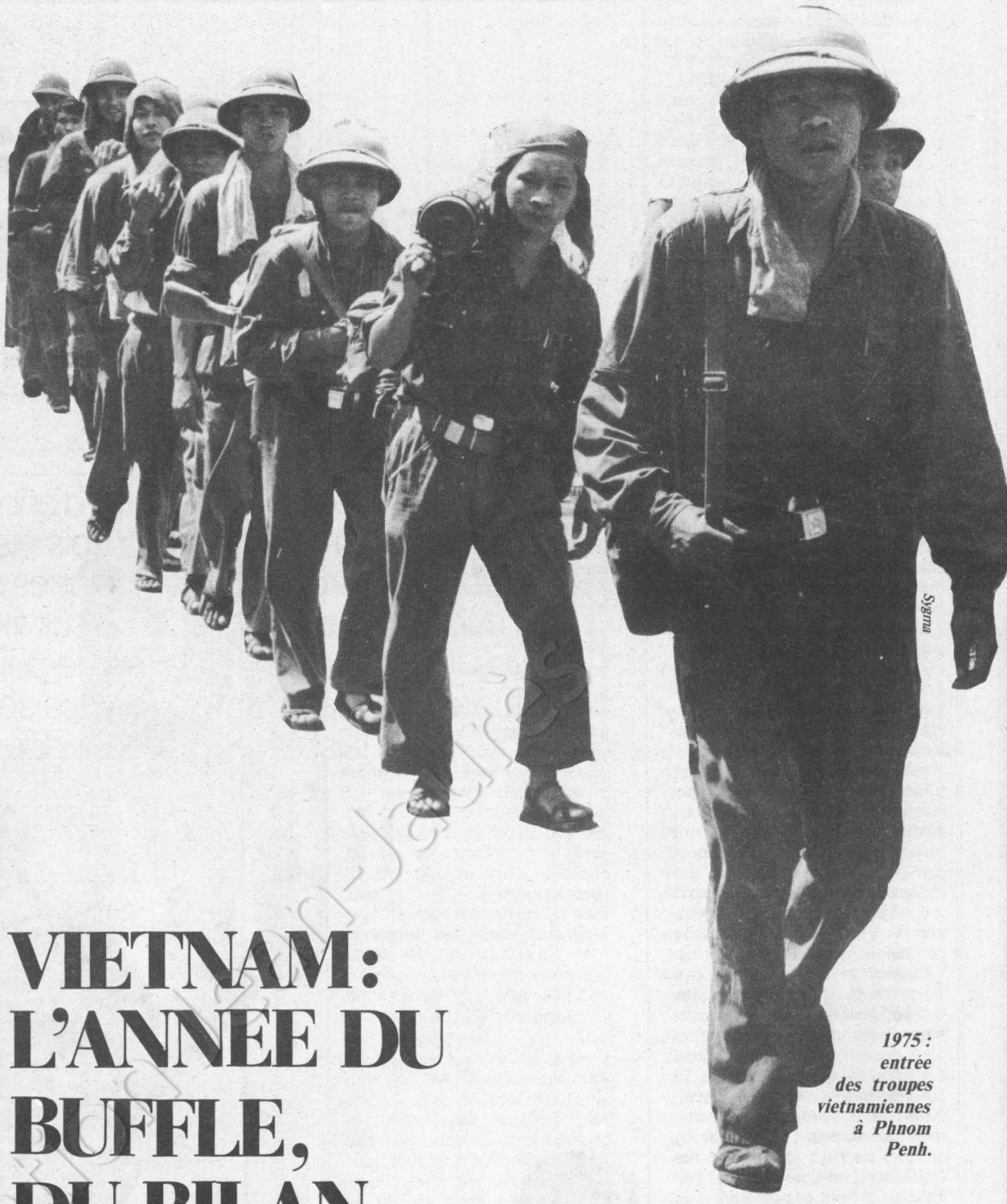
Et les conséquences de cet autre ferment désagrégateur : l'émergence violente du fondamentalisme islamique ? Autrefois absent de la scène libanaise, jusqu'en 1982, il n'est pas spécifique au Liban mais a des causes parallèles à celles de l'Iran : ici le désespoir total (de certains Palestiniens ou des chiites) et l'oppression déclarée. Notre libanais « modéré » met surtout l'accent à cet égard sur la conjonction des forces extérieures : « Palestiniens de retour, les poussant contre les Syriens, ces derniers ainsi peut-être qu'Israël, voire les phalangistes, les manipulant en vue de la cantonisation du pays... La conjoncture régionale et internationale, avec les interventions débiles des grandes puissances, a plus contribué à déstabiliser, dit-il, que les affrontements intercommunautaires. »

Mais il est vrai que l'impuissance du gouvernement de Beyrouth, (incapable même de s'assurer la maîtrise militaire complète, de la côte jusqu'aux lignes israéliennes), formé d'une incohérente coalition de communautés belliqueuses, et contrôlé aujourd'hui en fait par Damas, ne saurait lui donner quelque crédibilité. Pas plus qu'à l'avenir libanais.

Toujours la question palestinienne

Le cynique abandon international du Liban ne tient peut-être d'ailleurs qu'au médiocre intérêt géopolitique, autant de la part de l'U.r.s.s. que les U.s.a., pour une petite terre privée de pétrole et où ils ont leurs intermédiaires.

S'il est exact, comme pour notre interlocuteur, que le conflit israélo-palestinien n'a fait que se transférer sur les zones du Proche-Orient et notamment au Liban, devenu son enjeu principal, « il n'y aura pas de solution à la désintégration du Liban sans règlement de la question palestinienne ». « Les Grands doivent alors se mettre à table — et tant qu'ils ne parleront pas également russe, ils n'y seront pas prêts — afin de garantir le droit des Libanais et des Palestiniens à vivre en paix... Mais je n'ai aucune raison d'optimisme à cet endroit », conclut-il amèrement. ●



1975 : entrée des troupes vietnamiennes à Phnom Penh.

Sygma

VIETNAM : L'ANNÉE DU BUFFLE, DU BILAN ET DU DURCISSEMENT

Un procès à grand spectacle, huit condamnations à mort, trois exécutions capitales malgré des appels à la clémence venus du monde entier, une offensive militaire sur la frontière thaïlandaise beaucoup plus violente que les précédentes avec, à la clé, la prise d'Ampil, le fief de Son Sann : depuis quelques semaines, le Vietnam fait de nouveau la « une » de l'actualité. Pourquoi un tel tapage, unanimement réprouvé, alors que Hanoi entend célébrer avec éclat dans quelques mois le 10ème anniversaire de la « libération » du pays ?

PAR ANTOINETTE MAUVES

A défaut de posséder tous les éléments permettant de comprendre, essayons déjà d'y voir clair. 1975 est pour les Vietnamiens le début d'une ère nouvelle dans un pays trop vite réunifié et que trente années de guerre marqueront d'une empreinte indélébile. Voilà ce pays confronté, en même temps qu'à sa reconstruction, à trois problèmes également dramatiques : assumer les conséquences humaines et sociales de la guerre ; faire face à une série ininterrompue de typhons, sécheresses, inondations qui anéantissent des pans entiers des récoltes successives ; affronter, enfin, le revirement de la politique chinoise à son égard.

La tragédie des « réfugiés de la mer »

Pour les dirigeants vietnamiens, une seule politique est envisageable, celle qui a fait ses preuves au Nord, de 1954 à 1975. Avec, en prime, un alignement toujours plus grand sur l'U.r.s.s.. Au Sud, les anciens nantis de l'époque américaine, refusant cette abolition de leurs privilèges, émigrent clandestinement les premiers. Puis, à cause du manque de riz, de travail et/ou de liberté, des centaines de milliers de Vietnamiens fuient eux aussi leur pays.

C'est la tragédie des « réfugiés de la mer ». Jusqu'aux paysans, traditionnel soutien des communistes vietnamiens, qui rechignent et font preuve de mauvaise vo-



Gamma



Sygma

Norodom Sihanouk à Pékin avec Deng Xia ping.

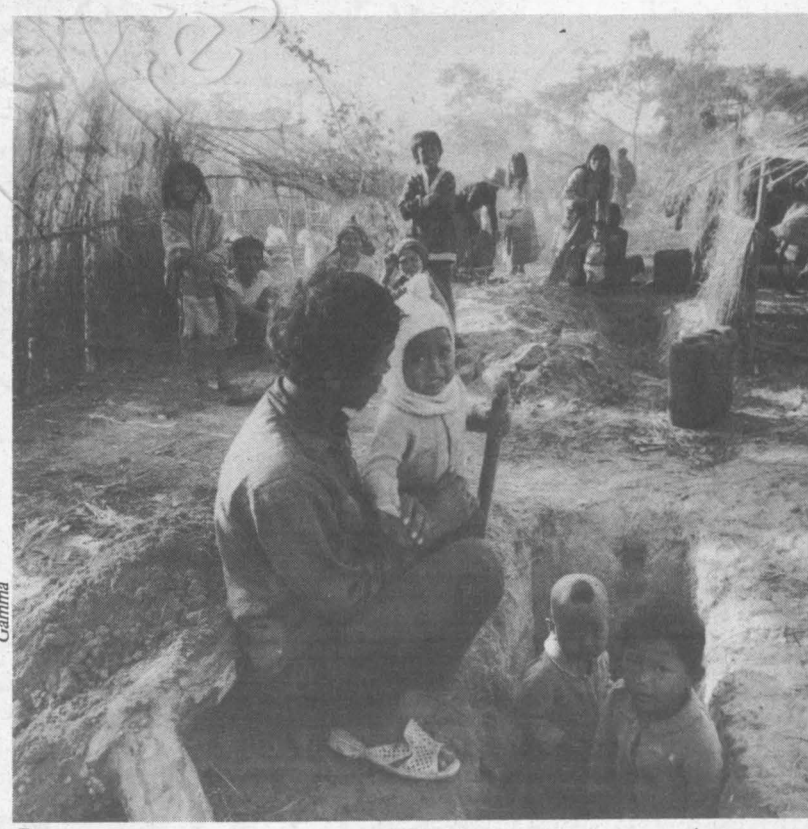


Pancarte anti-vietnamienne dans un camp de réfugiés cambodgiens.



A.f.p.

Son Sann.



Gamma

Dans un camp de réfugiés de la Croix-Rouge.

lonté. La production de riz, dont l'augmentation rapide est vitale pour nourrir les 54 millions de Vietnamiens, stagne désespérement. A la fin du plan quinquennal, en 1980, la direction du P.c.v., enfin pragmatique ! lâche du lest et assouplit la doctrine. Désormais, les paysans ne fourniront plus à l'Est qu'une quantité fixe (au lieu d'un pourcentage) de leurs récoltes, l'excédent leur revenant en totalité. Conséquence : dès 1982, la production approche le seuil minimal d'autosuffisance : 17 millions de tonnes équivalent paddy.

Dans l'industrie, même scénario : on décentralise les prises de décision au niveau de la province, du district, de l'entreprise qui peut désormais traiter directement avec une compagnie ou un pays étranger. La production fait, là aussi, un bond en avant, même s'il est vrai qu'elle était partie d'un niveau très bas. Et, nouvelle entorse à la théorie marxiste, on produit surtout des biens de consommation.

« Libéralisme » économique, donc, mais dirigisme idéologique : l'encadrement politique reste rigoureux, les « mauvais éléments » même rééduqués, toujours marginalisés, les fidèles bouddhistes et catholiques, étroitement surveillés et, injustice insupportable aux yeux des Vietnamiens, les enfants des « mauvais éléments » sont aussi suspects que leurs parents. Résultat : les départs clandestins se poursuivent (plusieurs milliers de réfugiés chaque mois) malgré la mise en place de départs légaux dont bénéficient quand même quelque 30 000 Vietnamiens chaque année.

C'est dans ce contexte que s'est réuni à la mi-décembre le comité central du P.c.v., avec pour objectif de préparer l'orientation économique pour 1985. Deux décisions importantes y sont prises : la collectivisation accrue de l'agriculture, dans le sud, et un contrôle renforcé de tout le commerce privé. Retour donc à la case départ. C'est l'alternance, version vietnamienne.

L'avertissement est clair

La collectivisation impliquera une emprise plus grande du parti et de l'Etat sur les paysans, alors que de l'aveu même du comité central, dans le domaine agricole, le plan a été réalisé à 96 %... Quant au « contrôle du commerce privé », cela signifie qu'on imposera tellement les commerçants qu'à moins d'être masochistes il ne leur restera plus qu'à mettre la clé sous la porte.

Ce réalignement sur la doctrine marxiste, sur le plan économique, s'accompagnera d'une reprise en main encore plus ferme de l'éducation politique des « masses ». Le coup d'envoi (coup de semonce ?) de cette campagne a également été donné en décembre avec les condamnations à mort des huit Vietnamiens coupables de « trahison et d'espionnage » ou de « tentative de renversement du pouvoir révolutionnaire local », alors qu'aucun d'eux n'avait encore commis le moindre acte subversif. L'avertissement est clair. Encore plus clair quand « on » prévient la population que dans les mois à venir auront lieu à Saigon des procès, en séries, de religieux bouddhistes et catholiques.

Le durcissement constaté en politique intérieure a son pendant en politique extérieure. Près de 150 000 soldats vietnamiens sont toujours présents au Cambodge depuis janvier 1979. A l'époque, on l'oublie un peu vite, ils avaient véritablement libéré le peuple cambodgien alors prisonnier dans son propre pays des hystériques et meurtriers Khmers rouges.

Mais six ans après, qu'en est-il ? Certes, le départ sans condition des Vietnamiens ouvrirait grand les portes du Cambodge aux 30 000 soldats Khmers rouges bien nourris et sur-armés qui ne guettent que cette occasion pour reprendre Phnom Penh et ne faire qu'une bouchée, d'une part, de la jeune armée de la République populaire du Kampuchéa, d'autre part, de leurs alliés actuels, les sihanoukistes (6 000 soldats) et les partisans de Son Sann (15 000 hommes).

Le Vietnam le sait, le fait savoir et en tire justification pour se maintenir sur place, sans trop chercher du côté de la seule voie raisonnable que d'aucuns évoquent à intervalles réguliers : le remplacement progressif de l'armée vietnamienne par une force internationale capable de contenir les Khmers rouges sur la frontière.

Tous les ans à cette époque, les Vietnamiens lancent leur « offensive de la saison sèche » sans toutefois jamais « mettre le paquet », comme pour justifier là encore leur présence d'une année sur l'autre. Or, cette fois, coup de théâtre, voilà qu'ils jettent toutes leurs forces dans la bataille pour déloger les troupes de Son Sann de leurs sanctuaires. Objectif atteint certes, mais cette victoire ne résout en rien le problème cambodgien. L'attitude de Pékin sera déterminante dans le règlement de ce conflit, mais actuellement, pas plus que les Etats-Unis ou l'U.r.s.s., la Chine n'a intérêt à apaiser la tension qui règne à la frontière khméro-thaïlandaise.

Isoler ou ménager Sihanouk ?

Alors pourquoi ce brusque durcissement à l'égard d'une seule des composantes de la coalition anti-Phnom-Penh ? Plusieurs hypothèses sont envisageables : le Vietnam s'attaquerait tour à tour aux adversaires, plus coriaces qu'il ne le pensait, de ses protégés. Son Sann éliminé, il chercherait à disqualifier aux yeux de l'opinion internationale le prince Sihanouk dont le seul allié risque dans ce cas de devenir Pol Pot et ses Khmers rouges.

Enfin, les Vietnamiens cherchent peut-être à ménager Sihanouk et la Chine, sur laquelle s'appuient les Khmers rouges, en vue d'éventuelles négociations. Difficile à imaginer dans un avenir proche, sans doute. Mais la présence simultanée à Paris de Hun Sen, nommé lundi dernier Premier ministre du Cambodge, et de Sihanouk ne relève sans doute pas de la simple coïncidence.

Ce durcissement encore inexplicable sur le plan extérieur l'est-il moins en ce qui concerne la politique intérieure ? Sans doute pas. Qu'escompte, en effet, le P.c.v. en prônant à nouveau un raidissement idéologique et économique ? Une reprise en main du Sud décidément trop frondeur au goût des « durs » du régime ? Montrer aux Américains, qui négocient actuellement avec eux l'émigration des dix mille sudistes encore en camp de rééducation, que toute tentative de subversion manipulée de l'extérieur sera impitoyablement broyée dans l'œuf ? Un pays idéologiquement propre et « assaini », prêt à fêter dans l'ordre et la discipline, à défaut de liesse et d'allégresse, le dixième anniversaire de l'accession au pouvoir des communistes dans le Vietnam réunifié ? Peut-être.

Mais ce serait alors au mépris d'un quelconque soutien populaire. Il est vrai que, pour ce qui est du soutien populaire, il y a longtemps que les dirigeants vietnamiens ne doivent plus se faire d'illusion. « Si un jour le Vietnam ouvre ses portes, disent en effet les réfugiés, à Paris, il n'y aura que les poteaux électriques qui ne s'enfuiront pas... » ●



SANTE, ETAT D'URGENCE

I. A tout prix mais pas à n'importe quel coût

Le système de santé ne peut plus se permettre de tirer des chèques sans provision, ni les hôpitaux de fonctionner à « guichets ouverts ». Sinon tout craque, à commencer par la protection sociale. Mais comment concilier la maîtrise des dépenses et qualité des soins ?

PAR PIERRE-YVES POINDRON

En vingt ans, les dépenses de santé sont passées de 2 % du produit intérieur brut à 8 %. Jusqu'au milieu des années 70, cette ascension était jugée relativement supportable par la majorité des acteurs du système de santé. Le premier choc pétrolier était passé par là, mais ne nous avait-on pas dit que nous étions « au bout du tunnel » ? La croissance, cette croissance qui avait permis l'épanouissement du système de soins, allait reprendre. Les difficultés étaient passagères, on allait pouvoir « traire » à nouveau cette bonne vieille Sécurité sociale. Et puis, réveil brutal, on a découvert le « déficit » de la « sécu ».

On fit même grand tapage là-dessus, non sans arrière-pensées, au moins chez quelques-uns, pour qui la « sécu » devenait trop « lourde ». Une certaine droite, la plus archaïque, rêvait même d'un transfert de prise en charge des dépenses. Décidément, la « sécu » était une bonne fille, le temps était venu pour elle de passer la main, aux ménages, au moins « pour le petit risque », et pourquoi pas aux assurances privées. Toujours pour la droite la plus archaïque, la droite classique se contentant de crier « au déficit » pour rassurer six mois plus tard les assurés sur la bonne santé des comptes de la Sécurité sociale. Bref, il a fallu un certain temps pour poser les termes du problème.

Incontestablement, les dépenses de santé ont augmenté, augmentent et augmenteront. A cela, plusieurs raisons : les techniques médicales ont fait un bond prodigieux, et avant qu'elles finissent par réduire le coût de certains traitements, elles sont remplacées par d'autres tout aussi nécessaires médicalement. Des maladies, réputées incurables, étaient guéries. Un nombre croissant de gens accédaient aux soins. Ces dépenses de santé ont eu d'évidentes contreparties aux yeux de tous, lorsqu'il s'est agi de soigner des affections fréquentes ; elles semblent exagérées dès qu'il s'agit de couvrir « le hasard » qui peut frapper tout un chacun. Quoi qu'il en soit, notre système de santé, original, nous est envié par bien des pays, tout comme notre protection sociale. Il n'est d'ailleurs pas — tant s'en faut — le plus coûteux du monde industrialisé : les Néerlandais, les Allemands, les Belges y consacrent une part bien plus importante de leur P.i.b.

Aux temps des vaches grasses, les dépenses passaient quasi inaperçues ; c'était le temps béni où l'on créait ça et là de nouveaux hôpitaux, parfois gigantesques — prestige oblige — remarquablement équipés, parfois sophistiqués. Dans le même temps, la démographie médicale galopait et les étudiants s'engouffraient dans les facultés, persuadés de plonger dans le pactole. La France était suffisamment vaste pour que les diplômés, fraîchement émoulus, vissent leur plaque au premier coin de rue venu. Las !

M. Barre coupe les vannes

Et puis, temps d'arrêt. La crise. Les dépenses augmentent, les recettes des caisses ne suivent guère la même courbe. C'est à ce moment-là que tout homme politique « responsable » a commencé à farfouiller dans les comptes, colonnes dépenses. Que trouva-t-on ? Que les hôpitaux représentaient plus de la moitié des dépenses de santé. Alors, on s'est souvenu que l'Assemblée nationale, en 1970, avait voté une fort belle loi, prévoyant réforme de la tarification hospitalière. On était à mi-parcours de la décennie. A pas de sénateur, on s'engagea alors dans des expérimentations : budget global, budget éclaté. Huit ans après ladite loi ! Puis en 1979, pour la première fois de leur vie, les hôpitaux se voient appliquer un taux directeur ferme et définitif. Les vannes étaient coupées par MM. Farge, Barrot et Barre. Mais de réformes, point.

Que trouva-t-on encore, en épluchant les comptes ? Que l'activité des praticiens de ville progressait globalement, mais que l'âge d'or de la médecine était révolu pour la plupart d'entre eux. Que, « dans le fond, en cherchant bien », les différentes structures de soins, chacune remarquable, chacune efficace, n'étaient peut-être pas employées au mieux de l'intérêt et des malades, et des professionnels et de la collectivité.

A dire vrai, on se trouve devant un problème de société. La santé — tous les sondages le confirment — est la préoccupation numéro un des Français. Préoccupation légitime. D'autant plus légitime que pour la première fois de l'Histoire, la santé est à portée de la main et de la bourse : les spectaculaires découvertes de la recherche, dont une bonne partie se fait dans les hôpitaux, laissent beaucoup d'espoirs ; la généralisation de la « sécu » soulage bien des détresses.

On se trouve dorénavant devant un choix politique. On se trouve devant une alternative : réduire les dépenses de santé au risque de « casser » le système de soins ou les laisser courir au risque de « casser » le système de protection sociale. « Les possibilités de se soigner, note le docteur Beaupère, président de la C.s.m.f., progressent. On pratique aujourd'hui des interventions qu'on ne pratiquait pas naguère. Il y a en France 15 000 dialysés. En francs constants, le coût de ces interventions diminue. Il pourrait diminuer plus, pour les dialyses, si elles étaient pratiquées à domicile. Faut-il s'arrêter de les faire ? On ferait des économies, mais dans six

mois, tous les patients meurent. De même, on opère des personnes âgées de plus de 65 ans, on leur pose par exemple des prothèses de hanche, ce qui était autrefois techniquement inenvisageable. Faut-il les interdire ?... » Non, bien sûr. Et le docteur Beaupère de conclure : « Pourquoi ne serait-ce pas l'honneur d'un pays de consacrer un peu plus d'argent à la santé ? » Dans quelles proportions ? Toute la question est là.

Avec l'arrivée de la gauche, cette alternative s'inscrit dans une tout autre perspective. La gauche souhaite maintenir le système de protection sociale. Personne ne souhaite, parmi les assurés, un système à l'américaine dans lequel 15 millions de personnes sont exclues des soins, faute d'argent pour « se couvrir » auprès des assurances privées, où un million de malades mentaux sont livrés, sans assistance, à leurs psychoses, à leurs névroses, et où le taux de prématurité dans la communauté noire est de 17 %, ce qui en dit long sur un système de soins. Protection sociale, qualité des soins sont indissociables. Alors que faire ?

Il y a trois solutions. Premièrement, soigner en faisant moins d'actes. « On peut sans doute prescrire moins, comme nous y invite le gouvernement, mais je ne trouve pas honnête de laisser croire que nous pourrons soigner aussi bien les gens, nous médecins, en faisant moins de dépenses », répond le docteur Beaupère.

Deuxième solution : redéployer le système de soins. « Il est vrai, commente le docteur Beaupère, qu'on a trop misé sur les hôpitaux lourds. On peut rééquilibrer le système en réalisant un redéploiement vers les hôpitaux généraux et locaux. A cet égard, le projet gouvernemental, qui consiste à mettre à la disposition des malades et des praticiens un peu plus d'aides-soignantes, d'aides-ménagères pour soigner plus près du domicile, nous semble bon. »

Troisième solution : les recettes. « Continuera-t-on à couvrir toute la population jusqu'à 100 % pour toutes les dépenses de santé ? Auquel cas, constate le président de la C.s.m.f., il faudra augmenter les ressources, soit en augmentant les cotisations, soit en demandant au malade de payer un peu plus. Le problème se posera un jour ou l'autre. C'est un débat politique. Il faut le poser aux Français. »

Un navire par gros temps

Devant cette alternative, le gouvernement a choisi. Il faut préserver le système de protection sociale des secousses trop violentes qui pourraient le faire valser en éclats. Sinon, vogue la galère, toutes les perversions sont possibles : médecine à deux vitesses, privatisation d'une partie de la couverture assurance maladie, dégradation des soins... C'est donc une question de justice sociale, mais aussi d'efficacité.

Mais qui dit « maîtrise » ne dit pas ipso facto « réduction des dépenses », mais plutôt « meilleure utilisation des structures ». Il faut se garder de la dérive purement « gestionnaire ». Il ne faut pas perdre davantage de vue que c'est par gros temps — la crise — que navigue le bateau qu'est le système de soins. La passe est étroite. Quel cap maintiendra-t-il ?

« Nous allons tout faire pour tirer partie des moyens qui existent, affirme Edmond Hervé. Il y a un immense travail de coordination à faire à l'intérieur de l'hôpital et entre l'hôpital et l'extérieur. »

Quels sont ces moyens ? D'abord, la médecine de ville, et en particulier la médecine générale. « Les médecins généralistes se trouvent en première ligne et ne doivent pas se contenter d'être de simples intermédiaires entre le patient et le spécialiste. » Ils sont 48 000 omnipraticiens aujourd'hui, ils seront 60 000 à 70 000 dans cinq ans, 90 000 à l'horizon 2000. Alors, les jeunes rencontrent des difficultés à s'installer. Leurs grands concurrents ? Les spécialistes... Libéraux comme eux. Vaccinations des enfants, renouvellement d'un moyen contraceptif, palpitations, insomnies légères filent au cabinet du pédiatre, du gynéco, du cardiologue, du « psy ». Du coup, les généralistes rendent la pareille. Nombre d'entre eux se parent d'une « spécialité » — acupuncture, homéopathie, allergologie — qui fait toujours bien sur une plaque.

En fait, rien de plus « éclaté » que le corps médical : concurrence entre généraliste et spécialiste, rivalités entre jeunes qui font à peine dix actes par jour et vieux routiers de la médecine qui trustent une cinquantaine d'actes dans la journée, querelles entre libéraux et salariés, jalousie peu confraternelle, attrait et rejet de l'hôpital par les médecins de ville...

« Je souhaite tout faire pour réhabiliter la fonction du généraliste », assure Edmond Hervé. Et cela passe par la formation. Avec la réforme des études médicales, les futurs généralistes passeront par la filière d'un internat spécifique, assorti de stages en ville et à l'hôpital. Juste retour des choses, le généraliste fait son entrée dans les facs, en participant à l'enseignement.

« On veut revaloriser notre fonction sans réévaluer nos rémunérations », disent en substance les généralistes intéressés, mais inquiets. Il est vrai qu'à cet omnipraticien on lui demande beaucoup. On lui demande de faire du dépistage, de la prévention, de la promotion de la santé, des enquêtes épidémiologiques, de consacrer une partie de son activité au « temps médico-social » et... de soigner. « Du fait de l'évolution de la démographie, de la nature de ses actes, je demeure convaincu, dit Edmond Hervé, qu'un jour ou l'autre la question des modalités de paiement posera. Je fais mienne la réflexion contenue dans la Charte du comité de salut public. » Que disaient ces généralistes, décidés à secouer le cocotier syndical ? Que le paiement à l'acte adapté à l'acte curatif cesse de l'être pour d'autres activités.

Globalement, les revenus des médecins libéraux n'ont d'ailleurs pas baissé ces trois dernières années. Edmond Hervé en veut pour preuve le rapport du Centre d'études des revenus et des coûts, selon lequel l'augmentation des bénéfices nets, charges déduites, pour les généralistes avait été de 6 % de 82 à 83. « Il y a des médecins qui tirent le diable par la queue à Paris, admet le secrétaire d'Etat, tandis que des cantons ruraux sont sous-médicalisés. » Du côté des spécialistes, on entend périodiquement des cris d'orfraies. Hier les cardiologues, aujourd'hui les cardiologues ; hier les radiologues, aujourd'hui les radiologues, qui se lancent dans une furieuse campagne « d'informations ». Remettons les choses à l'heure avec les pendules du C.e.r.c. : le bénéfice net des cardiologues, charges déduites, a augmenté de 8,9 % de 82 à 83. Il est vrai qu'il avait baissé de... 1980 à 1981. Il est des campagnes qui ne sont pas toutes innocentes.

Un gâteau trop chiche

Périodiquement, à la veille des négociations conventionnelles qui lient les médecins libéraux aux caisses pour cinq ans, la question des tarifs revient sur le tapis. Sous un autre aspect. Celui de la réduction des dépenses. « On nous dit de faire moins d'actes, de réduire les prescriptions. Soit. Mais nous refusons d'en être les victimes », disent en substance les médecins libéraux qui se rappellent qu'ils sont actuellement 85 000 à exercer dans les conditions de « concurrence » que l'on sait. La tentation est grande de « s'affranchir » des tarifs de la Sécurité sociale. Le pas, on le sait, a été franchi en 1980, avec l'instauration d'un deuxième secteur à honoraires libres. Certains médecins s'en réjouirent, y voyant la solution à leurs problèmes tarifaires. Ils furent cependant assez peu nombreux : seuls 11 % d'entre eux « passèrent » dans le secteur deux, la moitié d'entre eux exerçant d'ailleurs dans six départements traditionnellement « anti-convention ». A l'époque, la C.s.m.f. s'opposa au principe. Elle n'est pas loin d'y souscrire aujourd'hui. « On ne trouvera pas de solutions aux problèmes économiques, assure le président du syndicat le plus représentatif des médecins, en bloquant les honoraires des médecins, comme on l'a fait en R.f.a. ou ceux des spécialistes, comme on l'a fait en Hollande. » Comme on a un peu peur qu'il y ait davantage de convives autour d'un gâteau jugé trop chiche, le langage de la C.s.m.f. — du moins de ses dirigeants — change. « Il n'est pas sûr qu'en augmentant le ticket modérateur ou le secteur deux on dissuade le malade de consulter. Si les malades payent un peu plus, ils ne se soigneront pas moins. » Voire ! Les chiffres montrent au contraire qu'on est d'autant mieux protégé « et qu'on profite d'autant mieux de sa protection que l'on est aisé ». Tout report de couverture de soins sur la part « volontaire » des malades accentuerait donc les inégalités.

Au cours d'une rencontre nationale de santé, 150 médecins et professionnels se sont émus de la dérive des principes conventionnels et ont stigmatisé la convention de 1980 qu'ils s'étonnent de voir appliquée dans toute sa rigueur par un gouvernement de gauche. De quoi s'agit-il ? De la mise en place, selon eux, d'un système parfaitement cohérent, qui vise ni plus ni moins à « réduire les dépenses de santé » et l'indépendance des praticiens. Ils en veulent pour preuve le principe de « l'enveloppe globale », qui lie les dépenses de la médecine de ville au produit intérieur brut. « Système pervers », objectent-ils, qui conduit tout droit au « rationnement de la santé ». Pour eux, le secteur deux n'est qu'une soupape octroyée aux médecins pour leur donner de l'oxygène. Mais une soupape dangereuse, illusoire, fallacieuse. La mise en demeure du ministère des Affaires sociales, l'an dernier, au sujet des visites attise leurs craintes, puisque le réaménagement de la visite, réclamé par les généralistes, est subordonné au bon « score » — en baisse — de leur nombre. Et voilà qu'en plus — récemment — le gouvernement plante deux bornes autour du champ conventionnel : pas plus de 4,5 % d'augmentation d'honoraires pour 85 ; pas d'extension souhaitée des honoraires libres. « On ne saurait mieux provoquer les médecins à fuir dans le secteur deux », rétorque le docteur Blès, ancien secrétaire général de la C.s.m.f., présent à la rencontre nationale santé.

Ces discussions au sein même d'une mouvance plutôt à gauche montre que, effectivement, la voie est étroite pour concilier la nécessaire maîtrise des dépenses et la qualité des soins. Les médecins, jaloux de leur indépendance professionnelle, refusent d'être les acteurs d'un quelconque « rationnement » qui nuirait à leurs missions : soigner les malades dans les meilleures conditions. On glisse, selon les signataires de l'appel au corps médical, du contrôle légitime des soins à une tutelle administrative « à visée prioritairement économique » par toute une série de contraintes, de sanctions, par l'instauration de « profils d'activité » dont la pertinence médicale est contestable. « Nous n'acceptons pas qu'une responsabilité économique prime désormais nos responsabilités spécifiquement médicales, celles de donner... les meilleurs soins possibles. Nous n'acceptons pas de nous transformer en agents responsables et sanctionnables d'une politique de restriction des soins. »

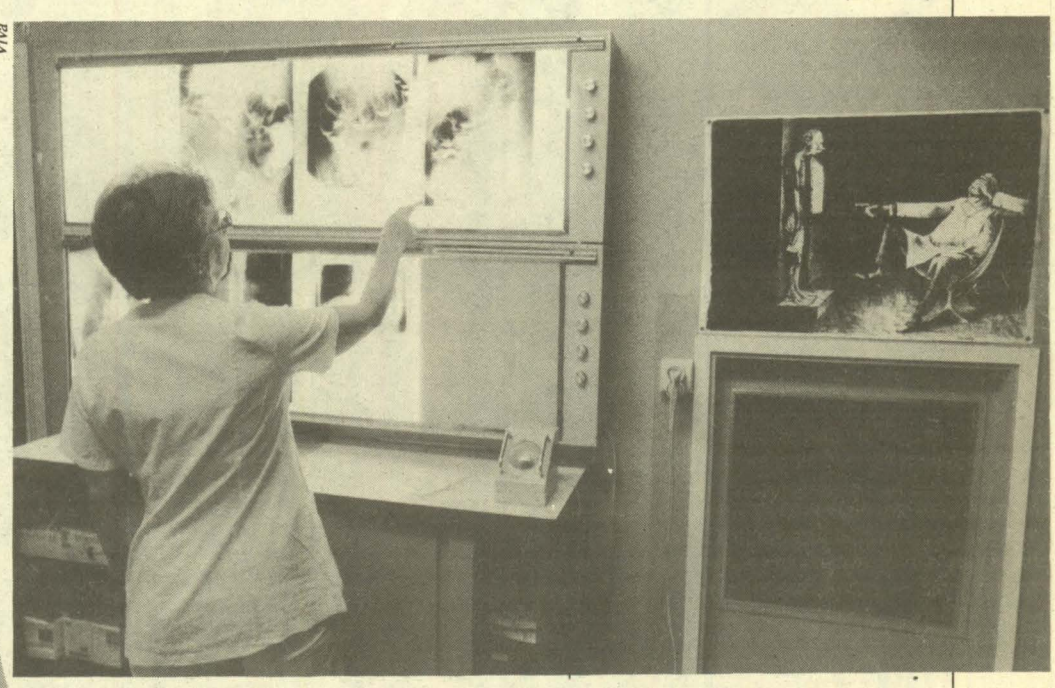
Procès d'intention fait au gouvernement ? Sans doute lorsqu'on affirme qu'il vise à « réduire les dépenses de santé ». Tout dépendra du redéploiement du système de soins. S'il est effectif, si chaque structure gagne en efficacité, si elles sont « utilisées au mieux », alors les craintes se révéleront peut-être vaines. C'est ce à quoi se sont attachées les différentes réformes, notamment à l'hôpital. Economie, qualité de la médecine, humanisation des soins peuvent aller de pair... dans une certaine mesure. A l'autre bout de la chaîne, cette mesure, c'est finalement la part que les Français sont collectivement prêts à consacrer à leur santé, la leur, celle de leur voisin.

(à suivre)

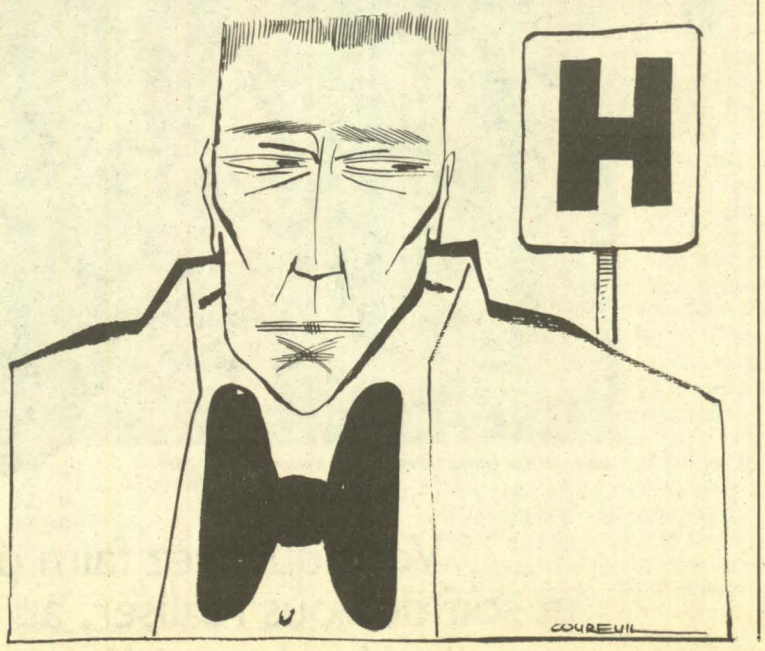


Edmond Hervé.

Pascal Lebrun



Viva



CRÉDIT MUTUEL PRÉSENTE :



ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD R.C.S. Nanterre 692 017 650

Vous qui avez faim d'entreprendre
et soif de vous réaliser, au Crédit Mutuel
venez parler de vos idées et de vos projets.

Crédit Mutuel
Les uns les autres.

LE MUR DE L'ARGENT... NATIONALISÉ !

Le Front populaire s'était cassé les dents contre le mur de l'argent. Paradoxe de la nationalisation, la gauche risque fort de se heurter à ses banques si elle décide de donner plus de dynamisme à l'économie.

PAR STEPHEN GERE

LA baisse des taux d'intérêt est l'un des piliers de la politique économique de Pierre Bérégovoy. Il n'a pas cessé de le dire depuis son arrivée Rue de Rivoli. Cette baisse des taux, c'est son espoir et son obsession...

Bérégovoy, il pense qu'il n'y aura pas de modernisation donc de reprise économique durable si le crédit est trop cher pour les entreprises. Il a donc déclaré l'autre jour que la baisse des taux était « le meilleur moyen pour provoquer la reprise », et il a sans doute raison.

En grande partie, la réussite de la gauche, à l'étape économique décisive où nous sommes arrivés, dépendra des taux. L'enjeu est de taille. L'obstacle aussi. Et l'obstacle, c'est l'opposition résolue du système bancaire à jouer le jeu. Ben oui, le mur de l'argent, quoi. Le problème, c'est que ce sont les « banquiers de la gauche » – le système bancaire est nationalisé dans son quasi-ensemble et ses patrons nommés par le gouvernement – qui sont en train de le réinventer, le mur de l'argent.

Pour bien comprendre, il faut partir des taux d'intérêt réels. Les banques vous empruntent votre argent à un taux le plus souvent négatif – c'est le cas des comptes courants qui ne sont pas rémunérés et sur lesquels vous perdez donc le taux de l'inflation – ou voisin de l'inflation, donc au taux réel très légèrement négatif, comme pour les Codevi.

Les mêmes banques prêtent à une série de taux variables avec la nature du crédit, mais tous supérieurs à une référence appelée le taux de base bancaire (T.b.b.). Entre le T.b.b. et le taux le moins cher, dit taux du marché, on peut compter 2,5 points de différence. Bon, un taux d'intérêt hors inflation : c'est donc la différence au moins entre le T.b.b. et le taux d'inflation. C'est simple ! Le taux d'intérêt réel de 1984, c'est la moyenne du T.b.b. de l'année, 12,16 %, moins le taux d'inflation de la même année, 6,7 %, c'est-à-dire 5,46 %. Comme les banques empruntent le plus souvent à un taux négatif et prêtent à un taux supérieur au T.b.b., vous voyez le taux réel. Et vous voyez ce que coûte le crédit aux particuliers et aux entreprises...

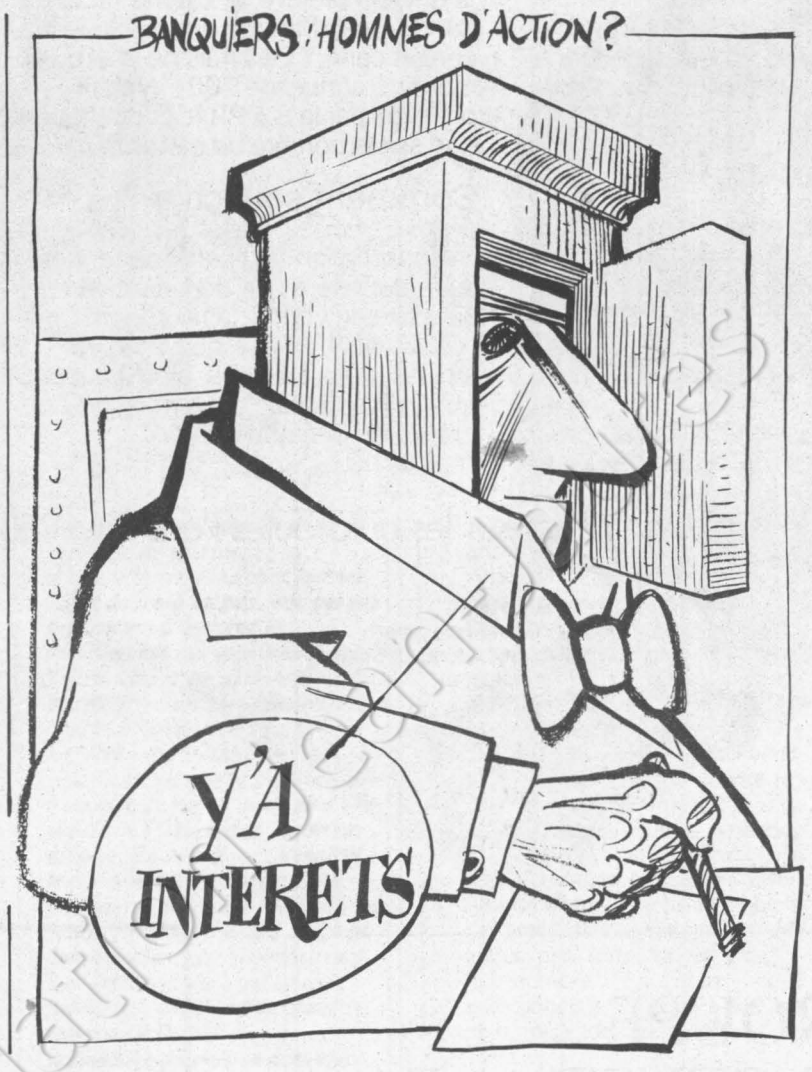
Où est le scandale ? Dans l'évolution de ce taux réel minimal – T.b.b. moins taux d'inflation – depuis quelques années (cf. tableau). Il est passé de – 0,65 % à + 5,46 % en six ans ! En 1979, le taux réel était négatif : eh bien, les banques s'y retrouvaient. Et aujourd'hui, elles prétendent qu'elles ne s'y retrouvent plus. Il faut dire que les taux réels sont la seule ressource des banques. Là-dessus elles paient tous leurs frais – ce qu'on appelle le coût d'intermédiation – et gagnent de l'argent.

Bérégovoy se montrant pressant

Alors quand on leur suggère de baisser leurs taux d'intérêt, les banques disent : « Vous n'y pensez pas, nos coûts d'intermédiation sont de 7 points. » Ne se souvenant d'ailleurs pas que trois mois auparavant elles justifiaient leur refus de réaliser des gains de productivité en disant qu'elles avaient fait leur maximum, que d'ailleurs leurs coûts d'intermédiation étaient de 3 points. La vérité, c'est que les banques comptent sur des taux fixes à un niveau élevé pour gagner de l'argent au détriment de tout espoir de reprise.

L'autre jour, Bérégovoy se montrant pressant, les banques, à la suite du Crédit lyonnais, ont diminué d'un demi-point le T.b.b. à 11,5 % à partir du 14 janvier. La précédente baisse de 12,25 à 12, datait du 15 août dernier. Un demi-point de baisse des taux d'intérêt, c'est toujours ça de pris pour les entreprises... ou de pas pris par les banques : selon Pierre Bérégovoy, les entreprises vont ainsi réaliser 4 milliards d'économies. Oui mais, c'est 4 milliards de moins pour les banques, disent les banquiers, alors qu'elles n'en ont gagné, au total, que 7 en 1983. Oui mais, pourrait-on leur rétorquer, le taux réel n'était que de 2,46 % en 83, il a pris 3 points de plus l'an dernier...

Oui, mais les coûts d'intermédiation se sont encore accrus en 1984. Bref, on n'en finit pas. C'est vrai d'ailleurs que les coûts d'intermédiation de la plupart des banques françaises sont trop élevés. Le coût de l'entretien des guichets est astronomique. Près de 70 % des frais bancaires sont des coûts salariaux. Alors on informatise les guichets, on développe les guichets électroniques et pourtant on conserve le même personnel parce qu'on ne peut pas licencier. La banque va devenir une nouvelle sidérurgie, avertissent les banquiers, laissez-nous licencier. Reconvertissez plutôt votre personnel, répond le gouvernement, les banques ont des possibilités considérables d'extension de leurs services qu'elles n'exploitent pas. Il faut avouer qu'à l'instar des autres institutions la banque en France est plutôt statique, figée dans ses principes et ses traditions. De son côté, le gouvernement s'efforce de décloisonner au maximum, de déplacer les frontières entre les établissements financiers : les futurs certificats de dépôt en sont un exemple, et par ailleurs, certaines banques font maintenant de l'assurance. C'est la dérégulation bancaire si chère aux Américains et... aux libéraux !




A.f.p.

Pierre Bérégovoy

Cercle vertueux ou vicieux ?

Autre cause d'accroissement des coûts d'intermédiation, la crise fait monter les charges du risque. Les entreprises étant fragilisées par la crise, les banques sont obligées de constituer des provisions plus élevées pour couvrir leurs créances douteuses. Mais qu'elles jouent le jeu de l'argent à meilleur marché et elles raffermiront les entreprises en allégeant leurs frais financiers. A terme, elles rétabliront un cercle vertueux avec tendance à la baisse des coûts d'intermédiation.

	Indice des prix du P.i.b. marchand	*Taux de base bancaire moyen*	*Taux réel minimal*
1979	*10,4*	*9,75*	*– 0,65*
1980	*11,5*	*12,49*	*0,99*
1981	*11,4*	*14,20*	*2,80*
1982	*12,1*	*13,64*	*1,54*
1983	*9,8*	*12,26*	*2,46*
1984	*6,7*	*12,16*	*5,46*

A gauche, certains observateurs regrettent qu'on ne prête pas suffisamment attention aux taux d'intérêt. Voyez Keynes, dit-on, sa « théorie générale » est en second lieu une théorie de l'intérêt... C'est un aspect que tout le monde a oublié. Il ne peut y avoir de reprise de l'activité sans baisse des taux d'intérêt. Pour favoriser l'investissement productif, il faut qu'il soit plus rentable que les autres placements. Or, le placement financier est aujourd'hui plus juteux : on privilégie les rentiers au détriment des productifs. Keynes n'hésitait pas, lui, à parler d'« euthanasie des rentiers. » Bref, depuis 1979, on défend le franc par une politique des taux d'intérêt élevés, ce qui fait un taux élevé du marché monétaire et renchérit donc les ressources des banques qui, en retour, ont moins de possibilités de baisser leurs taux d'intérêt.

Cercle vicieux... Pourtant, ça ne fait aucun doute, les autorités monétaires ont de la marge de baisse de taux avant de déstabiliser le franc : 2,5 à 3 points, selon certains experts. La question à se poser est de savoir à partir de quel taux le franc est stable. Et cela, personne ne le sait, il faudrait le chercher par tâtonnement. Mais en France, et c'est une autre tradition difficile à bousculer, on n'aime pas jouer sur les taux. Rue de Rivoli, on dit : « Tant que le dollar monte, il protège le franc, la Banque de France pourrait baisser les taux, quitte à les remonter si notre monnaie venait à être fragilisée ; ce serait toujours ça de gagné, mais on a perdu un an. » En France, on ne joue pas la souplesse des taux.

On refuse d'ailleurs de jouer le marché. Alors puisque la gauche s'est rendue compte qu'on ne pouvait pas se passer du marché, qu'elle ne répète pas les erreurs de la droite, qu'elle le fasse fonctionner convenablement. En période de désinflation, les gens qui se sont endettés à des taux d'intérêt fixes paient des taux réels de plus en plus exorbitants. Il faudrait autoriser par voie législative la renégociation des contrats, ce qui permettrait aux entreprises d'anticiper leurs remboursements et de réemprunter à taux variables. Mais là encore il s'agit d'une mesure peu favorable au lobby bancaire...

En bref, l'actuelle politique du crédit a bien des effets pervers dont le moindre n'est pas la contrepartie de la politique de prêts bonifiés. Les trois quarts des crédits – tout l'investissement en somme – sont bonifiés ; en revanche, la trésorerie ne l'est pas. Résultat, pour beaucoup de P.m.e., il n'y a pas de crédit bonifié, rien que des frais financiers élevés...

En conclusion, la gauche risque fort de trouver ses banques devant elle si elle décide de donner plus de dynamisme à l'économie. Paradoxe de la nationalisation ? Peut-être. En tout cas après la nationalisation, il eût fallu bousculer les immobilismes, modifier les règles de gestion. A ce propos savez-vous la blague qui courait il y a quelque temps dans les milieux bancaires ? « Avec la gauche, disait-on, c'est la banque à l'envers : on félicite les p.-d.g. qui perdent de l'argent et on licencie ceux qui en gagnent... » Il faut dire que les banques qui avaient gagné le plus d'argent sont celles qui avaient pris le moins de risques. Coïncidence ? ●

Carte Y

entrez, roulez, sortez
et payez plus tard...

un nouveau service offert par la S.A.P.R.R.



Qui bénéficie de la carte Y ?

Seules les personnes morales de Droit Public ou Privé (sociétés et administrations) peuvent bénéficier des facilités offertes par le contrat de carte à paiement différé - carte Y.
Les cartes Y sont établies au nom du titulaire du contrat (la personne morale) qui peut les demander en nombre variable.
Chaque carte Y est utilisable sur tout véhicule correspondant aux catégories véhicules légers.
Elle n'est affectée, a priori, ni à un véhicule donné, ni à un utilisateur (personne physique) donné.

Comment utiliser la carte Y ?

La carte Y s'utilise sur l'ensemble du réseau en service concédé à la S.A.P.R.R. c'est-à-dire : l'autoroute A 6 entre PARIS et LYON par BEAUNE, l'autoroute A 36 entre BEAUNE et MULHOUSE par BESANÇON, (à l'exception de la gare de Burnhaupt), l'autoroute A 31 et le tunnel de Ste-Marie-aux-Mines.
La carte Y s'utilise au péage comme de l'argent liquide ou des chèques. On la remet au péager en sortie. Celui-ci vous la rend après avoir enregistré les données qui y figurent.

Comment régler avec la carte Y ?

Vous recevrez un relevé-facture établi par la S.A.P.R.R. où figureront toutes les données correspondant à chaque trajet effectué et ce pour chaque carte Y.
10 jours après l'envoi de ce relevé-facture, la Société prélève la somme facturée auprès de la banque domiciliataire du titulaire du contrat carte Y. Des frais de gestion d'un montant annuel de 200 F (valeur 1982) seront prélevés par la S.A.P.R.R. pour chaque contrat quel que soit le nombre de cartes.

Comment souscrire ?

La souscription du contrat carte Y est subordonnée à une domiciliation bancaire en France, à un accord de prélèvement d'office des factures émises par la S.A.P.R.R. ainsi, bien sûr, qu'à la justification de la personnalité morale du demandeur.



Prenez le temps de rouler sur les autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

S.A.P.R.R.
Direction de l'Exploitation
Service Carte Y 36, rue du Dr Schmitt
21000 DIJON
Tél. : (80) 66.81.14

ARVEST CONSEIL (1) 233.72.30

cinéma

N° 313 ● JANVIER

CINEMA SOVIETIQUE des années 30

●

DOVJENKO

●

entretien avec

MICHEL BOUQUET

●

· et toujours disponible

LE GUIDE DU CINEMA

les 2 volumes : 134 F
(franco de port)
directement à la revue
« CINEMA 85 »
7, rue Cadet, 75009 Paris

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

GROUPE SOCIÉTÉ CENTRALE DE BANQUE

UNE FÉDÉRATION DE PETITES ET MOYENNES BANQUES AU SERVICE DES PME-PMI ET DES PARTICULIERS

NOTRE EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE

5, BOULEVARD DE LA MADELEINE
75001 PARIS – TÉL. 261.51.30

SOCIÉTÉ DE BANQUE DE BOURGOGNE
42, rue Denon – 71000 CHALON-SUR-SAÔNE
SOCIÉTÉ DE BANQUE MIDI-PYRÉNÉES
1, rue Abellan – 09300 LAVELANET
SOCIÉTÉ DE BANQUE DU NORD
81, bd de la Liberté – 59800 LILLE
SOCIÉTÉ DE BANQUE DE NORMANDIE
22, place Jules Ferry – 76600 LE HAVRE
SOCIÉTÉ DE BANQUE DE PROVENCE
76 bis, cours Lafayette – 89000 TOULON

Également à Agen, Aix-en-Provence, Beaune, Bordeaux, Bormes-les-Mimosas, Caudebec-en-Caux, Dijon, Hyères, La Londe, La Seyne-sur-Mer, La Valette-du-Var, Le Havre, Le Luc-en-Provence, Lillebonne, Louhans, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Nîmes, Pau, Roubaix, Rouen, Toulouse, Valence, Villeurbanne, Région Parisienne.

STUDIO 44

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.la gestion
.l'organisation
.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

LA DEFENSE CEDEX 07
TOUR EUROPE - 92080 PARIS
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

LES ENTRETIENS DU JEUDI

reprennent à partir du jeudi 17 janvier de 19 h à 21 h 10, rue de Solferino, 75007 Paris

Ils auront lieu également les 24 et 31 janvier, les 7 et 28 février, les 21 et 28 mars.

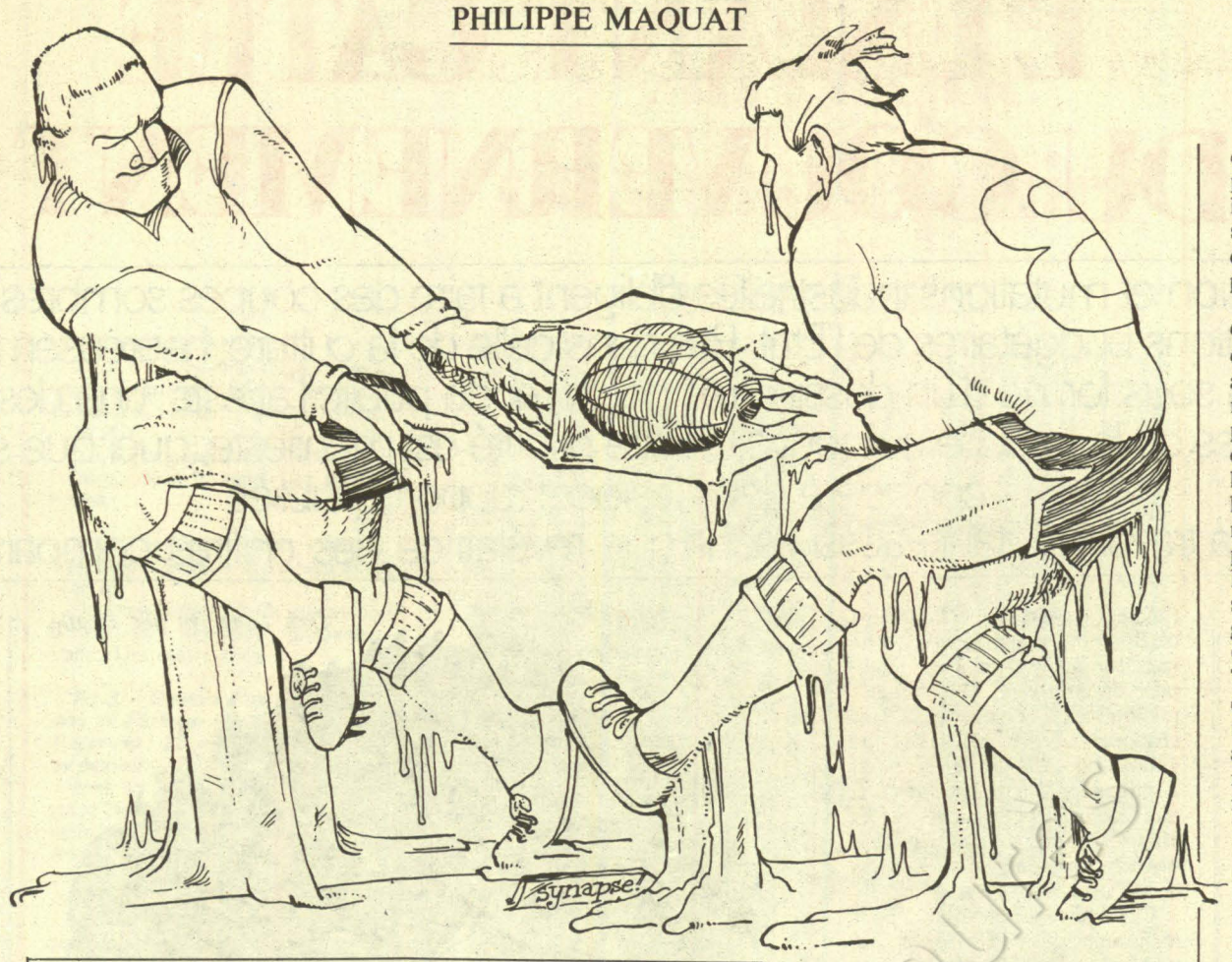
Comme par le passé, deux responsables du Parti socialiste et du gouvernement seront présents chaque jeudi pour commenter l'actualité et répondre aux questions des visiteurs.

Les Entretiens sont particulièrement ouverts aux nouveaux adhérents et aux sympathisants.

Fondation Jean-Jaurès

Sports en bref

PHILIPPE MAQUAT



RUGBY

Le Vent (glacial ?) en poupe

A partir de ce samedi 19 janvier et jusqu'au 16 mars prochain, la France du sport va résonner de l'expression « grand chelem ». Pour le profane, rappelons qu'en rugby réussir le grand chelem c'est gagner les quatre matchs du Tournoi des cinq nations, une compétition née en 1910, qui réunit chaque année le pays de Galles, l'Irlande, l'Ecosse, l'Angleterre et la France et dont le succès populaire ne se dément pas. Le grand chelem, l'équipe de France l'a donc réussi à trois reprises : en 1968, 1977 et 1981. Or, pour nombre d'observateurs éclairés, 1985 devrait, logiquement, être synonyme d'un quatrième quadruplé pour le rugby français.

Accueillant le pays de Galles (le 30 mars prochain) et l'Ecosse (16 février) ; se déplaçant en Angleterre (2 février) et en Irlande (2 mars), les Tricolores bénéficient d'un calendrier plutôt favorable, quasiment le même que celui qui leur permit de réussir leur dernier grand chelem en 1981. Un signe ? Restons prudents toutefois, en effet, compétitions sportives et pronostics ne font pas toujours bon ménage, les futurs parieurs du Loto sportif l'apprendront probablement à leurs dépens.

Il n'empêche que Jacques Fouroux, entraîneur du Quinze de France et directeur commercial pour une marque d'alcool dans le privé, est un homme ambitieux. Le remaniement récent du comité directeur de la Fédération française de rugby et celui de la commission de sélection ont permis au « petit caporal » d'avoir les coudées plus franches et d'être, en fait, le seul maître à bord au niveau du terrain de jeu. Or ne laisse-t-on pas entendre que l'ambition de Fouroux est de marcher, pour la saison en cours, sur les traces de Michel Hidalgo, l'ancien entraîneur heureux de l'équipe de France de football. Après des succès faciles remportés face au Japon au début de l'automne, une victoire indiscutable sur la Roumanie, le 10 novembre dernier à Bucarest, Jacques Fouroux rêve de poursuivre cette marche triomphale à l'occasion du Tournoi, puis à l'occasion de la tournée que les rugbymen français effectueront en Argentine au mois de juin prochain. Le football français étant actuellement au zénith, le rugby national n'a pas le droit de se laisser décrocher. D'autant plus que la Fédération (F.f.r.) a confié ses intérêts commerciaux à Jean-Claude Darmon, l'homme des panneaux publicitaires sur les terrains de football. Rappelons, en effet, qu'à l'occasion du Tournoi existe depuis l'an passé un « village des cinq nations » où les sponsors du rugby français vont présenter leurs produits. En outre, « communication » n'est-il pas devenu le maître mot de la F.f.r. ?

Mais il est vrai aussi qu'au moment où le rugby britannique est à l'image de son économie, c'est-à-dire au creux de la vague, le rugby français ne connaît, lui, aucun problème d'effectifs. Ou si peu. En fait, seul un excès de confiance pourrait jouer de mauvais tours à « notre » Quinze. Même sans « Casque d'or », alias Jean-Pierre Rives (remplacé au capitanat par le Tarbais Philippe Dintrans), l'occasion est donc belle à saisir.

Pelouse ou patinoire ?

Le match France-Galles a finalement été annulé et reporté au 30 mars. Une mauvaise nouvelle pour les amateurs de rugby. Toujours est-il que la société d'exploitation du Parc des Princes et la mairie de Paris se trouvent à nouveau sur la sellette. Rappelons effectivement que le système de chauffage de la pelouse du Parc des Princes, initialement prévu, a été détérioré dès l'ouverture du stade en 1972. A cause de la qualité déplorable de la pelouse, on insuffla du sable frais sous le gazon, mais cela eut pour conséquence de détériorer le chauffage. Celui-ci ne pouvant plus servir depuis plus de dix ans, on comprend d'autant plus mal que les responsables du stade et la mairie ne prévoient pas systématiquement début janvier, vague de froid ou pas, une parade permettant d'assurer le déroulement des rencontres du Tournoi des cinq nations dont le calendrier est établi plusieurs années à l'avance. Et cette légèreté est d'autant plus répréhensible que la Fédération française de rugby avait alerté la mairie de Paris dès le 7 janvier dernier. En vain donc. Résultat : le dispositif d'urgence mis sur pied mardi dernier à l'aide d'une soufflerie d'air chaud a entraîné des dépenses supplémentaires. Une imprévoyance qui se paye donc cher, alors que pendant ce temps-là à Dublin Irlande-Angleterre se déroulera tout à fait normalement. Sans compter qu'à Edimbourg en Ecosse le système de chauffage du stade fonctionne très bien...

ATHLETISME

Ivresse à Bercy ?

Est-ce un avant-goût des jeux Olympiques de 1992 ? Toujours est-il que les premiers jeux mondiaux d'athlétisme dont l'organisation a été confiée à la Fédération française (F.f.a.) auront lieu aujourd'hui et demain samedi au palais omnisports de Paris-Bercy. Afin d'occuper le terrain, hiver comme été, la Fédération internationale d'athlétisme a eu l'idée d'organiser des championnats du monde en salle dans la foulée des premiers championnats du monde en plein air qui ont eu lieu, avec succès, en 1983 à Helsinki.



Serguei Bubka.

La décision officielle fut donc prise le 12 août dernier à Los Angeles, à l'issue des jeux Olympiques. A une nuance près toutefois : plutôt que championnats du monde c'est l'appellation jeux mondiaux qui a été retenue par les instances internationales. Ce qui est beaucoup plus raisonnable dans la mesure où pour l'heure l'athlétisme en salle n'a pas encore acquis ses lettres de noblesse – si ce n'est aux Etats-Unis –, beaucoup d'athlètes préférant se consacrer à une préparation foncière en hiver, histoire d'être fin prêts au moment des grandes compétitions estivales jugées plus sérieuses, et plus rémunératrices. En outre, cette compétition a été créée à des fins de propagande, aucun minimal de qualification n'ayant été instauré pour participer à ces jeux alors que les frais de déplacement et de séjour des délégations les plus démunies ont été pris en charge par la Fédération internationale.

On l'a donc compris : pas plus Carl Lewis, quadruple champion olympique, qu'Edwin Moses, le roi américain du 400 m haies, ne seront à Bercy, les forfaits n'ayant pas manqué, d'autant que cette compétition s'inscrit très tôt dans le calendrier hivernal. Si bien que la grande vedette des premiers jeux mondiaux sera sans conteste le perchiste soviétique Sergueï Bubka, recordman du monde de la spécialité (5,94 m en plein air) et grand absent des derniers jeux Olympiques. Il sera opposé à Thierry Vigneron, mais pas au champion olympique, Pierre Quinon. Le racing-man est-il blessé au genou ou bien n'a-t-il pas voulu remettre en cause une réputation internationale toute fraîche ? Officiellement, c'est bien entendu la blessure qui a été retenue, mais il est bon de rappeler que Quinon avait déjà refusé de rencontrer Bubka à l'occasion des meetings post-olympiques. Dommage quand même.

Il reste que ces deux jours de compétition représentent malgré tout un événement à ne pas bouder. D'abord, parce que l'athlétisme en salle est une discipline très spectaculaire et que le plateau sera néanmoins de qualité ; ensuite, parce que la Fédération française s'est adjoint le concours de plusieurs sponsors de choc, dont la B.n.p. qui a fait un gros effort de promotion. Il importe, en effet, de frapper un grand coup et de convaincre le public français que l'athlétisme peut être un très grand sport-spectacle. Un public, il est vrai, réduit à la portion congrue ces dernières années en matière de grandes compétitions organisées dans l'Hexagone.

LOTO

C'est pas facile, c'est cher, mais ça peut rapporter gros !...

Pour ceux d'entre vous qui seraient passés à côté des grilles explicatives publiées dans les quotidiens ou montrées à la télévision, rappelons que le loto sportif sera lancé au mois d'avril prochain, qu'il portera sur huit questions sportives et sur cinq chiffres à cocher au hasard. Les questions sportives concerneront deux disciplines ou bien une seule en cas d'événement exceptionnel, type Tournoi des cinq nations de rugby. La mise minimale sera de 25 F, 30 % des recettes étant affectées au sport, 48 % distribuées aux parieurs, 6,8 % revenant à l'Etat. Pour Alain Calmat, les recettes dégagées en faveur du sport – 400 millions de centimes sont attendus cette année et le double en 1986 – permettront d'entreprendre de nouvelles actions relatives à l'aménagement du temps scolaire, à l'amélioration des équipements sportifs et au développement de l'environnement médical et scientifique.
Mais, pour le ministre, ces recettes n'entraîneront pas un désengagement de l'État, Alain Calmat ayant promis qu'il ferait preuve de vigilance en la matière. Si ce nouveau jeu a comblé Nelson Paillou, le président du Comité olympique français qui estime être désormais en mesure de mettre en œuvre une politique sportive ambitieuse, il inquiète, en revanche, quelque peu les dirigeants du football professionnel. Mis dans l'obligation d'adapter leur calendrier aux exigences du jeu, ils réclament donc un dédommagement financier. Lequel, en vigueur dans tous les pays où existent des concours de pronostics sur les matchs de football, ne devrait pas poser de problèmes insurmontables. De son côté, Michel Caste, le p.-d.-g. de la Société de la Loterie nationale et du Loto, envisage l'organisation par la France d'une grande compétition sportive comme la Coupe du monde de football, qui bénéficierait du support du Loto. Et pourquoi pas les jeux Olympiques ? Important pour le développement du sport français, ce Loto suscite toutefois à notre sens deux réserves : sa cherté et la présence d'une grille de hasard, certes destinée à attirer le public le plus large possible, mais qui ne s'imposait peut-être pas. Les vrais connaisseurs du sport auraient probablement préféré un Loto purement sportif. Il est vrai toutefois que les risques de matchs truqués – comme cela est arrivé en Italie et en Yougoslavie notamment – seraient diminués d'autant, une commission de l'éthique devant par ailleurs être créée afin de veiller à la régularité du jeu et des épreuves de support.

L'ENFANT GATEE DU GOUVERNEMENT

Récession et mutations industrielles obligent à faire des coupes sombres dans les principales dotations budgétaires de l'Etat. Pas dans celle de la culture, heureusement, qui demeure, le bilan sous forme d'un dossier très nourri rendu public l'atteste, une des priorités courageuses de la gauche au pouvoir. Cette priorité est manifeste, quel que soit le secteur considéré dans les neuf rapports publiés et à travers la litanie aussi sèche que révélatrice des chiffres comparatifs

PAR LUCIEN CURZI

EN effet, de toujours parente délaissée, et même accablée du budget général, la culture bénéficie, depuis 1981, des générosités de l'Etat mécène, tant en crédits qu'en initiatives de haut niveau. Avec 0,84 % du budget de l'Etat (0,5 % auparavant), elle fait mieux que se maintenir, elle progresse. L'élan initial reste donc intact, l'esprit de responsabilité, les méthodes et la finalité de l'action ayant été modifiés ou étant en passe de l'être. En un mot, le « supplément d'âme » antérieur est aboli. Si la culture n'est plus considérée comme une mise de fonds à perte, est-ce si mal ? Il s'agit d'un service public en plein essor. S'il devient créateur d'emplois capable de produire pour exporter, qui s'en plaindrait ?

« Ce qu'on appelle culture n'est pas seulement un héritage, c'est essentiellement une volonté. » Claude Mollard (1) rappelle opportunément cette idée cardinale d'André Malraux pour marquer combien les gouvernements de gauche ont consenti d'efforts et, sans discrimination, persistent dans leur volonté politique d'encourager les imaginations, diffuser les connaissances, susciter les échanges. En ce sens, estime C. Mollard, « l'Etat doit donner l'exemple ». Et aussi « investir : protéger, certes, mais aussi prévoir, soutenir, impulser. Il doit donner la priorité aux aides à la création et à la formation », sans rogner pour autant les bases de notre mémoire collective, le patrimoine et la conservation.

La culture a ceci d'important qu'elle met en appétit de savoir, de plaisir et de partage ; que de ces désirs, elle fait une force susceptible d'enclencher une prise de conscience personnelle, des interrogations et un besoin de solidarité ; la culture est unificatrice, quand elle est aussi une aspiration à découvrir, à reconnaître et à questionner. Pour juger du chemin parcouru de 1981 à 1984, examinons quelques aspects de la politique d'intérêt national soutenue en matière de culture.

Vu et non vu

Pour le spectaculaire et le long terme, il y a les chantiers, gros consommateurs d'investissements, projets poursuivis ou lancés : les musées d'Orsay, des Arts de la mode, avant le Grand Louvre, la Maison de l'Opéra à la Bastille, l'Institut du monde arabe, le Parc de la Villette, etc. Cette partie plus ou moins visible de l'action gouvernementale est soutenue par un net accroissement des dotations. Pour la musique et la danse : 1 272,44 MF (2) en 1984 (contre 560,78 MF en 1981) ; dans ce même créneau, la recherche a progressé de 18,5 MF à 60,8 MF de 1980 à 1983. Mais aussi, plus d'arrogante hiérarchie dans les musiques.

Une dizaine d'orchestres de jazz sont désormais « missionnés » (un seul en 1980). Le Printemps de Bourges est appuyé comme jamais : sa subvention a été multipliée de un à cent. Les musiques traditionnelles ont, elles aussi, leur chance : 1,5 MF en 1982 et 4,5 MF en 1984. Et le succès du Zénith, à La Villette, avec sa structure gonflable de six mille places est tel que des espaces similaires vont être construits en province en liaison avec la Datar et la Scic.

Ces ordres de grandeur, pour importants qu'ils soient, ne doivent pas cacher d'autres mesures aussi exemplaires en faveur des activités indépendantes et ponctuelles, qui touchent des publics populaires. Là, les crédits sont passés de 3,2 MF en 1980 à 17,73 MF en 1984. Complétons ce volet avec la création à Marseille d'une Ecole nationale supérieure de danse, dont héritera Roland Petit ; le lancement à Nanterre du chantier de la nouvelle Ecole de danse de l'Opéra de Paris ; la Fête de la musique le 21 juin de chaque année ; la transformation du Centre national de danse contemporaine d'Angers et de onze compagnies en centre chorégraphiques nationaux.

Avec, entre autres nominations, Jean-Pierre Vincent à la Comédie-Française, Jacques Lassalle à Strasbourg, Giorgio Strehler au Théâtre de l'Europe-Odéon (créé), le théâtre subventionné est placé en mains sûres. Quant aux compagnies dramatiques indépendantes, leurs subventions ont grossi de 27,5 MF en 1981 à 94,08 MF l'an dernier. Désormais, elles peuvent passer commande à des auteurs : 25 au total en 1984. Et le théâtre privé n'est pas en reste, dont le Fonds de soutien s'élève à 11,7 MF (5,2 en 1981).

Pour les arts plastiques, placés sous l'autorité d'une délégation inaugurée en 1982, trois cents emplois ont été créés, tandis que les budgets d'achats culminaient en 1984 à 44 MF (3,4 MF en 1981). Principales innovations : mise en place de 22 fonds régionaux d'art contemporain (F.r.a.c. : 3 000 œuvres acquises en 1983 ; dotation de 17 MF en 1984) animés par des conseillers vivant sur le terrain ; création d'un Fonds d'aide à la commande publique destiné à faire financer par les collectivités privées ou publiques des aménagements de jardins, fontaines et sculptures (9 MF en 1984) ; avec 10,7 MF en 1984, le Fonds national d'art contemporain a été triplé. En outre, 200 ateliers d'artistes ont été réhabilités, surtout à Paris où le déficit est loin d'être résorbé. Côté diffusion, notons la mise en place des C.n.a.c. de Nice (Villa Arson) et du Creusot (Cracap).

Comme la musique, la poésie, ornée d'un Grand Prix, a sa « journée » nationale. Francis Ponge, Aimé Césaire, André du Bouchet en ont été les lauréats. Le livre aussi est une priorité puisque, en trois ans, les crédits du Centre national des lettres sont passés de 55 MF à 93 MF et qu'en 1986, sera ouverte à l'Hôtel d'Avejean, la Maison des écrivains gérée par les écrivains eux-mêmes ; que la traduction, cette laissée-pour-compte, bénéficie de bourses aux traducteurs : 950 000 F en 1984 ; que la subvention sur traductions aux éditeurs passe à 850 000 F (220 000 en 1981), etc. Au surplus, P. Dumayet anime depuis un an le Comité national de lecture ; la B.p.i. a droit à des crédits doubliés ; la B.n., dont on a si longtemps déploré la sclérose des moyens, est en pleine renaissance : ses crédits d'investissements sont passés de 6 à 60 MF ; ceux de fonctionnement de 39,6 à 68 MF ; de surcroît, accroissement de 20 % des locaux prévus pour le courant de 1985, et lancement de l'informatique du Dépôt légal.

Bien que détournée par certains hypermarchés, la loi du 10 août 1981 sur le prix unique du livre a rétabli l'équilibre du marché. Le réseau des librairies traditionnelles a trouvé là un second souffle, et l'indice du prix du livre non scolaire s'est révélé, en 1984, inférieur au taux de l'inflation. L'assise ainsi donnée au livre est, en outre, confortée par le Mois du livre, qui rencontre le meilleur accueil ; la politique d'exportation de nos titres, qui commence à porter des fruits ; la consolidation du Fonds culturel, puisque les subventions sont passées de 13,3 MF à 50,6 MF en 1984. Notons aussi l'aide à la publication du « Corpus des œuvres de philosophie en langue française », l'implantation du logiciel Libra grâce à quoi les bibliothèques centrales de prêt seront reliées à un réseau automatisé.

Jack Lang, vu par Daullé.



Des monuments et des hommes

Le ballon d'oxygène donné au cinéma français s'est révélé décisif à la fois pour sa survie et pour le redémarrage de la création. Les points majeurs des mesures en cours ? Relance de l'avance sur recettes, dont les crédits sont sur la crête des 80 MF (27 MF en 1980), tandis que la commission d'attribution scindée en deux est mieux à même de freiner la concurrence entre réalisateurs chevronnés et jeunes réalisateurs ; commande publique à des réalisateurs de haute volée, tels Bresson, Chahine, Guney, Iossellani, Schlöndorff, Rivette, Wajda ; création de l'agence de court métrage susceptible d'enrayer le déclin de ce genre d'expression ; mise en place de nouveaux centres régionaux de production de films : une quarantaine de projets en instance.

Sauvetage de même envergure pour ce qui a trait aux établissements d'action culturelle menacés il y a trois ans de faillite. Les Maisons de la culture et les Centres d'action culturelle, en particulier, ont été renfloués. Leurs crédits de fonctionnement ont plus que doublé : de 75 MF (1981) à 163 MF (1984). Leur rôle est, dans la foulée, redéfini dans le sens d'une production artistique mieux comprise. Une gestion suivie est exigée, ainsi que des efforts en faveur de la création contemporaine. Dans un souci similaire sont aidés huit centres culturels de rencontre « spécialisés » en histoire médiévale, métiers d'art ou innovation technologique, installés dans des monuments prestigieux : Abbaye de Royaumont, Saline d'Arc-et-Senans, Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, etc.

Le patrimoine est un domaine à quoi est accordée la meilleure attention. Qu'on en juge. Pour les musées, dont le public a doublé en deux décennies (20 millions de visiteurs par an), les budgets ont connu une magistrale croissance : 1) dotations réservées aux personnels des musées nationaux : de 103,6 à 216,2 MF ; crédits de fonctionnement : de 25,8 à 74,2 MF ; 2) subventions allouées au musée des Arts décoratifs et au musée d'Orsay : de 5,9 à

22,4 MF ; 3) enveloppe des musées classés et contrôlés de province enrichie de sept fois la mise antérieure : elle atteint 62,5 MF au lieu de 8,7.

Recherché, le rééquilibrage avec Paris est donc apprécié comme vital, de même que les musées scientifiques et techniques sont tirés de leur marasme, les crédits étant passés de 0,3 à 6,3 MF. Mais qui dit patrimoine dit ressource humaine, celle représentée par les gardiens de musées notamment, dont le statut a été réformé en 1982, qui garantit la promotion de six cents d'entre eux : c'est satisfaire aussi à de nécessaires acquisitions : de 1981 à 1983, le budget d'achats des musées nationaux a triplé : de 23 à 74,5 MF, de sorte que les Matisse, Braque, Ingres, Jordaens sont venus compléter nos collections publiques.

Les scientifiques, faute desquels le patrimoine serait sans signification, ont vu, eux aussi, leur situation s'améliorer. Les équipes de recherche en archéologie, ethnographie et histoire ont été renforcées de trois cents personnes en 1981 et de cinq cents en 1984. Les crédits ont suivi, passés de 52,8 à 96,2 MF. La carte archéologique informatisée recensait, fin 1983, 46 000 sites, tandis que des campagnes thématiques de protection de l'architecture industrielle et technique étaient lancées : Forges de Salles à Perret (Côte-du-Nord), scierie de Lajus à Celles-sur-Plaines (Vosges), cinémas le Rex, l'Eldorado, la Cigale à Paris, navires (« le Dundee », à Paimpol).

Sauvetages et emplois

Des mesures prises, variées et en nombre, permettent de valoriser la conservation, la protection et la réutilisation des monuments. Parmi elles, citons : 80 opérations de restauration d'orgues classés sur 400 instruments protégés ; création du Centre de conservation du fort de Saint-Cyr-l'Ecole pour les fonds anciens de photographies « qui étaient en perdition afin de sauver, inventorier, restaurer les collections du ministère riches de plus d'un million de clichés remontant à 1851 (œuvres de Le Secq Baldus, Nadar, Atget) » ; achèvement de la seconde unité de la Cité des archives contemporaines à Fontainebleau ; mise en chantier à Aix du bâtiment destiné aux archives d'outre-mer ; projet de construction du premier dépôt des « archives du monde du travail » (Nord-Pas-de-Calais) ; projet de restauration du Conservatoire national d'art dramatique ; 30 000 films sur support « flamme » y compris ceux de la Cinémathèque française définitivement stockés dans les locaux ultra-modernes de Bois-d'Arcy ; déduction fiscale de 1 % du chiffre d'affaires instituée pour les entreprises en cas de versements effectués à des organismes culturels : pour 1985, le projet de loi de finances prévoit une déduction de 2 %.

Signalons enfin l'aide à la création de trois mille emplois culturels en 1982 grâce à une dotation de 200 MF. Toutes procédures confondues, y compris les créations induites par l'augmentation des subventions à des organismes culturels, les créations d'emplois étaient évaluées à 6 500 en 1981 : 750 sont venues s'ajouter en 1983.

A ce tableau éloquent, quoique restreint, greffons encore, dans le cadre du plan son, la mise en route de nouveaux produits : fabrication de disques compacts, création de logiciels musicaux et de matériels d'enregistrement numérique ; triplement des crédits du Fonds d'encouragement aux métiers d'art et relance de la création de mobiliers de bureau et de luminaires par le recours à des concours internationaux. ●

(1) « Le Mythe de Babel », Grasset.

(2) en millions de francs.

Au risque de vous déplaire

Par Fabian Gastellier



L'émission de la semaine : « la Mort aux trousses », d'Alfred Hitchcock, T.f.1. dimanche 20 janvier – 20 h 35.

Quand on a dit « la Mort aux trousses », on a tout dit. Et les images défilent : l'assassinat d'un diplomate dans le hall des Nations Unies, Cary Grand complètement pompette qui gazouille sur un banc de prison, Cary Grant encore aux prises avec un redoutable avion sulfateur. Et la vente aux enchères la plus drôle de toute l'histoire du cinéma, et la fameuse poursuite sur les monts Rushmore... Et la troublante scène d'amour d'un érotisme décent et incandescent dans le wagon-lit... Rien que des scènes d'anthologie, pour un chef d'œuvre signé Hitchcock. Avec une Eva Marie-Saint douée pour le marivaudage, et un James Mason parfait en espion cynique. Dommage que la télévision ait cru bon, une fois de plus, de nous faire saliver en v.f. ...

Martine Ducousset

VENDREDI 18 JANVIER

T.f.1. « Le Jeu de la vérité », émission de Patrick Sabatier et Rémy Grumbach. Invité : Michel Blanc – 20 h 35.

L'hypocondriaque de « Marche à l'ombre » sous le soleil des projos. Sympa.

A.2. Ciné-club. Cycle western : « les Deux Cavaliers », de John Ford – 23 h.

De l'assimilation de la culture indienne par quelques prisonniers blancs. Une œuvre grave.

F.r.3. « Histoire d'un jour », émission de Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson : 28 mai 1958, de Gaulle au pouvoir – 20 h 35.

Avec les souvenirs et les témoignages d'Olivier Guichard, Christian Pineau, Max Gallo, Gilles Perrault, René Andrieu, Henri Alleg et bien d'autres...

« I am a hotel », téléfilm de Léonard Cohen – 22 h 5.

Le poète au regard triste et à la voix chuchoteuse interprète, entre autres succès, l'immortelle « Suzanne ».

SAMEDI 19 JANVIER

T.f.1. Théâtre : « Le noir te va si bien », de Jean Marsan. Mise en scène de Jean Le Poulain – 20 h 40.

Pour se débarrasser d'un tueur de dames et d'une tueuse de messieurs, un flic cogiteur imagine de les faire se rencontrer puis s'épouser. Expéditif. Avec Maria Pacôme.

DIMANCHE 20 JANVIER

T.f.1. « La Mort aux trousses », d'Alfred Hitchcock (voir encadré).

A.2. « Clémence Aletti », série de Jacques Kirsner et Peter Kassovitz. Première partie – 19 h.

Coup de poing sur la 2. Femme flic contre motards casqués et magouilles économico-politiques. Parce que son frère, magistrat, a été froidement descendu alors qu'il s'occupait d'un dossier dangereux, l'intrépide Clémence, commissaire de son état, décide de prendre l'enquête en main. Du côté des instances supérieures, on la laisse faire. Après tout, s'il existe des kamikazes pour le casse-pipe, peu importe qu'ils portent jupons... La série « Clémence Aletti » démarre bien. Pour une fois, c'est filmé juste et fort. Rien de bien neuf du côté du scénario, déplorons-le (les premières images nous font penser avec tristesse que l'on est passé à côté d'un téléfilm flambant du genre « Juge Michel »), mais tout cela se laisse aisément suivre sur cinq semaines, ce qui n'est déjà pas si mal. Et puis Clémence, c'est Dominique Labourier. Une comédienne rare et sensible que l'on ne voit que trop rarement à l'écran, alors...

F.r.3. Cinéma de minuit : « le Kimono pourpre », de Samuel Fuller – 22 h 30.

L'assassinat d'un homosexuel qui posait volontiers en kimono ouvre les portes d'une enquête tordue et dangereuse. Un film superbe. Et sur F. Musique, à 20 h 30, Bernard Haitirk, le Concertgebouw d'Amsterdam, Chostakovitch et Wagner. Quel dimanche !

LUNDI 21 JANVIER

T.f.1. « Adieu poulet », de Pierre Granier-Deferre – 20 h 35.

Colleurs d'affiches flingueurs, élections musclées, candidats véreux : le petit monde torve de la politique décapé façon polar par Granier-Deferre. Avec les biscotaux de Lino Ventura et Victor Lanoux.

A.2. « Le Grand Echiquier », émission de Jacques Chancel. Invité : Serge Lama – 20 h 35.

Un direct de sainte Hélène ?

F.r.3. « Le Voyage fantastique », de Richard Fleischer – 20 h 35.

On injecte Raquel Welch dans le corps d'un savant malade. J'en connais beaucoup qui vont se faire porter pâles...

MARDI 22 JANVIER

T.f.1. L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau : « la Tragédie des saumons rouges », réalisation de Jacques Renoir – 21 h 35.

Les saumons rouges migrent régulièrement et au péril de leur vie vers le lieu de leurs origines. Freudien.

« Tintam'art », magazine proposé par Antoine Gallien – 22 h 35.

Le tricentenaire de Bach en compagnie notamment du claveciniste Gustav Leonhardt qui fut Jean-Sébastien dans « la Chronique d'Anna-Magdalena Bach » de Jean-Marie Straub.

A.2. « L'Armée des ombres », de Jean-Pierre Melville – 20 h 35.

Le monument cinématographique français à la gloire de la Résistance. Ne ratez pas la mort de Mathilde, alias Simone Signoret. Grandiose.

F.r.3. « Si elle dit oui je ne dis pas non », de Claude Vital – 20 h 35.

Quiproquos, malentendus et coups de cœur entre Mireille Darc et Pierre Mondy. Une heure quarante de pellicule inutile. Lisez plutôt le dernier Modiano.

MERCREDI 23 JANVIER

A.2. « L'une cuisine, l'autre pas », téléfilm de Richard Michaels – 20 h 35.

Les mésaventures d'un quinquagénaire déchiré entre son ex et sa nouvelle femme. Povero... Avec Joseph Bologna.

« Mœurs en direct » : « Profession exorciste », reportage de la T.v. suisse romande réalisé par Jean-Louis et José Roy – 22 h 10.

Satan, épouvantail moyenâgeux ou réalité troublante ?

JEUDI 24 JANVIER

T.f.1. « Infovision », magazine de la rédaction de T.f.1. : « Ethiopie état d'urgence » – 21 h 35.

« Etoiles à la une » : « Un nommé La Rocca », de Jean Becker – 23 h 05.

Des truands fatigués, des récidivistes enragés. L'univers de José Giovanni avec les gueules burinées de Belmondo-le-brun et Vaneck-le-blond.

A.2. « Carte de presse », émission d'Hervé Chabalier et Michel Honorin : « Quand le soleil se lève à l'Ouest » – 21 h 35.

Le réveil des Chinois. Tout un programme.

CANAL PLUS : LES FILMS DE JANVIER

« Pixote ou la loi du plus faible », d'Hector Babenco. Diffusion le 19/1 - 0 h 10.

Survivre à dix ans dans la jungle des villes brésiliennes. « Los Olvidados » version 1980.

« La Truite », de Joseph Losey. Diffusion le 20/1 - 0 h 25.

Apologie du mensonge, de la nonchalance et du sex appeal selon Roger Vailland. La leçon a été pesamment reçue par Joseph Losey et Isabelle Huppert.

« La Femme tatouée », de Yoichi Takabayashi. Diffusion le 18/1 - 9 h.

La tradition du tatouage au Japon et l'itinéraire féminin de la soumission à la douleur. Erotisme sado-maso à la Oshima. Troublant.

« Clara et les chics types », de Jacques Monnet. Diffusion les 18/1 - 14 h ; 20/1 - 22 h 35 ; 21/1 - 9 h.

Une virée de provinciaux à Paris. Le ton sympa de l'équipe du « Splendid », plus le charme d'Isabelle Adjani.

« La Justice des hommes », de Georges Stevens. Diffusion les 18/1 - 15 h 40 ; 22/1 - 14 h ; 24/1 - 11 h.

Jean Arthur en logeuse enseignante, Ronald Colman en prof de droit et Cary Grant en incendiaire dans une charmante comédie hollywoodienne.

« Meurtre par décret », de Bob Clark. Diffusion les 19/1 - 9 h ; 21/1 -10 h 45 ; 27/1 - 29/1 et 30/1 horaires non précisés.

Sherlock Holmes contre Jack l'Eventreur dans le brouillard londonien. Avec Christopher Plummer, James Mason et Donald Sutherland.

« Meurtre d'un bookmaker chinois », de John Cassavetes. Diffusion les 19/1 - 10 h 50 ; 24/1 - 15 h 45 et 26/1 horaire non précisé.

La dérive d'un tenancier de boîte de nuit et sa mort à l'aube de Chinatown. Un film-puzzle unique, génial et grandiose. Avec un Ben Gazzara fascinant. Ouelle en sera la version présentée ?

« Emmanuelle IV », de Francis Leroi. Diffusion les 19/1 - 23 h ; 21/1 -14 h ; 25/1 - 4 h 10.

Sylvia Kristel, jugée trop vieille, est définitivement out et remplacée par une nymphette de dix-sept printemps, Mya Nigren. Le tout en relief.

« Survivance », de Jeff Liebermann. Diffusion les 19/1 - 2 h 10 ; 23/1 -0 h 05 ; 25/1 - 23 h 40.

Comment échapper aux jumeaux fous ? Avec George Kennedy.

« Girls, girls, girls », de Norman Taurog. Diffusion les 19/1 - 3 h 40 ; 22/1 - 1 h 20 ; 25/1 - 16 h 05 ; 29/1 et 31/1 horaires non précisés.

Elvis Presley sur un bateau de pêche. Le croirez-vous ? Il chante !

« La Banquière », de Francis Girod. Diffusion les 20/1 - 10 h 55 ; 25/1 -14 h ; 27/1 et 28/1 horaires non précisés.

La gloire et la décadence de Marthe Hanau, banquière escroc de l'entre-deux-guerres. Loin d'être le meilleur film de Francis Girod, mais Romy Schneider demeure étonnante et Jean Carmet fabuleux.

« Le Dernier Nabab », d'Elia Kazan. Diffusion les 20/1 - 20 h 30 ; 24/1 -22 h 05 ; 25/1 - 1 h 15 ; 26/1, 31/1 et 2/2 horaires non précisés.

Apogée et chute d'un caïd du cinéma américain. Une adaptation inspirée du roman de Fitzgerald avec un quatuor exceptionnel : de Niro, Curtis, Mitchum et Nicholson. V.f. ou V.o. ?

« Le Grand Pardon », d'Alexandre Arcady. Diffusion les 22/1 - 20 h 30 ; 24/1 - 8 h 50 ; 27/1 ; 1/2 ; 3/2 et 4/2 horaires non précisés.

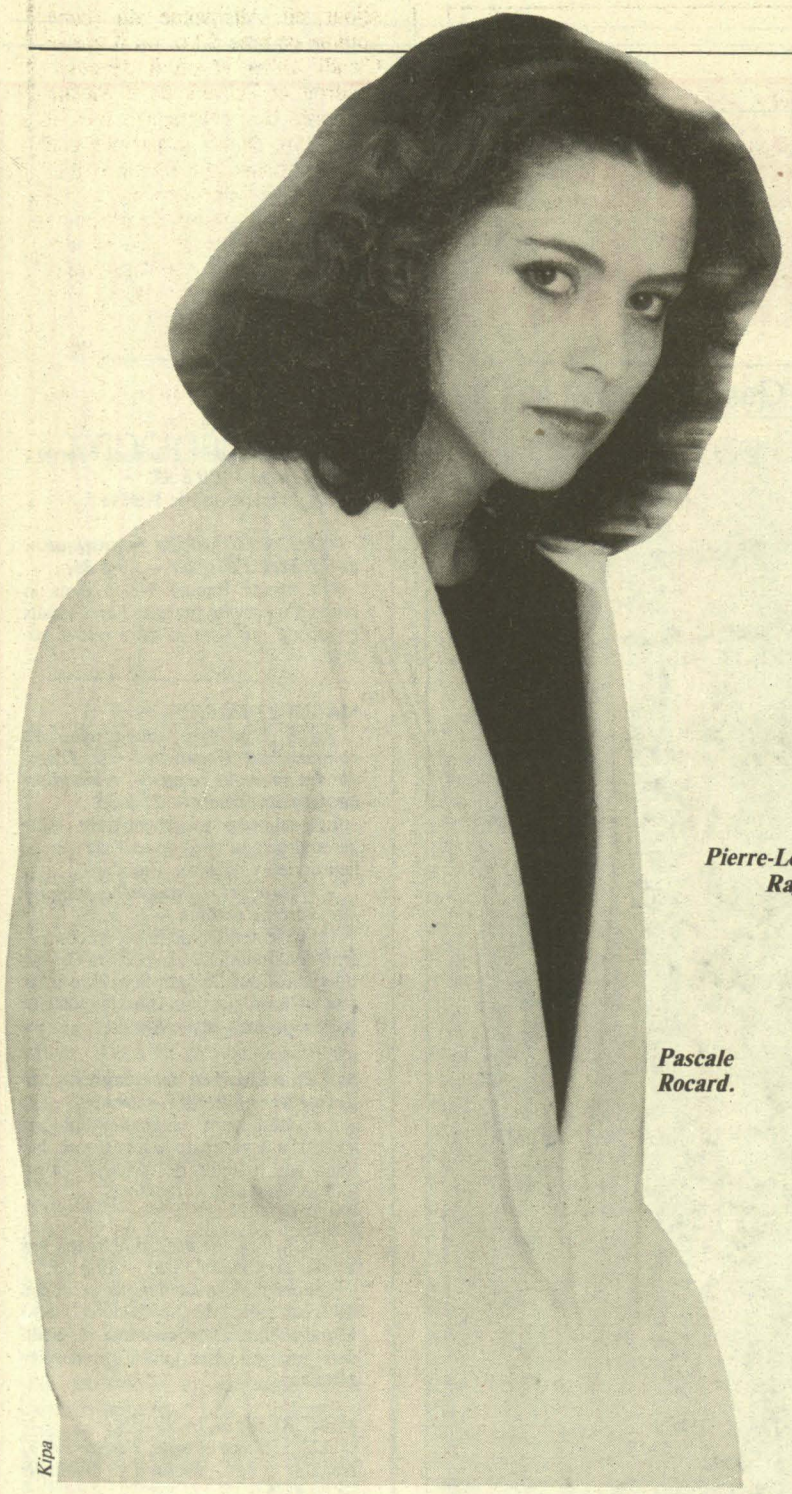
Un parrain juif pied-noir, son clan, sa loi. La Mafia version couscous. Avec Roger Hanin, Clio Goldsmith, Richard Berry, Anny Duperey, Bernard Giraudeau, Richard Bohringer et les autres. Beaucoup d'acteurs pour pas grand-chose.

« L'Ombre rouge », de Jean-Louis Comolli. Diffusion les 22/1 - 22 h 45 ; 24/1 - 14 h ; 25/1 - 9 h.

Amour et rivalités politico-passionnées pendant la guerre d'Espagne. Lourd malgré Claude Brasseur et Jacques Dutronc.

« Je sais que tu sais », d'Alberto Sordi - Diffusion les 24/1 - 20 h 30 ; 26/1 ; 28/1 ; 3/2 ; 5/2 et 6/2 horaires non précisés.

Mari jaloux contre épouse volage. Sordi...de.

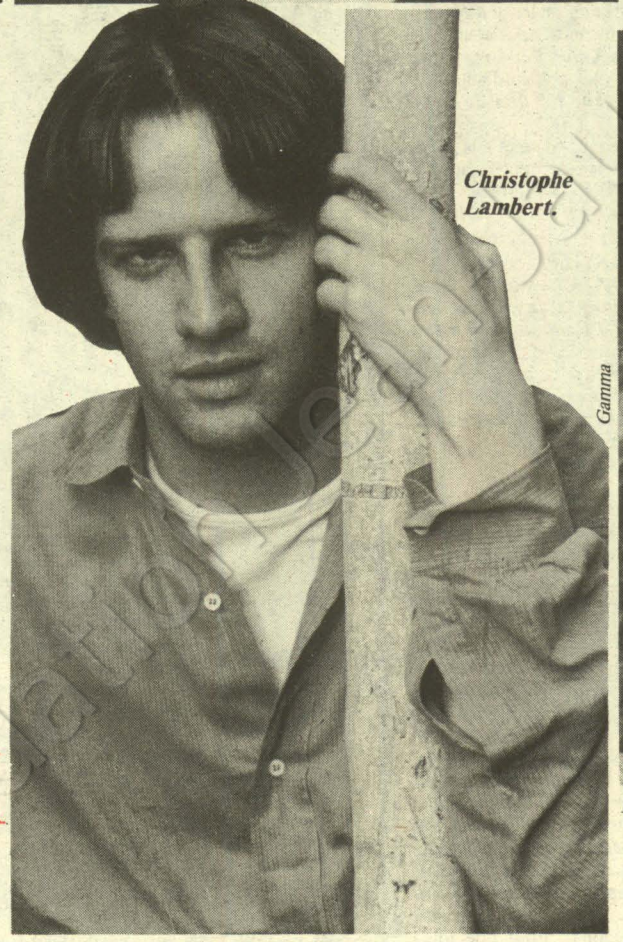


Kipa

Pascale Rocard.

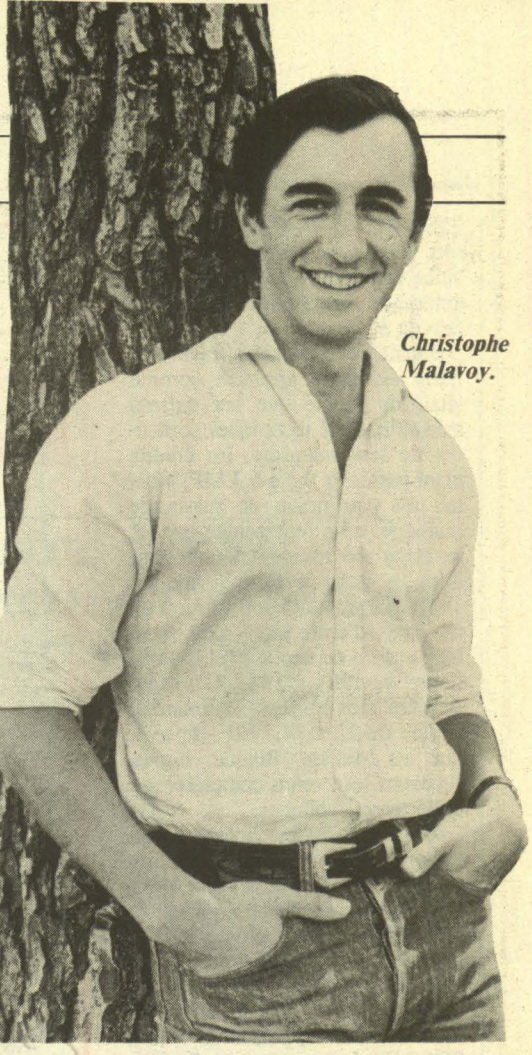


Pierre-Loup Rajot.



Christophe Lambert.

Gamma



Kipa

Christophe Malavoy.



Emmanuelle Béart.

COMEDIENS: TOUT NOUVEAUX TOUT BEAUX

Non, nous ne serons jamais lassés des Depardieu, Piccoli, Deneuve ou Noiret... Mais la cuvée 85 des jeunes comédiens est une superbe moisson de talents en tout genre avec les Rajot, Malavoy, Lambert, Béart et Rocard

PAR FABIAN GASTELLIER

LA relève ? L'expression est rude. Militaire d'aspect, elle vous a un parfum expéditif de cimetière dont on se passerait bien. Pourtant, d'évidence, ça bouge à l'horizon du cinéma. L'écran mue. Des visages ont apparu, qui ont d'ores et déjà imprimé les mémoires. Faut avouer que c'est pas un mal. Non que l'on soit à tout jamais lassé de la violence de Depardieu, de la bonhomie de Noiret, de la blondeur géniale de Deneuve ou du charme flou de Birkin, mais à toujours prendre les mêmes pour recommencer on finissait par vivre en famille entre le cousin Marielle et la belle-sœur Huppert sans plus jamais réellement s'étonner.

Ce qui est vache. C'est vrai. Parce que la composition hallucinante, par exemple, d'un Michel Piccoli en joueur d'échecs tout à la fois sourd et soviétique dans « La Diagonale du fou » de Richard Dembo pourrait suffire au bonheur du cinéphile. Mais les vampires qui sommeillent en nous sont ainsi faits, l'apport de sang frais leur est indispensable. En plus, tout cela participa d'une question de crédibilité. Mieux vaut faire jouer les jeunes par des jeunes si l'on veut éviter le ridicule. L'époque de Marie Bell dans « Phèdre » et de Bo Derek en pure et frêle adolescente ferait bien d'être révolue.

Mais de toutes les chrysalides qui passent papillons, pas mal se brûleront les ailes. Quand ce n'est pas déjà fait. Valérie Kaprisky possédait une étrangeté prometteuse. Cataloguée en trois films dans les nudités boudeuses, quel peut être son avenir ? C'est le même type de risque qui menace un Richard Anconina. Non qu'il offre trop son torse aux caméras, mais parce qu'on ne voit de lui qu'une seule face ; de « Tchao pantin » à « Paroles et musique », c'est un personnage déjà figé qui passe sur l'écran.

Alors les autres ? La belle cuvée 85, les Pierre-Loup Rajot, Christophe Malavoy, Christophe Lambert, Emmanuelle Béart et Pascale Rocard, superbe moisson de talents en tout genre, que vont-ils devenir ? Cinq noms pour un renouveau, cinq comédiens pour un pari sur le futur, ce n'est pas viser trop haut. Et ces cinq-là sont des grands en puissance. A l'image de leur génération, ils se ressemblent. Les garçons sont plus attachants que réellement séduisants (inutile de chercher Shepard ici, faut partir rêver aux States), et les filles ont des grâces de Lolitas inachevées au regard bleu perdu. Mais qu'on ne se méprenne pas : ce sont des fortiches. Pour preuve le Tarzan de Lambert : de la haute voltige. Ou bien l'étudiant timide et zonard de Rajot dans « Souvenirs, souvenirs » : de la dentelle. Ou bien, encore, la folie perverse d'Emmanuelle Béart dans « Raison perdue » sur Antenne 2. On pourrait multiplier les exemples et, pourtant, leurs carrières sont encore modestes.

Eux aussi d'ailleurs. Ce qui caractérise cette nouvelle vague de comédiens, c'est une certaine sagesse. Un art de l'attente raisonnée. « Il faut se dire que les choses avancent comme elles doivent avancer, explique Pascale Rocard. C'est la voie de l'équilibre. Moi, je joue depuis toujours, mais cela fait cinq années surtout que les choses s'enchaînent avec un réel bonheur. Eh bien, c'est ainsi, voilà. » Une force ? « Nous sommes peut-être plus lucides, poursuit-elle, et cela permet de mieux vivre ce métier. On se sent moins entamé par les vagues de succès lorsqu'elles arrivent que ne l'étaient sans doute nos aînés. On fait attention. On ne se dit jamais que c'est gagné. »

On croirait entendre Pierre-Loup Rajot, le petit Lyonnais monté à Paris à dix-huit ans et qui découvrait tout à la fois la vie de la capitale, « Little big man » au cinéma et les cours Florent : « J'ai mis des années avant de comprendre ce que je voulais faire, raconte-t-il. Et puis ça démarre tout d'un coup. Alors là : gaffe ! Gaffe à ne pas se bercer d'illusions qui feraient oublier les réelles motivations du départ. Pourquoi je suis acteur ? Pour créer, trouver quelque chose en moi. Le jour où ce que je ferai ne m'appartiendra plus vraiment, où je ne serai plus vraiment sincère, ce sera fini pour moi. Et c'est ça que j'essaie d'éviter. Business pour business et tu vas au suicide... »

Sont-ils seuls responsables ? Ne leur fabrique-t-on pas tout un réseau de pièges grâce simplement à une désolante absence de rôles dans le cinéma français ? Pour les stars, déjà, entre les durs de polars et les femmes libérées des nouvelles french comédies, c'est pas la joie... Les rôles, c'est évidemment ce dont ils rêvent tous : « Le beau rôle, c'est le rôle qui me surprendrait, estime Pierre-Loup Rajot. Le rôle qui me ferait comprendre qu'on ne m'a collé aucune étiquette, qu'on me demande d'être différent. »

Dur, dur... A voir une Maruschka Detmers passer des flamboiements de « la Pirate » au toc du « Serpent à plumes », on peut s'interroger sur les offres qui leur sont faites. C'est que l'on attend encore de vrais grands rôles pour ces nouveaux venus. Godard tourne avec Nathalie Baye et Johnny Halliday, Christophe Malavoy est sous-employé depuis des années... Pour l'instant, c'est vrai, ça boume pour eux. Malavoy et Rajot préparent le prochain film de Gérard Vergez, une superbe histoire d'amitié, d'espionnage et de trahison sur fond d'Occupation ; Emmanuelle Béart s'apprête à s'envoler vers l'Amérique retrouver rien moins que Robert Altman, et Pascale Rocard termine le tournage de « Police », le dernier Pialat. Espérons que « Greystoke » n'aura pas été l'exception dans la carrière encore à venir de Lambert.

Pessimisme ? Optimisme ? « Je crois qu'on entre dans une ère où les cinéastes vont faire travailler les nouvelles têtes et moins imposer les vedettes, estime Pierre-Loup Rajot. Je pressens cela. Une explosion d'acteurs. Et j'ai envie de le vivre ». Et s'il avait raison ? ●

Droits réservés à l'Unité

La chronique littéraire de Claude Glayman



GLISSEMENTS PROGRESSIFS VERS L'AUTOBIOGRAPHIE

**** Alain Robbe-Grillet : « Le miroir qui revient » — les Éditions de Minuit.***

Quand le pape du « nouveau roman » se laisse aller à la confidence, intime, on subodore les réactions. Là éclate un gros rire rare, méprisant : « Quoi, le fossoyeur de la fiction s'apitoie sur papa, maman ! » Ici pavoise l'éloge des thuriféraires : « Quel rusé, notre Alain, même quand il se met en scène, le labyrinthe est respecté ! » Qu'il soit permis au critique d'échapper à l'étau des manichéismes, d'aimer le roman traditionnel y compris actuel et d'avoir plus que de l'estime pour celui qui, homme et écrivain, a voulu rompre avec la coutume, préconiser la difficulté parce qu'il visait la nouveauté. Eclectique, le critique ? Peut-être, s'il ne se résout pas à excommunier un genre au nom d'un autre, et si tantôt il se passionne pour l'un, tantôt pour l'autre ! C'est ainsi et c'est tant mieux !

D'ailleurs ne voilà-t-il pas que Robbe-Grillet vend lui-même la mèche en déclarant : « Je n'ai jamais parlé d'autre chose que de moi. » Coucou, Rousseau ! s'exclame l'admirateur de Diderot et de « Jacques le Fataliste », ce puzzle prophétique et brisé qui, selon Robbe-Grillet, sonne le premier âge du roman, lorsque l'auteur ne se prenait pas encore pour Dieu, comme Balzac, romancier du second âge, qui a prétendu maîtriser totalement sa création. Robbe-Grillet remarque que Dieu étant mort au XIXe siècle, c'est le romancier qui a pris sa place, avec passé simple, narration linéaire dans la chronologie, et confection infaillible des personnages. Or, tout au contraire, la littérature serait représentation impossible et le « nouveau roman » d'être présenté comme une lutte interne, engagée pour vaincre l'impossible. On conçoit que, pour un artiste de ce bord la confession de souvenirs ne soit pas aussi évidente qu'elle l'est pour un adepte des règles communes du récit. D'autant que la fiction, toujours d'après Robbe-Grillet, est jugée plus sincère que l'aveu pur et simple, épreuve à laquelle sont désormais confrontés tous les auteurs pour peu qu'on leur reconnaisse un minimum de notoriété. Ils écrivent leurs souvenirs, alors qu'ils devraient s'en tenir à des fictions.

Est-ce pour cela que dans « Le miroir qui revient » on devine Robbe-Grillet mal à l'aise ? Il s'excuse sans cesse de ne pas enfreindre le jeu de la nostalgie du passé et celui de la sentimentalité qu'il enfreint pourtant, par la ruse, le piège, mais aussi par l'excuse (peu convaincante quoique répétée). Pardon, je me raconte ! Du coup voici privilégié un soi-disant ami mystérieux du père, un certain comte Henri de Corinthe. Vrai ou faux, ce dernier que l'auteur traite en personnage, objet de descriptions, disparaissant à la fin du volume comme dans un bon vieux roman (pour mieux égarer sans doute) ! Robbe-Grillet ne casse-t-il pas le récit familial au moment où on s'y attend le moins, n'affiche-t-il pas son embarras à faire comme les copains de la corporation, ne mélange-t-il pas ce que lui lègue sa mémoire en combinant souvenirs familiaux, flashes plus récents portant sur la vie conjugale, les voyages et développements sur l'œuvre, sa genèse, ses influences, en sortant de son chapeau à multiples fonds des gros plans nus, secs, écrasants qui éclairent sur les fondements de son caractère. Au début, le procédé ravit, on s'en lasse ensuite — n'y a-t-il pas quelque gratuité dans le principe ? — et à mesure que l'ouvrage s'achemine vers sa fin, on est repris, repiqué comme si la longue distance se révélait être la condition du fonctionnement général. Au total on ne réprime pas une certaine perplexité : au lecteur de choisir ! Pour ma part je ne sais ; frustré à certains égards, comblé à d'autres, en définitive me rendant à l'auteur comme on se rend à un ennemi aux multiples facettes.

LISEZ AUSSI :

**** Claude Ollier : « Cahiers d'écolier » — « la Vie sur Epsilon » Flammarion, coll. « Textes » — 2 vol.***

Journal de bord des années de jeunesse consigné sur un cahier quadrillé, quant à la « Vie sur Epsilon » ce pourrait être un roman de science-fiction qui permettrait de vérifier des réactions humaines et pas seulement. Par le « nouveau romancier » de la « Mise en scène ».

**** Jean-Paul Chabrier : « Un père » — Editions de Minuit.***

Comment l'écriture invente de toutes pièces un personnage et pourquoi pas un père ! Typique de certaines préoccupations.

**** Charles Bukowski : « Souvenirs d'un pas grand-chose » — Grasset.***

L'autobiographie, si on peut dire, de l'auteur des « Contes de la folie ordinaire ». Pas grand-chose précisément à voir avec le « nouveau roman », mais qu'on peut voir chaque soir vers 23 heures, sur F.r.3. Un personnage pour le moins !

**** Arthur Silent : « Mémoires minuscules » — Flammarion, coll. « Textes ».***

Les vies parallèles d'un « moi » introuvable, incernable. Curieux texte, farfelu pour simplifier, par un curieux auteur. A découvrir.

**** Alain Roger : « Proust les plaisirs et les noms » — Denoël, coll. « l'Infini ».***

Y a-t-il une alchimie des noms propres dans « la Recherche du temps perdu » ? Mais que ne vont-ils pas trouver, ces chercheurs !

**** Eric Marty : « l'Ecriture du jour ». « Le Journal d'André Gide » — Seuil.***

Que signifie le fameux « Journal » de Gide, sur le plan éthique, littéraire, du point de vue de l'authenticité ou non d'un être ? Tenir un journal est le seul point commun à tous ceux qui en tiennent.

Robbe-Grillet ne devrait pas détester ce genre de désappointement, lui qui confie avoir un goût très particulier, intime même pour les mises en scène (mise en scène dans les romans, mais également dans les films). C'est que contrairement à ce que Roland Barthes (l'un de ses meilleurs amis) a vu chez lui, il n'est pas seulement l'homme des choses, des objets, le « chosiste », mais également celui des monstres et de leur agencement, de toute une dramaturgie personnelle. Aux lecteurs précurseurs des « Gommes » (1953) du « Voyeur » (1955) qui, en quelque sorte, n'envisageaient que l'écrivain matérialiste, il rappelle cette autre dimension qui a pu en effet frapper ensuite et pourquoi pas embarrasser en un premier temps avec « l'Année dernière à Marienbad » (1961), pour paraître ensuite une acquisition avec par exemple « Projet pour une révolution à New York » (1970) et un véritable bonheur avec « Topologie d'une cité fantôme » (1976). Cette dimension « fantastique » (le terme n'est sans doute pas pleinement exact, ni conforme aux préoccupations de l'auteur), celle qui doit déplaire aux meilleurs tenants du roman traditionnel, Robbe-Grillet montre bien dans « Le miroir qui revient » qu'elle a été alimentée par de nombreux épisodes de sa vie personnelle, de sa biographie. L'imagination a puisé aux rayons des aventures de la famille, du jeune homme, des comparses croisés au long de plusieurs décennies. Et ce n'est pas l'un des moindres mérites de ce livre que de fournir aussi plusieurs points de repères, intéressants pour comprendre la formation intellectuelle de l'écrivain, même si, à mon sens, le décousu qui caractérise la manière dont on les a rapportés s'apparente plus à une incapacité à tisser des liens étroits qu'à une stratégie quelconque vis-à-vis du lecteur. De ce point de vue, on peut même se demander si Robbe-Grillet a eu raison de se livrer, fût-ce partiellement !

Quoi qu'il en soit nous la découvrons, dans toutes ses nuances, cette famille bretonne, peuplée d'ancêtres marins et de douaniers de bord de mer, transplantée à Paris dans l'entre-deux guerres et au début de l'Occupation, caractérisée par un anarchisme de droite (qui fait un peu songer à celui de Céline), dont se détachent les deux figures singulières et choyées du père et de la mère. Capital est le séjour en Allemagne du jeune homme comme S.t.o. où il croise Claude Ollier et où il découvre l'endroit et l'envers de la vitrine totalitaire du nazisme (in fine, il vaut mieux choisir la pagaille que le totalitarisme, dit Robbe-Grillet qui souligne fort bien que le nazisme, à cinq années de distance, s'est effondré aussi irrévocablement que la Troisième République française. Comme quoi les constructions apparemment les plus solides et les plus invulnérables...)

Privilégiant d'autres instants de son existence, « les instants principaux », du type accident d'avion, Robbe-Grillet distingue tout particulièrement ce qu'il appelle son « étrangeté », tout comme il insiste sur le rôle et la genèse de l'humour dans sa personnalité, esquisse plus qu'il n'approfondit ce qu'il nomme sa perversité, qui apparaît plus comme une envie diabolique que comme une vérité bien établie. « Le réel, note-t-il, commence quand le sens vacille », d'où l'importance de cette étrangeté qui dans les romans a engendré sa fameuse « objectivité ». Robbe-Grillet consacre plusieurs pages à démontrer l'influence que « l'Etranger » de Camus et « la Nausée » de Sartre ont eu sur le déclenchement de son œuvre.

Historiquement, on s'en serait douté, thématiquement le rôle de la contingence à la Husserl fait désormais un peu rétro et rabâché... même si, par la suite, Dostoïevski a pris le relais. Il reste que ce rappel de la matrice, si on le compare aux destinées littéraires du groupe de ceux qu'on appelle les écrivains du « nouveau roman » (Marguerite Duras, Nathalie Sarraute, Michel Butor, Robert Pinget, Claude Simon, etc.), souligne la diversité de « l'Ecole ». Point d'académisme dans cet ensemble, au contraire une totale liberté qui a épousé les préoccupations et les inclinations de chacun. N'est-il pas remarquable qu'à l'heure où Marguerite Duras triomphe avec « l'Amant », Alain Robbe-Grillet donne « Le miroir qui revient ». L'un, l'autre, tous ont compté et ils comptent tous, par-delà les réserves. Et dans cette permanence c'est un peu les Editions de Minuit qui triomphent. Ce fut le cas à la fin de 1984, au début de 1985 pas surprenant que l'enfant prodige de la maison se raconte par bribes. Il n'y a ni hasard ni stagnation de ce côté-ci, l'un des côtés vivants de la littérature française. N'en déplaise aux grincheux qui méconnaissent que le roman, comme le reste, est et doit être pluraliste.

Sipa-presse



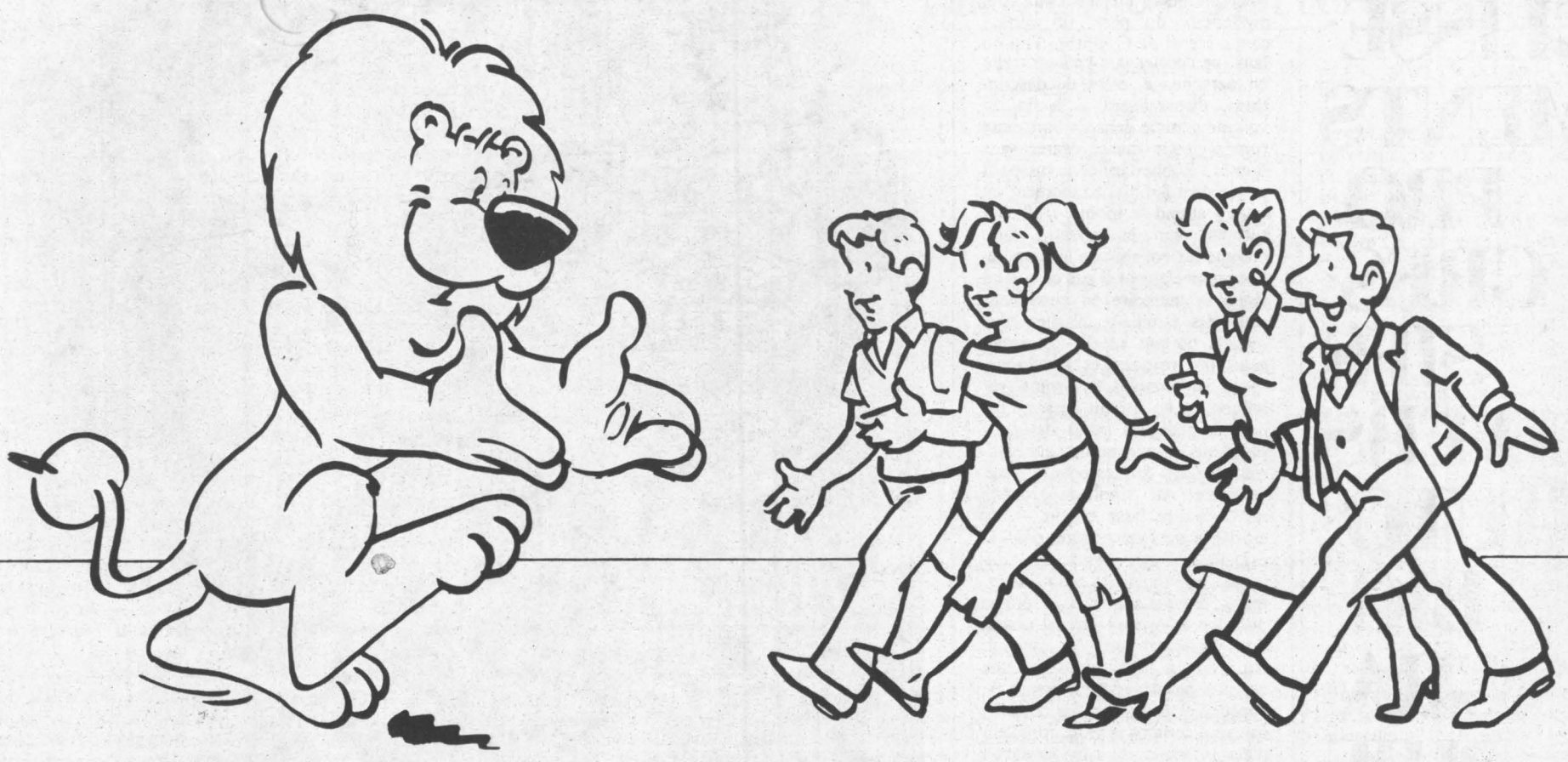
Alain Robbe-Grillet

CREDIT LYONNAIS

Dans la vie, il est nécessaire d'avoir un bon partenaire.
Le Crédit Lyonnais peut être ce partenaire solide et avisé,
qui vous conseillera utilement et rapidement,
quel que soit votre problème.
Choisissez le Crédit Lyonnais, vous aurez un lion pour partenaire.

CL **CREDIT LYONNAIS**

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR



CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

20, avenue Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ∅705.94.39

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (195 F)***

★ ***abonnement d'un an (290 F)***

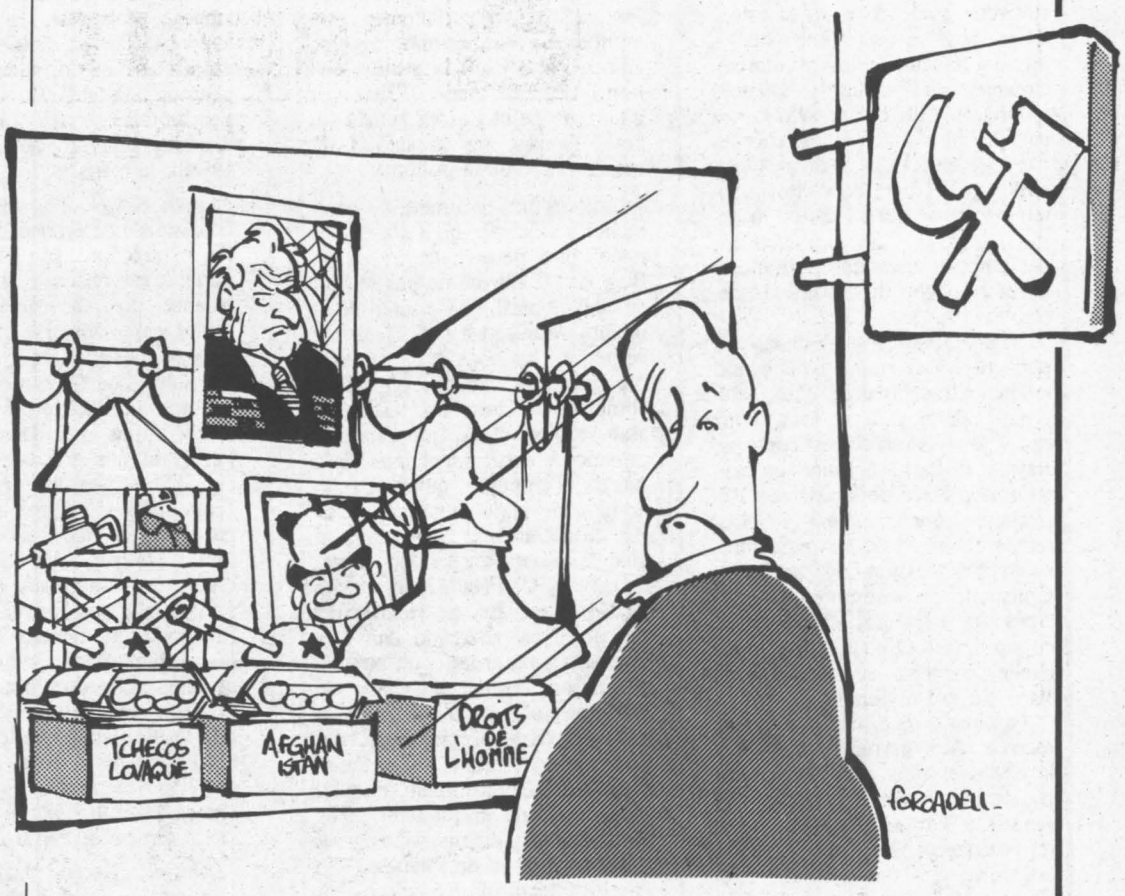
☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.



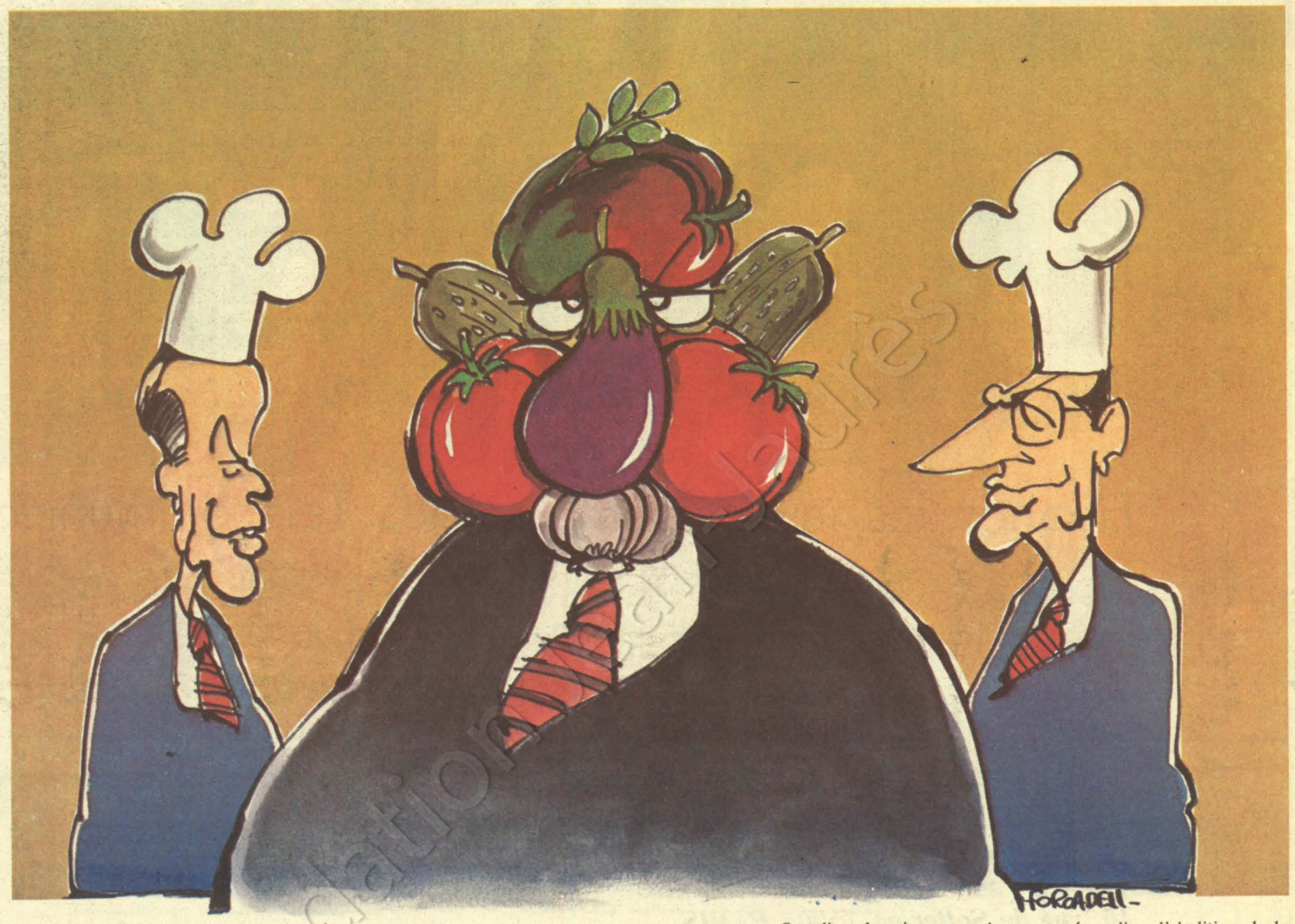
Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

A DROITE TOUTE

RAYMOND BARRE... SANS MASQUE

L'ancien Premier ministre et « meilleur économiste » de France aime jouer les « nounours » affables et décontractés. C'est en fait un politicien cynique et farouchement conservateur

PAR MARTINE DUCOUSSET



RAYMOND l'angélique, sur son petit nuage. Raymond l'apôtre, à sa vertu tout entier attaché. Encore un peu, et on le béatifierait, ce saint homme. Cet ascète qu'incommodent tant les vapeurs pestilentielles de la cuisine politicienne. La ratatouille, comme il dit. Lui ne mange pas de ce frichti-là, lui est à part. Loin des marmites, loin du ragoût. Ailleurs. Là où tout baigne dans la grandeur et dans la dignité.

C'est fascinant, le portrait qu'arrive à dresser de lui-même Raymond Barre, à coup de petites phrases et de mots persifleurs. L'ex-Premier ministre de Giscard, quand il se sert la soupe, n'hésite pas à s'en mettre plein la lampe. Il s'aime, il est content de lui et s'offre béatement à l'admiration des foules. Sur tous les modes, à toutes les sauces.

Satisfait : « Moi j'ai fait ce que j'ai cru devoir faire et que je serais content de voir un jour les autres faire. » (T.f.1, mars 1981). Péremptoire : « Je ne crois pas aux programmes. C'est bon pour les élections et pour les gobe-mouches. » (Club de la presse d'Europe n° 1, septembre 1982). Déterminé : « Je n'ai pas l'habitude de mâcher mes mots. » (Bordeaux, novembre 1982). Pur et dur : « Je ne suis pas un pêcheur de voix comme on pêche les moules. » (Juan-les-Pins, septembre 1982.)

Et surtout, surtout, ermite dans l'âme. L'homme n'en finit plus de cultiver son rôle d'Alceste : « Cow-boy, je regarde le chemin où se pressent de très nombreux cavaliers » (à l'institut des Sciences politiques novembre 1982). Ou bien : « Je n'aime pas marcher au pas, être encadré. (...) Je suis tout seul. » (« L'Heure de vérité », Antenne 2, novembre 1984). Ou encore : « Je suis un extraterrestre par rapport au monde politique. » (« La Dépêche du Midi », 13 décembre 1984).

Applaudissez, fermez le ban. La perfection à ce point, c'est quand même extraordinaire ! Fier, intègre, loyal, et tout et tout. Pour ceux qui n'auraient pas compris, Raymond Barre enfonce le clou dans la préface de son livre « Réflexions pour demain » : « Les temps que nous vivons requièrent, selon l'expression de Benjamin Constant, des « hommes de principes » plus que des « hommes de circonstances (1). » Devinez dans quelle catégorie se classe notre Barre-Bayard national...

Fascinant, on vous disait. Et ça marche. Aux dernières nouvelles, le chevalier sans peur et sans reproche surclassait une fois de plus ses rivaux Chirac et Giscard dans les sondages, avec une cote de popularité aux alentours de 45 %. Et si les hommes politiques comme les observateurs commencent à se gausser d'un homme à l'évidence plongé jusqu'au cou dans le « margouillis » politicien qu'il dénonce, les électeurs de droite, eux, s'en laissent encore conter.

C'est que Raymond Barre, avec son humour tout neuf – quand il jouait au professeur, c'était tout sauf rigolo –, avec son sens de la formule, et cet air patelin qui lui donne des allures de tonton bienveillant, est parvenu, jusqu'à présent, à tromper parfaitement son monde. A peaufiner une image de grand libéral dont la seule ambition serait de servir l'Etat. Et d'homme politique qui jamais, au grand jamais, ne se salirait les mains à faire de la politique.

Aujourd'hui, pourtant, ça commence à se savoir, qu'il n'a pas les mains plus nettes que les autres. Bien sûr, il affirme ne pas se voir en chef de parti : « Ce serait désopilant », ironise-t-il (« L'Heure de vérité, Antenne 2, novembre 1984). N'empêche qu'il peut compter sur tout un réseau – associations, clubs, journaux de province – entièrement acquis à sa cause. N'empêche qu'un certain nombre de parlementaires C.d.s., P.r. et même R.p.r. ne se cachent plus de rouler pour lui. Les barristes du P.r., Charles Millon, député de l'Ain, en tête, ne viennent-ils pas de créer, au grand dam des giscardiens du groupe, un bulletin de liaison destiné aux fans de l'homme sans parti (2) ? Si ça n'est pas de la politique, ça en a diablement le goût... L'extraterrestre s'est définitivement mouillé. Mais le libéral grand teint, dans bon nombre d'esprits, vit encore. Parce qu'il parle de tolérance, on le croit tolérant. Parce qu'il joue à merveille de son côté nounours, on le pense décrispé. Parce qu'il s'avoue gourmand et bon vivant, on l'imagine affable et généreux. Eh bien, on a tout faux. Il y a tromperie sur la marchandise.

Raymond Barre, un libéral ? C'est à mourir de rire. Nounours est sans doute plus conservateur qu'un Chirac desservi par cette image de dur qu'il n'arrive pas à contrôler. Le président du R.p.r. zigzague, raconte n'importe quoi, commet d'incroyables écarts de langage. Mais c'est, souvent, l'affolement qui le fait dérailler. Chirac a peur de Le Pen, peur de Barre, peur de Giscard. Et, il finit par s'embrouiller. Sa ligne de conduite, il la trace au jour le jour. Suivant la menace.

Rien de tel chez le « meilleur économiste de France ». Raymond Barre, ou la force placide. Quand il parle, c'est raisonné, « pesé à la balance du pharmacien » (Marseille, septembre 1982). Disons, pour paraphraser Benjamin Constant, que Chirac est, parfois, un traditionnaliste de circonstance, tandis que Barre est, toujours, un conservateur par principe. Plus que son programme économique – en gros, favoriser le redressement national, en libérant tout : les prix, les changes, le crédit, les entreprises –, c'est la société telle que l'envisage le cher Raymond qui permet de démasquer le bonhomme. Lui qui n'a pas de mots assez durs pour pourfendre les « reaganillons » bavards de l'opposition aime que le président des Etats-Unis ait remis au goût du jour les increvables valeurs de « travail, famille, patrie » qui ont fait la force d'un certain Occident.

Un jour, Ronald Reagan a dit à son peuple : « La grandeur est devant nous. » Pour Raymond Barre, qui s'exprimait en septembre 1984 devant les jeunes démocrates-sociaux à Confolans (Puy-de-Dôme), c'est la voix du ciel. « Le langage qui a secoué l'Amérique. Le président des Etats-Unis s'est donné comme mot d'ordre : « America is back. » Pourquoi ne dirions-nous pas aussi : il faut que la France soit de retour ? »

Une France travailleuse et épargneuse : « On dira demain que c'est Guizot qui parle, mais je le dis : la France a besoin que les Français s'enrichissent par le travail et par l'épargne (...) Il faut mettre les Français en état de concurrence, et je ne parle pas seulement des entreprises » (Toulouse, le 13 décembre 1984).

Une France où les cadres au chômage « feraient bien de créer leurs entreprises plutôt que de se limiter à toucher les allocations chômage ». (Club de la presse d'Europe n° 1, septembre 1982). Une France dont les entreprises auraient toute liberté pour « ajuster leurs effectifs » aux aléas du marché (« Réflexions pour demain »). Toute liberté – c'est écrit entre les lignes, et dans les lignes – pour licencier.

C'est, ni plus ni moins, la loi de la jungle. La fortune qui sourit aux audacieux calculateurs, dans une société fondée sur un ordre moral qui a déjà fait ses preuves. Raymond Barre et les femmes : « Je souhaite aux femmes de ressembler à Mme Thatcher qui gouverne son pays comme un homme tout en étant une femme. » (Bordeaux, devant l'association « Dialogue des villes de France », octobre 1984). Raymond Barre et l'avortement : « Le problème est réglé. » Mais dommage que le remboursement par la Sécurité sociale ne soit pas « réservé aux cas de détresse ». (« L'Heure de vérité », Antenne 2, novembre 1984).

Raymond Barre et la justice : « La politique du gouvernement a suscité chez les Français un climat d'inquiétude. » Et quoi de plus normal quand on se rappelle « l'extension stupéfiante de la loi d'amnistie au lendemain de l'élection présidentielle, les critiques injustes du ministre de l'Intérieur contre la police, l'abolition de la peine de mort contre la grande majorité de l'opinion publique, l'abrogation de la loi Sécurité et liberté, les déclarations officielles empreintes d'indulgence en matière pénale ! Comment, dans un tel contexte, l'opinion ne réagirait-elle pas avec force, et parfois de façon excessive, à de graves atteintes à la vie des personnes et à la sécurité des biens » ! (« Réflexions pour demain »). Raymond Barre et la peine de mort : il s'en déclare partisan pour « les auteurs de crimes sur les mineurs et les forces de l'ordre » (« L'Heure de vérité », Antenne 2, novembre 1984).

Raymond Barre et le Front national : c'est un parti qui attire « des Français moyens qui ont besoin de retrouver un système de valeurs qui, depuis quelques années, s'est érodé et a été occulté ». (« Réflexions pour demain »). Raymond Barre et Jean-Marie Le Pen – qu'il a rencontré deux fois : « Je n'ai jamais entendu de discours de M. Le Pen. » (« Libération », 4 novembre 1983).

Raymond Barre, tel qu'en lui-même on l'avait oublié. Et tel qu'il faut s'en souvenir. Pas le gentil pépère, l'homme à poigne. Pas le libéral fréquentable, le doucereux et cynique conservateur. Pas l'extraterrestre, le politicien farouchement de droite. Celui qui se délecte tant du « salmigondis » qu'il feint de détester qu'on l'en nommera bientôt chef cuisinier. Un redoutable chef, pour une cuisine particulièrement indigeste. ●

(1) « Réflexions pour demain », par Raymond Barre. Ed. Hachette/Pluriel.

(2) « Le Contrat libéral », tiré à 10 000 exemplaires.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325